

DIMENSIONS
SOCIALES DE
L'AJUSTEMENT

ENQUETE SUR LES PRIORITES

RESULTATS PRELIMINAIRES

République du Sénégal

MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU PLAN

DIRECTION DE LA PREVISION
ET DE LA STATISTIQUE

ENQUETE SUR LES PRIORITES

PRESENTATION DES RESULTATS PRELIMINAIRES

Dakar, Février 1993

AVANT PROPOS

Ce rapport est une analyse préliminaire des résultats de l'Enquête Sur les Priorités (ESP) réalisée par la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS) entre Septembre 1991 et Janvier 1992.

Il est le fruit d'un travail collectif dont tous les participants ne peuvent pas être nommément cités ici. La DPS saisit cette occasion pour les remercier tous très sincèrement:

- les populations enquêtées qui ont manifesté une grande disponibilité à l'égard des équipes de terrain pendant la collecte;

- les autorités administratives qui n'ont ménagé aucun effort pour assurer une large sensibilisation des populations sur les objectifs de cette enquête;

- les agents de terrain (chauffeurs, cartographes, enquêteurs, anthropomètres, contrôleurs et superviseurs) qui, pendant quatre (4) mois, ont sillonné tout le territoire national pour collecter les informations;

- le Comité Scientifique dont les travaux ont permis d'enrichir les questionnaires de cette enquête;

- enfin l'équipe de conception qui a su garder l'esprit de cette recherche sur les Dimensions Sociales de l'Ajustement et respecter le calendrier des travaux tel qu'il était établi.

L'ESP est une enquête par sondage ayant touché 9960 ménages et couvert toute l'étendue du territoire national. Les résultats analysés dans ce rapport ont été extrapolés à l'ensemble de la population. Le lecteur est averti du fait que les résultats d'une enquête, à la différence de ceux d'un comptage systématique exhaustif, comportent toujours une marge d'erreur d'autant plus grande que la distribution de la variable concernée est hétérogène. Cela implique qu'il existe toujours un écart plus ou moins important selon la qualité du sondage entre une statistique calculée sur l'échantillon et un paramètre se rapportant à la population.

Cette analyse préliminaire sera suivie d'analyses approfondies sur une vingtaine de thèmes dont la liste est présentée en annexe I de ce rapport.

Le Directeur de la Prévision et de la Statistique

Awa THIONGANE

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE: PRESENTATION DE L'ETUDE	10
1. Contexte et objectifs	10
2. Méthodologie	10
3. Contenu de l'enquête	12
DEUXIEME PARTIE: CARACTERISTIQUES INDIVIDUELLES	14
1. Caractéristiques démographiques	14
2. Alphabétisation et éducation	18
3. Activités économiques	19
4. Migration	30
5. Etat sanitaire et consultation pour raison de santé	33
6. Etat nutritionnel des enfants	38
TROISIEME PARTIE: DONNES COLLECTIVES	46
1. Les caractéristiques des ménages et chefs de ménages	46
2. Confort et patrimoine des ménages	57
3. Accès aux services de base	73
QUATRIEME PARTIE: DEPENSES ET REVENUS DES MENAGES	75
1. Dépenses	75
2. Revenus	79
CINQUIEME PARTIE: IDENTIFICATION DES GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES	83
1. Classement des ménages urbains selon le revenu .	93
2. Taille des ménages, piveau de vie et pauvreté en zone urbaine	101
SIXIEME PARTIE: EVOLUTION DES CONDITIONS DE VIE AU COURS DES DEUX DERNIERS ANNEES	104
CONCLUSION	106
BIBLIOGRAPHIE	
ANNEXE I: LISTE DES THEMES D'ANALYSE APPROFONDIE	109
ANNEXE II: Liste des indicateurs que se propose d'élaborer l'ESP.	110
ANNEXE III: STRATES AGRO-ECOLOGIQUES	111
ANNEXE IV: Liste provisoire des tableaux produits	112

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1:	Répartition de la population selon l'âge et le sexe
Tableau 2:	Répartition de la population selon la région de résidence
Tableau 3:	Répartition de la population âgée de 10 ans et plus selon l'alphabétisation et le sexe.
Tableau 4:	Répartition de la population scolaire selon la classe fréquentée et le sexe.
Tableau 5:	Répartition de la population âgée de 10 ans et plus selon le statut d'occupation.
Tableau 6:	Population selon le statut d'occupation, l'âge et le sexe .
Tableau 7:	Population selon le statut d'occupation, l'âge et le sexe: Région de Dakar.
Tableau 8:	Population selon le statut d'occupation, l'âge et le sexe: Zone urbaine
Tableau 9:	Répartition de la population active occupée de 10 ans et plus selon le statut dans la profession et le sexe.
Tableau 10:	Branche d'activité de l'occupation principale.
Tableau 11:	Répartition de la population âgée de 10 ans et plus selon la provenance et la région de résidence (non compris les mouvements au sein d'une même région).
Tableau 12:	Répartition de la population selon l'âge, le sexe et l'état de santé au cours des 30 derniers jours avant l'interview.
Tableau 13:	Répartition de la population selon l'âge et le service sanitaire où la personne consulté(e) au cours des 30 derniers jours avant l'interview.
Tableau 14:	Répartition des ménages selon le sexe du CM et la région.
Tableau 15:	Répartition des ménages selon la taille.
Tableau 16:	Structure démographique des ménages selon certaines caractéristiques du CM
Tableau 17:	Structure des ménages selon le nombre de noyaux (ou ménages dépendants).

Tableau 18:	Répartition des CM selon l'âge et le sexe.
Tableau 19:	Distribution des CM selon le statut d'occupant.
Tableau 20:	Taux des CM selon l'âge et le sexe.
Tableau 21:	Répartition des ménages selon le statut d'occupant, la source d'eau potable, le mode d'éclairage et le combustible de cuisine.
Tableau 22:	Nombre de pièces par logement et nombre moyen d'occupants par pièce selon les caractéristiques du CM.
Tableau 23:	Répartition des ménages selon la zone de résidence et de biens de confort.
Tableau 24:	Taux d'équipement des ménages français, 1976.
Tableau 25:	Etat nutritionnel des enfants selon la zone de résidence et le sexe.
Tableau 26:	Etat nutritionnel des enfants selon l'état de santé au cours des 30 derniers jours avant l'interview.
Tableau 27:	Dépenses moyennes de santé par individu et par âge au cours des 30 derniers jours avant l'interview.
Tableau 28:	Dépenses scolaires annuelles par ménage selon la zone de résidence.
Tableau 29:	Revenus annuels des ménages selon la source et la zone de résidence.
Tableau 30:	Dépenses mensuelles non-alimentaires selon le poste et la zone de résidence.
Tableau 31:	Dépenses mensuelles alimentaires des ménages selon le produit et la zone de résidence.
Tableau 32:	Revenus annuels monétaires des ménages selon la source et la région.
Tableau 33:	Distribution des ménages urbains selon le quintile de revenus de ménage et la présence d'éléments de confort.
Tableau 34:	Distribution des ménages urbains selon le quintile de revenus de ménages par personne et la présence d'éléments de confort.
Tableau 35:	Distribution des ménages urbains selon le quintile de revenus, le revenu moyen et la taille moyenne par ménage.

- Tableau 36: Distribution des ménages urbains selon le quintile de revenus, le revenu moyen par individu et la taille moyenne par ménage.
- Tableau 37: Dépenses mensuelles alimentaires des ménages selon le produit et la zone de résidence
- Tableau 38: Variations des dépenses au cours des 24 derniers mois.

LISTE DES ANNEXES

- Annexe I: Liste des thèmes d'analyse approfondie
- Annexe II: Liste des indicateurs socio-économiques
- Annexe III: Strates Agro-écologiques ayant servi à la base de sondage
- Annexe IV: Liste provisoire des tableaux

LISTE DES GRAPHIQUES

- Graphique 1: Pyramide des âges
- Graphique 2: Taux d'activité par âge au Sénégal
- Graphique 3: Taux de chômage par âge en zone urbaine et à Dakar
- Graphique 4: Statut dans la profession
- Graphique 5: Pourcentage de la population âgée 10 ans et plus ayant immigré par rapport à la population de la région de résidence
- Graphique 6: Distribution de fréquence de la taille de ménage
- Graphique 7: Distribution des ménages selon le statut d'occupant
- Graphique 8: Distribution des ménages selon la source d'eau
- Graphique 10: Distribution des ménages selon le mode d'éclairage
- Graphique 11: Distribution des ménages selon le combustible de cuisine

PREMIERE PARTIE

PRESENTATION DE L'ETUDE

1. Contexte et objectifs

L'Enquête Sur les Priorités (ESP) s'inscrit dans le cadre du programme sur les Dimensions Sociales de l'Ajustement (DSA). Elle a été financée par le Projet d'Appui à la Gestion du Développement (PAGD) et exécutée par la Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS). A court terme, elle vise les trois objectifs suivants:

- a) - produire des indicateurs socio-économiques sur les conditions de vie des populations. Ces indicateurs sont des statistiques dont l'élaboration constitue une priorité dans la conception et la mise en oeuvre des politiques gouvernementales dans le cadre des programmes DSA, d'où le nom de l'enquête.
- b) - identifier les groupes socio-économiques qui composent la population et parmi ceux-ci, des groupes-cibles. Les groupes-cibles sont des groupes socio-économiques chroniquement pauvres ou vulnérables aux mesures du PAS au point qu'ils méritent une assistance de la part des pouvoirs publics. Les politiques de "ciblage" se justifient par le fait qu'elles sont moins coûteuses et plus efficaces que les politiques basées sur une intervention plus globale.
- c) - fournir des informations permettant d'assister les pouvoirs publics dans la formulation et la mise en oeuvre des politiques intégrant les dimensions sociales de l'ajustement et du développement.

Même si elle s'inscrit dans le cadre du programme DSA, l'ESP ne constitue pas une évaluation des effets du PAS. En effet, sur un plan méthodologique et analytique, il est difficile de faire la part entre les effets attribuables à la pauvreté chronique et ceux liés au programme d'ajustement structurel. De plus, l'ESP n'a porté que sur les ménages, laissant de côté les infrastructures sociales et économiques. Or c'est à travers ces infrastructures que le PAS affecte bien souvent les conditions de vie des ménages. Par ailleurs, en l'absence de données sur la situation avant l'ajustement, toute tentative d'évaluation des effets de ce dernier ne peut que conduire à des conclusions incertaines. Dans ce contexte, les lignes qui suivent se veulent plutôt être une analyse non exhaustive de la situation socio-économique du pays.

2. Méthodologie

2.1 Plan et base de sondage

L'ESP a touché un échantillon probabiliste, stratifié et à deux degrés d'environ 10,000 ménages sélectionnés à travers toute l'étendue du territoire national. Le plan et la base de sondage ainsi que la technique de collecte sont présentés brièvement ci-après.

Le pays a été subdivisé en deux grandes zones: la zone urbaine et la zone rurale. La zone urbaine a été subdivisée à son

Pour en 3 strates (Dakar, sa banlieue, et les chefs lieux des régions plus quelques villes); la zone rurale a été aussi divisée en 9 strates agro-écologiques (voir annexe III pour la délimitation des strates agro-écologiques telles qu'elles ont été définies par l'ISRA). La strate est une unité géographique relativement homogène eu égard à la variable essentielle sous étude, en l'occurrence les groupes socio-économiques. Dans chaque strate l'échantillon a été tiré indépendamment.

Comme il n'existe pas de listes de ménages à partir desquelles on pourrait effectuer le tirage, il a fallu recourir à un échantillonnage à deux degrés: les DR au premier degré et les ménages au second degré. Un DR est un découpage aréolaire d'une centaine de ménages environ et de taille moyenne assez homogène et de l'ordre des 850 personnes. Il existe un plan cartographique de chaque DR, ce qui rend facile le repérage de ce dernier sur le terrain. La liste de ces DR est exhaustive et couvre tout le territoire national. Ces DR ont servi d'unités primaires de base de sondage de cette enquête. Au total du premier degré, 498 DR ont été tirés avec probabilité proportionnelle à la taille (nombre de ménages).

Sur le terrain, seuls les DR retenus ont fait l'objet d'un dénombrement exhaustif, c'est-à-dire que toutes les constructions à usage d'habitation ou non y sont comptées ainsi que les ménages qui y résident. Ce dénombrement des ménages fournit la base de sondage au second degré. Au second degré donc, il a été retenu à l'aide d'un tirage aléatoire systématique, 20 ménages dans chaque DR échantillon, quelle qu'en soit la taille.

En résumé, 12 strates aréolaires ont été constituées, 498 DR ont été tirés, et dans chaque DR, 20 ménages ont été enquêtés, soit au total 9960 ménages. Les enfants âgés de 6 à 59 mois ont été tous pesés et mesurés dans un ménage tiré sur quatre. L'avantage d'un tel plan de sondage est qu'il permet de sur-représenter des groupes socio-économiques moins fréquents dans la population sans pourtant atteindre un échantillon trop grand et, surtout, de disposer d'effectifs suffisamment grands pour atteindre une certaine représentativité statistique. L'inconvénient est que l'échantillon n'est pas auto-pondéré, c'est-à-dire que les résultats ne peuvent pas être directement analysés sans une pondération appropriée au préalable¹. Les données présentées dans ce rapport ont été pondérées selon la formule en bas de cette page.

2.2 Technique de collecte :

Dans chaque DR tiré toutes les concessions sont localisées et les ménages qui y résident dénombrés. C'est cette mise à jour

¹ L'échantillon a été pondéré comme suit:

$$W_h = (N_h / b.m_h) . N'_{hi} / N_{hi}$$

où W_h est le facteur de pondération pour la strate h ;

N_h est le nombre de ménages dans la strate h d'après la base de sondage (en l'occurrence le recensement démographique de 1988);

N'_{hi} est le nombre de ménages dénombrés du DR i dans la strate h , d'après le dénombrement qui précède le tirage de ménages;

N_{hi} est le nombre de ménages du DR i dans la strate h , d'après la base de sondage,

b est le nombre de ménages enquêtés dans chaque DR (20 ici), et m_h est le nombre de DR tirés dans la strate h .

de la base de sondage des unités primaires qui constitue la phase de cartographie. En général, en Afrique la cartographie et le dénombrement des concessions et des ménages sont effectués bien avant la collecte. De ce fait, l'échantillon au second degré est tiré au bureau, sur la base du dénombrement et avant la collecte proprement dite. Cette méthode a l'avantage de réduire les délais des opérations de collecte. Mais elle présente deux inconvénients majeurs: d'abord elle nécessite un double passage, ce qui contribue à augmenter le coût des opérations; ensuite, si les déplacements sont fréquents, comme c'est le cas en zone urbaine, l'échantillon originalement tiré peut être profondément altéré.

Faisant fi de cette approche, L'ESP a choisi de mener les travaux de cartographie et de dénombrement des concessions et ménages d'une part en même temps que la collecte, d'autre part. L'organisation suivante a été mise sur pied. Quatorze équipes comprenant chacune quatre enquêteurs, un contrôleur, un cartographe qui est aussi anthropomètre et un chauffeur ont participé à la collecte des informations. Les différentes tâches de terrain se sont échelonnées comme suit:

- 1 - Visite de courtoisie auprès des autorités administratives, coutumières et religieuses des localités échantillons;
- 2 - Reconnaissance des limites de DR échantillons;
- 3 - Listing des concessions dans ces DR;
- 4 - Listing des ménages;
- 5 - Rassemblement des listings des ménages et confection d'une liste séquentielle unique des ménages;
- 6 - Tirage de l'échantillon des ménages;
- 7 - Tirage du sous-échantillon des ménages dont les enfants seront pesés et mesurés;
- 8 - Affectation des ménages aux agents;
- 9 - Remplissage du questionnaire
- 10 - Contrôle de correction des questionnaires;
- 11 - Sélection des ménages de remplacement;
- 12 - Rassemblement de tous les questionnaires et constitution du dossier DR;
- 13 - Acheminement du dossier vers le centre de saisie;
- 14 - Mise en route de l'équipe vers le DR suivant.

L'avantage de cette méthode est que la base de sondage au second degré est toujours à jour étant donné les délais très courts (quelques heures seulement) qui séparent la phase de la constitution de base de sondage et celle de l'interview. Ceci réduit considérablement les remplacements de ménages. Toutefois, les travaux de collecte prennent plus de temps que dans le cas de la première méthode.

La collecte des informations s'est déroulée d'Octobre 1991 à Janvier 1992 et le nettoyage des fichiers d'Octobre 1991 à Juin 1992. La tabulation a eu lieu en Juillet 1992.

3. Contenu de l'enquête

L'ESP a couvert les domaines suivants:

- caractéristiques de chefs de ménage (CM);
- alphabétisation, fréquentation et abandons scolaires; niveau d'instruction;

- dépenses annuelles d'éducation;
- état de santé, fréquentation des services de santé et dépenses de santé au cours des 12 derniers mois;
- mesures anthropométriques des enfants âgés de 6 à 59 mois;
- migration;
- activités économiques: emploi, occupation, chômage
- conditions de logement et accès au confort;
- accès aux services de base: école élémentaire, secondaire et infrastructures de santé;
- entreprises non agricoles;
- productions agricoles;
- patrimoine des ménages;
- dépenses des ménages;
- revenus des ménages.

Les principaux résultats préliminaires de cette enquête sont présentés dans le présent rapport qui est, pour l'essentiel, descriptif. Le rapport sera suivi de deux autres: l'un portant sur la méthodologie de l'enquête; l'autre consacré à l'analyse des résultats définitifs. Les thèmes de ces analyses sont présentés dans l'annexe I de cette note.

Il convient de rappeler, puisqu'il s'agit d'une enquête par sondage, que les statistiques présentées sont des estimations ponctuelles des paramètres de la population. Pour les comparaisons avec d'autres sources, le lecteur aura présent à l'esprit que chaque estimation comporte une marge d'erreur d'autant plus grande que la population considérée est hétérogène.

DEUXIEME PARTIE

CARACTERISTIQUES INDIVIDUELLES

1. Caractéristiques démographiques

L'échantillon de l'ESP a porté sur une population totale de 85.249 individus. Extrapolé en tenant compte du plan de sondage, cet échantillon donne une population résidente totale de 7.306.400 habitants à la date approximative du 30 Novembre 1991. Le recensement de la population et de l'habitat donnait une population de 6.892.700 habitants à la date du 30 Mai 1988. Projetée à l'aide d'un taux d'accroissement moyen annuel de 2.8 %, la population du Sénégal serait de l'ordre de 7.592.200 personnes au 30 Novembre 1991. Cette projection diffère de 285.800 personnes par rapport aux résultats de l'ESP. Elle n'est pas statistiquement différente des résultats de cette enquête eu égard à la marge d'erreur acceptable pour un tel effectif.

Par ailleurs, l'enquête sur l'Emploi, le Sous-emploi et le Chômage réalisée par la DPS en Mai 1991 et qui a couvert la région de Dakar, constitue une source à laquelle les données de l'ESP peuvent être comparées. D'après cette enquête, la population résidente de Dakar était de 1.566.700 habitants en Juin 1991 alors que l'ESP trouvait une population de 1.593.600 habitants en Novembre de la même année. Les deux résultats sont comparables.

Si la tendance de l'évolution démographique observée durant la période intercensitaire 1976-1988 dans la région de Dakar se maintenait jusqu'en 1992- soit un taux d'accroissement moyen annuel de 3.9 % -, la population de cette région serait de l'ordre de 1.700.000 habitants en fin de l'année 1991. Ce chiffre est de 106.000 personnes plus grand que celui de l'ESP.

Tableau 1: Répartition de la population résidente selon l'âge et le sexe

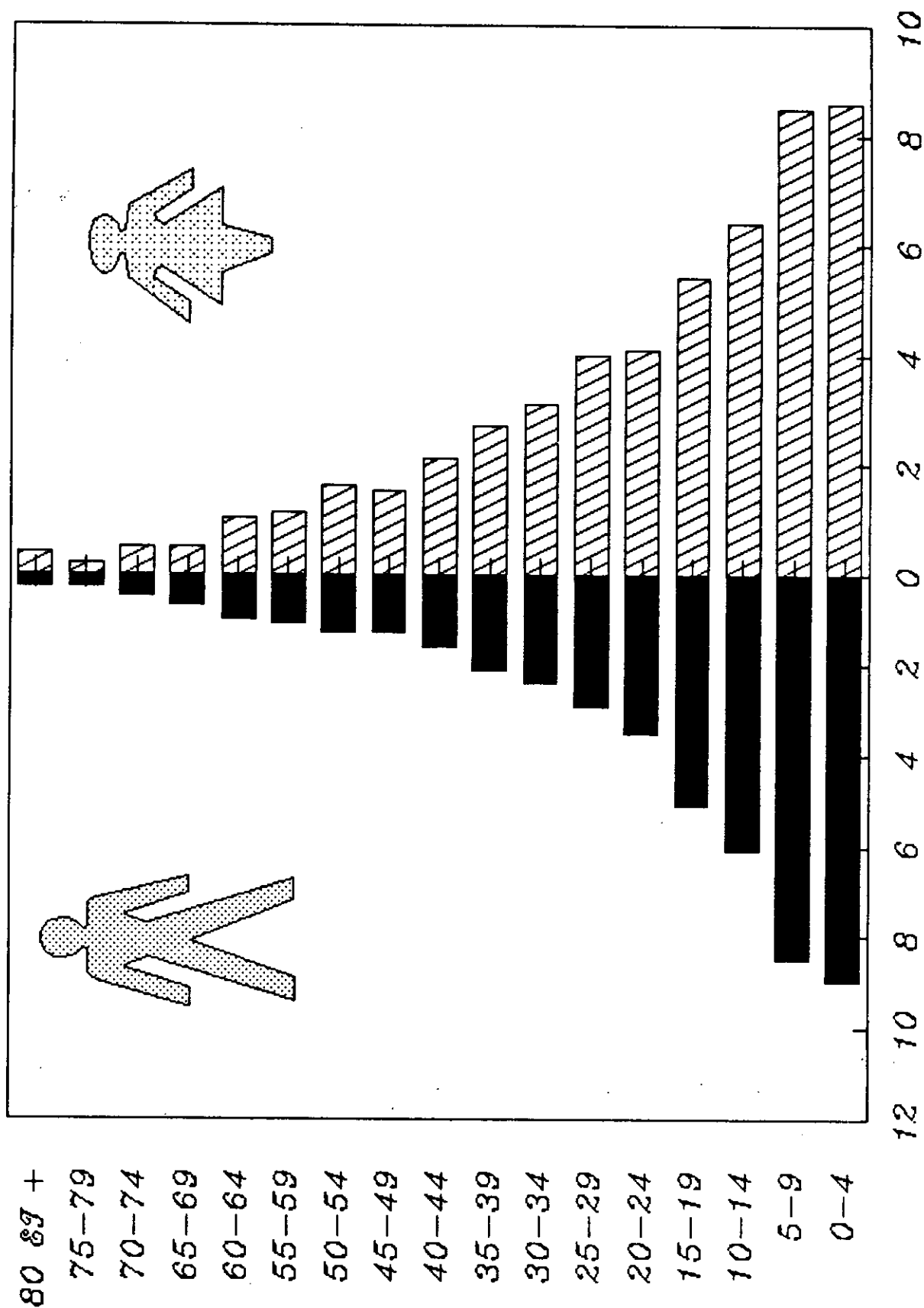
Age	Hommes		Femmes		Deux sexes	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
0-4 ans.....	659462	9.0	629692	8.6	1289154	17.6
5-9 ans.....	621752	8.5	623108	8.5	1244861	17.0
10-14 ans.....	483907	6.6	467176	6.4	951083	13.0
15-19 ans.....	370618	5.1	395554	5.4	766172	10.5
20-24 ans.....	256440	3.5	300841	4.1	557281	7.6
25-29 ans.....	209234	2.9	289922	4.0	499156	6.8
30-34 ans.....	178685	2.4	229384	3.1	408069	5.6
35-39 ans.....	151064	2.1	199938	2.7	351002	4.8
40-44 ans.....	118242	1.6	150983	2.1	269225	3.7
45-49 ans.....	94410	1.3	112650	1.5	207060	2.8
50-54 ans.....	94118	1.3	111846	1.5	205964	2.8
55-59 ans.....	76394	1.0	78085	1.1	154479	2.1
60-64 ans.....	71854	1.0	72432	1.0	144286	2.0
65-69 ans.....	50319	.7	40177	.5	90496	1.2
70-74 ans.....	38924	.5	37054	.5	75978	1.0
75-79 ans.....	24988	.3	17207	.2	42195	.6
80 ans ou +....	24038	.3	25868	.4	49906	.7
TOTAL.....	3524449	48.2	3781917	51.8	7306366	100.0

La population du Sénégal compte 3.524.500 hommes (48,2 %) et 3.781.900 femmes (51,8 %). Elle a une structure très jeune, comme l'indique le tableau 1: ainsi, 58 % ont moins de 20 ans,

c'est-à-dire que les intéressés sont nés au cours des 20 dernières années. La population âgée de 65 ans ou plus ne représente que 3.5 % de l'ensemble. Celle en âge de voter (18 ans et plus) est estimée à 3.331.000 personnes à la date du 30 Novembre 1991.

Graphique 1: Pyramide des âges de la population

ISSUES D'ASIE



Cette structure jeune est le résultat d'une fécondité élevée. En moyenne une femme sénégalaise en fin de procréation aura mis au monde 6,5 naissances vivantes (DPS, 1986). Ainsi, en raison de ce niveau élevé de la fécondité, chaque année il y a davantage de femmes en âge de procréer et il naît davantage d'enfants que l'année précédente. C'est à travers ce mécanisme que la population se rajeunit. Il s'y ajoute que la baisse de la mortalité, qui touche généralement plus les enfants que les personnes adultes et les vieillards, contribue aussi au rajeunissement démographique.

Au total, 2.951.300 personnes, soit 40,4 % vivent dans les communes². On assimilera cette population à la population urbaine dans tout le texte. La population rurale, c'est-à-dire celle résidant en dehors des communes, compte pour 59,6 % de l'effectif total. Ceci fait du Sénégal l'un des pays les plus urbanisés en Afrique sub-saharienne.

Les régions les plus peuplées sont celles de Dakar où réside plus d'un Sénégalais sur cinq; celle de Thiès avec 14 % de la population; celle de et de Kaolack (11 %) et celle de Saint-Louis (10 %). Toutes les autres régions représentent chacune moins de 10 % de la population. Les moins peuplées sont celles de Tambacounda (5.6 %), de Ziguinchor (5.8 %) et de Louga (6.5 %) comme l'indique le tableau n° 2

La densité moyenne est de 37 habitants/km². Elle varie entre 2.897 habitants pour la région de Dakar et 7 habitants dans la région de Tambacounda.

Tableau 2: Répartition de la population selon la région de résidence

Région	Hommes	Femmes	Ensemble	
Dakar	781911	811712	1593624	21,8
Ziguinchor	219569	201321	420890	5,8
Diourbel	286532	352144	638677	8,7
Saint-Louis	357702	392203	749906	10,3
Tambacounda	200902	209111	410014	5,6
Kaolack	407399	438633	846032	11,6
Thiès	508338	553604	1061942	14,5
Louga	226816	251778	478594	6,5
Fatick	252344	278774	531118	7,3
Kolda	282934	292637	575570	7,9
Sénégal	3524449	3781917	7306366	100,0

². Les villages érigés en communes depuis 1990 seront considérés comme faisant partie de la zone rurale dans cette étude.

2. Alphabétisation et éducation

L'ESP permet d'étudier l'alphabétisation pour toutes les personnes âgées de 10 ans et plus. Elle aborde aussi la fréquentation, le déperdition et le retard scolaire, le type d'enseignement fréquenté et les motifs d'abandon scolaire. Ces informations peuvent être examinées en relation avec les caractéristiques du ménage, possibilités que n'offrent pas les statistiques scolaires courantes.

Parmi la population âgée de 10 ans ou plus (4.772.400), 2.330.200 personnes ont déclaré savoir lire ou écrire, toutes langues confondues, et 2.442.200 ont déclaré ne savoir ni lire ni écrire. Le taux d'analphabétisme est de 51 % pour l'ensemble, de 32 % pour les hommes, et de 68 % pour les femmes (tableau 3).

Tableau 3: Répartition de la population âgée de 10 ans et plus selon l'alphabétisation et le sexe

	MASCULIN		FEMININ		TOTAL	
	EFFECTIF	%	EFFECTIF	%	EFFECTIF	%
Alphabétisés	1527114	68,1	803055	31,7	2330169	48,8
Analphabètes	716121	31,9	1725870	68,3	2441991	51,2
TOTAL	2243235	100,0	2528925	100,0	4772160	100,0

Quelques 2.786.900 personnes âgées de 10 ans ou plus ont déclaré avoir suivi ou suivre au moment de l'enquête un enseignement quelconque, dont 49 % (1.360.100) dans le public Français et 4 % (102.400) dans le privé laïc ou catholique français, 38 % (1.071.100) dans une école coranique et 9 % (253.257) dans le privé arabe.

D'après l'ESP, on comptait en 1991 environ 826.800 élèves et étudiants âgés de 6 à 30 ans dans le système scolaire d'enseignement français, dont 493.200 garçons et 332.200 filles.

Le nombre d'élèves inscrits dans l'enseignement élémentaire (6 ans ou plus) en 1991 est estimé à 628.762. Le taux net de scolarisation dans l'enseignement élémentaire, rapport de l'effectif des élèves âgés de 7-12 ans dans l'enseignement élémentaire à l'effectif de la population âgée de 7-12 ans (1.305.700), est de 48.2 %.

On dénombre quelques 13.800 étudiants dans l'enseignement supérieur vivant dans les ménages, c'est-à-dire en dehors des structures d'accueil telles que les internats et les cités universitaires³.

La plupart des élèves qui quittent le système éducatif le font parce qu'ils en sont exclus. Parmi les 482.800 personnes âgées de 6 à 30 ans ayant abandonné l'enseignement de type français, 72 % ont été renvoyés et un nombre dérisoire ont déclaré avoir atteint la fin de leurs études.

³ Les ménages collectifs tels que les internats et les cités universitaires sont exclus de l'échantillon. Ainsi, l'estimation des effectifs d'étudiants ne porte que sur ceux qui vivent dans les ménages ordinaires.

Tableau 4: Répartition des élèves selon le niveau et le sexe

Niveau	Garçons	Filles	Ensemble
CI	62.158	50.477	112.635
CP	60.984	51.076	112.060
CE1	58.557	43.096	101.655
CE2	53.130	38.307	91.437
CM1	60.640	39.403	100.043
CM2	67.987	42.945	110.932
Total élémentaire	363.456	265.304	628.762
6ème	20.086	13.101	33.188
5ème	20.466	14.725	35.191
4ème	27.674	13.025	40.698
3ème	22.681	10.748	33.429
2nd	13.091	5.281	18.372
1ère	12.371	6.005	18.376
Terminale	9.914	4.657	14.571
Total secondaire	126.283	56.794	193.825
Indéterminé	2.514	1.695	4.209
Total	492.253	334.541	826.794

3. Activités économiques

3.1 Généralités

Les questions examinées dans cette enquête portent sur le volume et la structure par âge et sexe de la main d'oeuvre, le chômage, les occupations exercées, les secteurs et branches d'activités, l'ancienneté dans les occupations principale et secondaire, les montants des salaires annuels et mensuels des occupations principales et secondaires ainsi que les motifs d'abandon de l'activité précédente, le cas échéant. Ces informations peuvent être croisées avec les caractéristiques des ménages pour examiner dans quelle mesure elles permettent de classer ces derniers selon le niveau de vie. L'analyse qui suit est sommaire en regard de la richesse des informations contenues dans l'ESP. Les analyses approfondies entreront dans les détails.

Par convention, la population de référence, c'est-à-dire celle sur laquelle les questions sur l'activité économique ont porté, comprend toutes les personnes âgées de 10 ans ou plus. L'activité économique des enfants de moins de 10 ans a été purement et simplement négligée. Les définitions retenues pour l'activité et le chômage tiennent compte des recommandations internationales. La population active est définie comme celle disponible pour la production des biens et services pendant la période de référence. En fait, deux périodes de référence ont été retenues: la dernière semaine ayant précédé le passage de l'enquêteur (situation d'activité actuelle) et les 12 derniers mois (situation d'activité habituelle). Le chômage est l'absence d'activité économique pendant la période de référence, la disponibilité à exercer une activité rémunérée ou rémunératrice. La troisième condition pour qu'un individu soit considéré comme chômeur - recherche d'un emploi rémunéré ou rémunérateur - a été

assouplie pour tenir compte des recommandations internationales. Dans les pays où les voies et moyens conventionnels de recherche d'emploi sont limités et où le marché de travail est peu structuré, cette condition est souvent ignorée. Sauf indication contraire, l'analyse qui suit se rapporte à la situation d'activité habituelle.

Parmi les 4.772.400 personnes âgées de 10 ans et plus, la population active (qui regroupe les personnes occupées et les chômeurs) s'élève à 3.056.000 personnes, soit 41.8 % de la population totale (taux brut d'activité) ou 64 % de la population âgée de 10 ans ou plus (taux épuré). De ces actifs, 2.741.500 sont occupés.

Les chômeurs sont au nombre de 314.500. Une personne active sur 10 est donc en chômage.

Tableau 5: Répartition de la population âgée de 10 ans et plus selon le statut d'occupation

Statut d'occupation	Homme	%	Femme	%	TOTAL	%
Occupé	1487752	66,5	1253724	49,7	2741476	57,6
Chômeur	194608	8,7	120444	4,7	315052	6,6
Elève/Étudiant	435775	19,4	257551	10,2	693326	14,5
Personne au foyer			753421	29,8	753421	15,8
Retraité/rentier	40499	1,8	8576	0,3	49075	1,0
Autre inactif	77340	3,4	127049	5,0	204389	4,2
Total	2235974	100,0	2520766	100,0	4756739 ¹	100,0

Ces taux varient avec le sexe et la zone de résidence. En milieu urbain le taux d'activité des hommes est de 63.8 % contre 35.6 % pour les femmes. Quant au taux d'occupation, il est de 73.9 % pour les hommes et 76.9 % pour les femmes. Le taux de chômage en milieu urbain atteint 24.5 % chez les hommes et 21.6 % chez les femmes.

D'après l'Enquête sur l'Emploi, le Sous-emploi et le chômage à Dakar, la population active était de 585.200 personnes, contre 564.100 selon l'ESP. Le taux d'activité dans cette région est de 67.3 % pour les hommes et 34.6 % pour les femmes selon l'ESP. Ces taux sont de 67.4 % et 39.3 % respectivement selon l'enquête sur l'emploi. D'une manière générale, les deux sources restent très comparables, tant en ce qui concerne les effectifs globaux des actifs que le profil par âge des taux d'activité.

Des similitudes aussi ont été observées en ce qui concerne l'effectif total des chômeurs et les taux de chômage. Quelques 152.300 chômeurs, dont 104.500 hommes et 47.800 femmes ont été dénombrés par l'ESP à Dakar. Ainsi, le taux de chômage est de 28.6 % chez les hommes et 24.1 % chez les femmes. L'enquête sur l'emploi a dénombré 143.100 chômeurs dont 86.800 hommes et 56.300 femmes. Les taux de chômage qui en sont tirés sont très voisins de l'ESP: 23.2 % pour les hommes et 26.6 % pour les femmes.

Dans les chefs lieux de régions, les taux de chômage sont de 27.0 % et 23.0 % respectivement pour les hommes et pour les femmes. Ces taux élevés de chômage en milieu urbain sont à la

fois le résultat de plusieurs facteurs: une économie de plus en plus morose, des compressions de personnel et des fermetures des entreprises suite au programme d'ajustement structurel, de la déperdition élevée dans le système éducatif, de la croissance urbaine rapide elle même due à l'accroissement démographique rapide et un exode rural intense.

Tableau 6: Population selon le statut d'occupation, l'âge et le sexe - Ensemble du Sénégal

Sexe masculin

Age	Occupé	Chômeur	Elève	Retraité	Inactif	ND	Total	Activité	Chômage
10-14 ans	166589	31305	269453		12129	4256	483907	40.90	15.82
15-19 ans	218481	34079	112941		4952	50	370618	68.15	13.49
20-24 ans	170650	39371	43419		2832		256440	81.90	18.75
25-29 ans	162811	34414	9564		2433		209234	94.26	17.45
30-34 ans	153273	22594	397		1756	665	178685	98.42	12.85
35-39 ans	137334	12081			1569	80	151064	98.91	8.09
40-44 ans	111475	5361			1407		118242	98.81	4.59
45-49 ans	87909	5636			864		94410	99.08	6.02
50-54 ans	86685	5313			2120		94118	97.75	5.78
55-59 ans	64483	1951		7136	2824		76394	86.96	2.94
60-64 ans	53405	1955		11144	5350		71854	77.05	3.53
65 et +	74758	78		22218	39107	2209	138269	54.05	0.00
TOTAL	1487752	194138	435775	40499	77340	7261	2243235	74.98	11.54

Sexe féminin

Age	Occupé	Chômeur	Elève	Ménagère	Retraite	Inactif	ND	Total	Activité	Chômage
10-14 ans	132331	28515	175936	111454		15787	3091	467176	34.43	17.73
15-19 ans	160235	24443	57789	147346		5609	131	395554	46.69	13.24
20-24 ans	137191	18879	19644	121686		3440	0	300841	51.88	12.10
25-29 ans	160164	16585	3977	107600		1596	0	289922	60.96	9.38
30-34 ans	142360	9709	205	75351		1283	476	229384	66.29	6.38
35-39 ans	137253	7499		52746		2127	313	199938	72.40	5.18
40-44 ans	107704	3548		37230		2203	299	150983	73.69	3.19
45-49 ans	82025	3735		24115		2776		112650	76.13	4.36
50-54 ans	78346	2719		24444		6338		111846	72.48	3.35
55-59 ans	47810	1694		18650	1602	8328		78085	63.40	3.42
60-64 ans	35121	2737		15848	1276	17449		72432	52.27	7.23
65 et +	33185	318		16951	5698	60113	4041	120306	27.85	0.00
TOTAL	1253724	120381	257551	753421	8576	127049	8351	2529117	54.33	8.76

Deux sexes

Age	Occupé	Chômeur	Elève	Ménagère	Retraite	Autre Inactif	ND	Total	Activité	Chômage
10-14 ans	298920	59820	445389	111454		27916	7347	951083	37.72	16.68
15-19 ans	378716	58522	170730	147346		10561	181	766172	57.07	13.38
20-24 ans	307841	58250	63063	121686		6272		557281	65.69	15.91
25-29 ans	322975	50999	13541	107600		4029		499156	74.92	13.64
30-34 ans	295633	32303	602	75351		3039	1141	408069	80.36	9.85
35-39 ans	274587	19580		52746		3696	393	351002	83.81	6.66
40-44 ans	219179	8909		37230		3610	299	269225	84.72	3.91
45-49 ans	169934	9371		24115		3640		207060	86.60	5.23
50-54 ans	165031	8032		24444		8458		205964	84.03	4.64
55-59 ans	112293	3645		18650	8738	11152		154479	75.05	3.14
60-64 ans	88526	4692		15848	12420	22799		144286	64.61	5.03
65 et +	107843	396		16951	27916	99220	6250	258575	41.85	0.00
Total	2741478	314519	693325	753421	49074	204392	15611	4772352	64.04	10.29

Tableau 7: Population selon le statut d'occupation, l'âge et le sexe: région de Dakar

Sexe masculin								T a u x	
Age	Occupé	Chômeur	Elève	Retraité	Inactif	ND	Total	Activité	Chômage
10-14 ans	6673	7761	76966		1651	1287	94457	15.3	53.8
15-19 ans	29323	16213	37199		1512	50	84413	53.9	35.6
20-24 ans	32389	23996	20939		464	0	77956	72.3	42.6
25-29 ans	36835	23328	6795		599	0	67570	89.0	38.8
30-34 ans	38245	14545	397		411	343	53942	97.9	27.6
35-39 ans	36938	6966			420	0	44324	99.1	15.9
40-44 ans	27108	3513			261	0	30883	99.2	11.5
45-49 ans	18003	3150			301	0	21453	98.6	14.9
50-54 ans	17840	3385			541	0	21766	97.5	15.9
55-59 ans	8682	1121		4610	644	0	15058	65.1	11.4
60-64 ans	4723	440		6605	778	0	12546	41.2	8.5
65 et +	4256	78		10991	2872	534	18730	23.1	3.4
TOTAL	261014	104496	142295	22207	10456	2214	543098	67.3	28.6
Sexe féminin								T a u x	
Age	Occupé	Chômeur	Elève	Retraité	Inactif	ND	Total	Activité	Chômage
10-14 ans	5807	4829	68815		2107	619	107877	9.9	45.4
15-19 ans	16487	9078	28028		776	33	100003	25.6	35.5
20-24 ans	14277	11249	12460		151	0	81315	31.4	44.1
25-29 ans	18300	8222	2913		71	0	69101	38.4	31.0
30-34 ans	22551	5762	95		137	222	54760	51.7	20.4
35-39 ans	20352	4077			214	313	43795	55.8	16.7
40-44 ans	17398	1768			356	144	32449	59.1	9.2
45-49 ans	10552	892			8595	0	20310	56.3	7.8
50-54 ans	10742	745			7567	0	19472	59.0	6.5
55-59 ans	5809	496		529	628	0	14195	44.4	7.9
60-64 ans	4590	530		341	1958	0	12623	40.6	10.4
65 et +	3968	132		1157	6618	362	17485	23.4	3.2
TOTAL	150833	47781	112310	2027	13706	1693	573385	34.6	24.1
Deux sexes								T a u x	
Age	Occupé	Chômeur	Elève	Retraité	Inactif	ND	Total	Activité	Chômage
10-14 ans	12480	12590	145781		3758	1906	202334	12.4	50.2
15-19 ans	45810	25291	65227		2288	83	184416	38.6	35.6
20-24 ans	46666	35245	33399		615	0	159271	51.4	43.0
25-29 ans	55135	31550	9708		670	0	136671	63.4	36.4
30-34 ans	60796	20307	492		548	565	108702	74.6	25.0
35-39 ans	57290	11043			634	313	88119	77.5	16.2
40-44 ans	44506	5281			617	144	63332	78.6	10.6
45-49 ans	28555	4042			8595	0	41763	78.1	12.4
50-54 ans	28582	4130			7567	0	41238	79.3	12.6
55-59 ans	14491	1617		5139	1272	0	29253	55.1	10.0
60-64 ans	9313	970		6946	2736	0	25169	40.9	9.4
65 et +	8224	210		12148	9490	896	36215	23.3	2.4
TOTAL	411847	152277	254605	24234	24162	3907	1116483	50.5	27.0

Tableau 8: Population selon le statut d'occupation, l'âge et le sexe: Zone urbaine

Sexe masculin										
Age	Occupe	Chômeur	Elève		Retraite	Inactif	ND Total		T a u x d'activité	Chômage
10-14 ans	19391	14562	153673			5329	2039	195169	17.4	42.9
15-19 ans	59242	26353	85998			3529		175238	48.8	30.8
20-24 ans	61594	33282	38665			1327		135036	70.3	35.1
25-29 ans	61927	31228	8606			1670		103442	90.1	33.5
30-34 ans	61793	20626	397			1102	665	84583	97.4	25.0
35-39 ans	60913	10326				916	1081	73235	97.3	14.5
40-44 ans	44799	4769				442		50010	99.1	9.6
45-49 ans	32620	4656				444		37720	98.8	12.5
50-54 ans	30127	4658				1357		36142	96.2	13.4
55-59 ans	17677	1761			7040	1608		28086	69.2	9.1
60-64 ans	11183	1487			9599	2148		24417	51.9	11.7
65 et +	12100	78			17505	9070	1341	40093	30.4	0.0
TOTAL	473369	153784	287339		34143	28940	5125	983171	63.8	24.5

Sexe féminin										
Age	Occupe	Chômeur	Elève	Ménagère	Retraité	Inactif	Total	ND	d'activité	Chômage
10-14 ans	12209	10983	122988	44252		6848	1380	198722	11.7	47.4
15-19 ans	31541	16424	48873	80028		3599	32	180496	26.6	34.2
20-24 ans	25961	15940	18699	76371		1929		138900	30.2	38.0
25-29 ans	33040	13706	3837	68760		781		120125	38.9	29.3
30-34 ans	38688	8182	95	48735		480	476	96657	48.5	17.5
35-39 ans	38631	5719		33119		430	313	78211	56.7	12.9
40-44 ans	33102	2824		23387		437	298	60048	59.8	7.9
45-49 ans	25120	2833		14649		992		43593	64.1	10.1
50-54 ans	22726	1814		13618		2390		40547	60.5	7.4
55-59 ans	11967	841		11131	784	1828		26552	48.2	6.6
60-64 ans	10178	1105		9156	676	3835		24949	45.2	9.8
65 et +	9576	318		10527	2709	15960	1453	40544	24.4	3.2
TOTAL	292738	80687	194491	433733	4170	39508	3954	1049344	35.6	21.6

Deux sexes										
Age	Occupe	Chômeur	Elève	Ménagère	Retraité	Inactif	Total	ND	T a u x d'activité	Chômage
10-14 ans	31600	25545	276661	44252		12177	3419	393891	14.5	44.7
15-19 ans	90783	42777	134871	80028		7128	32	355734	37.5	32.0
20-24 ans	87555	49222	57364	76371		3256		273936	49.9	36.0
25-29 ans	94967	44934	12443	68760		2451		223567	62.6	32.1
30-34 ans	100481	28808	492	48735		1582	1141	181240	71.3	22.3
35-39 ans	99544	16045		33119		1346	1394	151446	76.3	13.9
40-44 ans	77901	7593		23387		879	298	110058	77.7	8.9
45-49 ans	57740	7489		14649		1436		81313	80.2	11.5
50-54 ans	52853	6472		13618		3747		76689	77.4	10.9
55-59 ans	29644	2602		11131	7824	3436		54638	59.0	8.1
60-64 ans	21361	2592		9156	10275	5983		49366	48.5	10.8
65 et +	21676	396		10527	20214	25030	2794	82637	26.7	1.7
TOTAL	766107	234471	481830	433733	38313	68448	9079	2032515	49.2	23.4

Le tableau 9 donne la répartition de la population occupée selon la situation dans la profession et le sexe pour l'ensemble du Sénégal. Avec 2.741.500 travailleurs, cette population est composée, à 55 %, d'actifs établis à leur compte (1.503.500). La forte prépondérance des indépendants est un trait caractéristique des économies des pays en voie de développement. Les aides-familiaux (28,5 %), personnes travaillant sans rémunération pour le compte d'un membre de la famille, constitue une forte proportion de la main d'oeuvre. Leur importance numérique est à mettre en relation avec le caractère rural encore très marqué de l'économie sénégalaise et la faible capacité d'absorption de celle-ci.

Les salariés du privé (employés des entreprises, du secteur formel ou informel et des ménages) comptent pour 8,3 % des personnes occupées. Ce faible pourcentage est aussi un autre trait de la faiblesse de l'économie sénégalaise. Les salariés du public, au nombre de 79.000⁴, ne représentent que 2,8 % de la main d'oeuvre occupée. On notera surtout une très faible présence des femmes dans le secteur public.

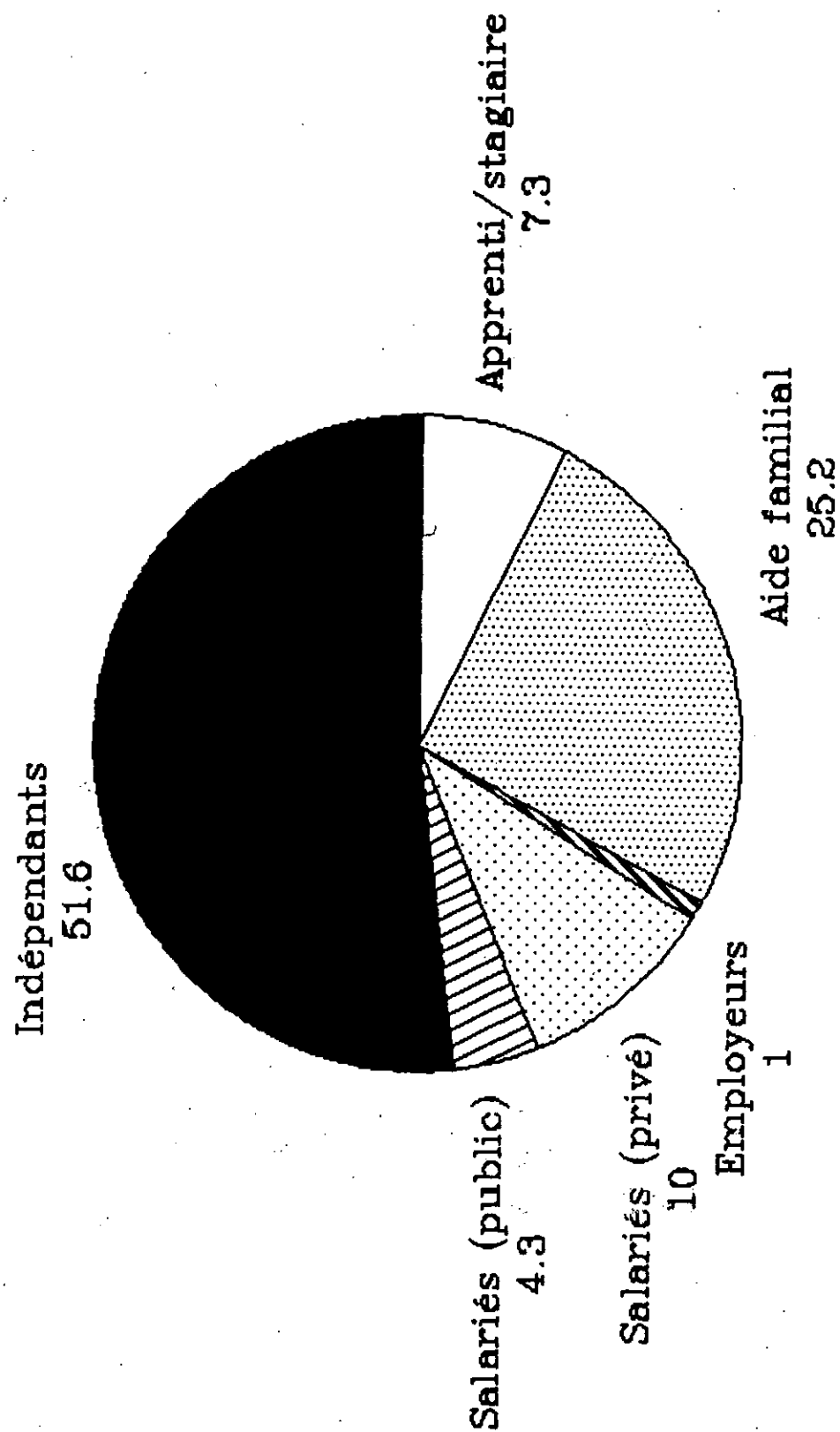
Les apprentis et stagiaires qui représentent 4,4 % des travailleurs occupés, sont en nombre élevé, en raison de la forte jeunesse de la population et d'une déperdition scolaire élevée. On note enfin 16.500 employeurs, soit une fraction dérisoire de la force de travail.

Tableau 9: Répartition de la population active occupée âgée de 10 ans et plus selon le statut dans la profession et le sexe

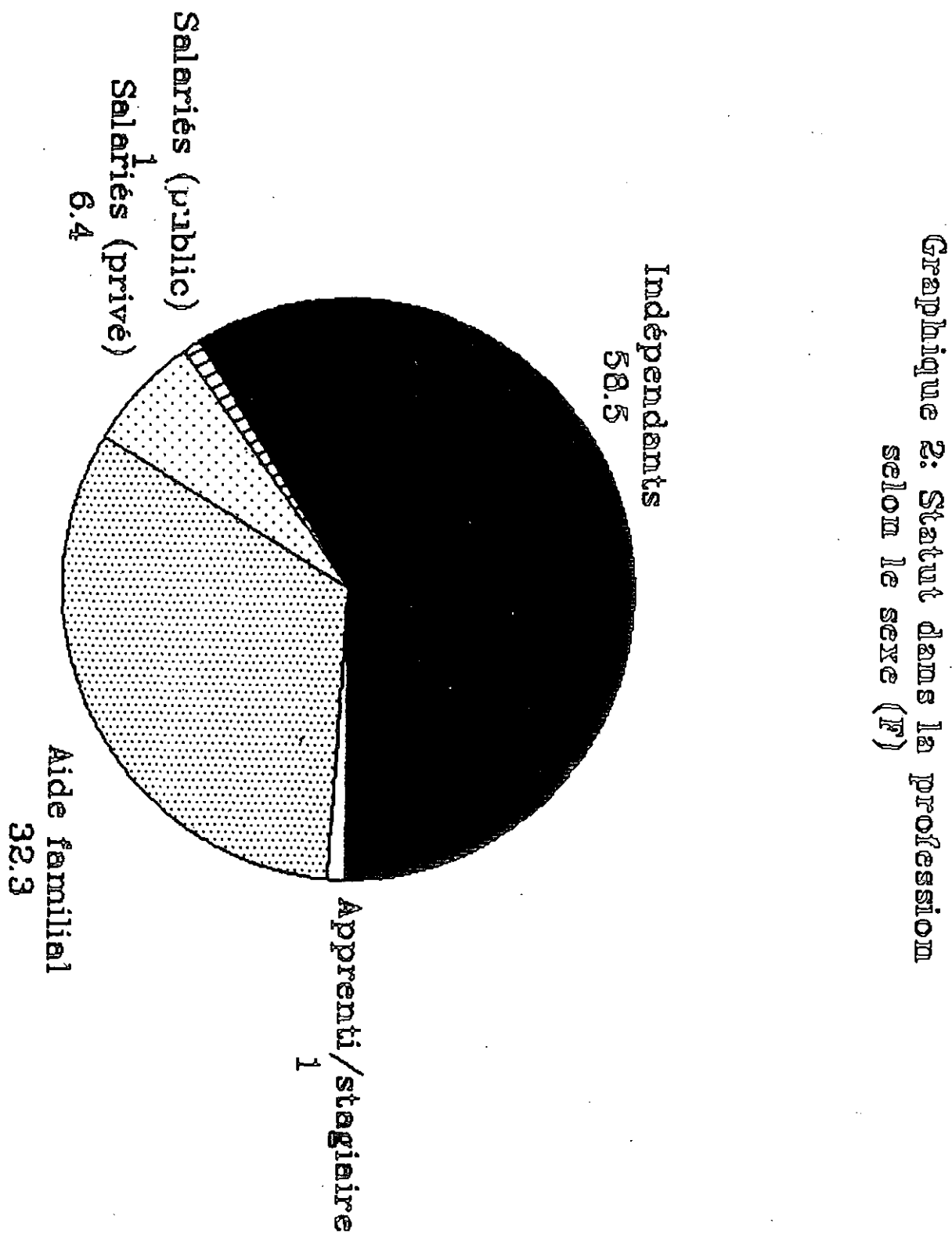
Statut dans la profession	Homme	%	Femme	%	Ensemble	%
Indépendant	769064	51,6	734482	58,5	1503547	54,8
Salarié/public	65405	4,3	13601	1,0	79006	2,8
Salarié/privé	149037	10,0	80703	6,4	229739	8,3
Employeur	15379	1,0	1156		16536	0,6
Aide familial	375789	25,2	405643	32,3	781433	28,5
Apprenti/stagiaire	109150	7,3	12951	1,0	122100	4,4
Non déclaré	3928	0,2	5187	0,4	9115	0,3
Total	1487752	100,0	1253724	100,0	2741476	100,0

⁴ Il s'agit du personnel employé et rémunéré par le secteur public.

Graphique 2: Statut dans la profession selon le sexe (H)



Graphique 2 (Suite): Statut dans la profession selon le sexe (F)



Les femmes représentent 46 % de la population totale occupée. Traditionnellement, nombre d'enquêtes en Afrique considèrent celles n'exerçant pas une profession moderne comme ménagères, ce qui a souvent conduit à une large sous-estimation de la participation féminine dans la production. Par exemple, d'après le dernier recensement démographique, la population active féminine âgée de 10 ans et plus était de 512.490 personnes pour une population féminine du même groupe d'âge de 2.268.260, soit un taux d'activité des femmes de 22 %. L'ESP a permis une amélioration de la saisie de la participation des femmes dans la production des biens et services.

Le secteur primaire (agriculture, pêche et élevage), avec 1.781.300 de travailleurs, soit 65.3 % de la population occupée, constitue de loin la branche de l'économie qui occupent le plus les Sénégalais. Le commerce vient en second rang, avec 13.8 % des actifs occupés. On notera qu'il existe presque deux fois plus de femmes que d'hommes dans cette branche de l'économie. Les services emploient 9.6 %, la mécanique 2.3 % et les transports 2.2 % des occupés. Parmi les actifs occupés, 513.100 ont déclaré exercer une activité secondaire, ce qui représente 18.7 % de la population occupée. L'activité secondaire la plus exercée est le commerce.

Tableau 10: Population occupée selon la branche d'activité de l'occupation principale et le sexe

	Hommes	%	Femmes	%	TOTAL	%
Agriculture	935970	62.9	853497	68.0	789467	65.3
Extractive	1903	...	93	...	1998	...
Alimentaire	27295	1.0	7530	...	34825	1.3
Boissons et tabacs	1425	1425	...
Textiles	12899	...	4522	...	17421	0.6
Bois	37160	2.0	1985	...	37145	1.4
Chimiques	3774	...	366	...	4139	...
Construction	4149	...	2387	...	6535	...
Mécanique	62796	4.0	1377	...	64173	2.3
Imprimerie	1822	...	175	...	1996	...
Travaux publics	53176	3.0	1223	...	54400	2.0
Commerce	128421	8.0	249820	19.0	378241	13.8
Transports	56182	3.0	1899	...	58081	2.2
Banque	3148	...	1475	...	4623	...
Services publics	142608	9.0	119713	9.0	262321	9.6
Diplomate + Assit	2384	...	656	...	3040	...
ONG et Politicien	2088	...	1272	...	3360	...
Mal définies	10553	...	5732	...	16286	0.6
TOTAL	1487753	100.0	1253722	100.0	2739476	100.0

4. Migration

L'ESP permet d'analyser la dernière migration selon la durée, les motifs, les courants, le volume et les caractéristiques des migrants. Les flux suivants seront examinés: migrations d'une région à l'autre, au sein d'une même région, de l'étranger au Sénégal, l'exode rural, enfin les mouvements de la zone urbaine vers la zone rurale. Puisque l'on s'intéresse à la migration dans le contexte des stratégies de survie, le phénomène n'a été saisi que pour les personnes âgées de 10 ans ou plus. En deçà de cet âge, la migration est le plus souvent liée à des mouvements de famille.

Sur cette population de 4.772.400 personnes, il a été dénombré 897.600 personnes dont la région de résidence au moment de l'enquête n'est pas celle où elles ont toujours résidé. Ainsi, 18.8 % de la population de cette tranche d'âge ont migré d'une région à une autre. On compte plus de femmes que d'hommes parmi les migrants. Ce pourcentage indique que les Sénégalais bougent beaucoup, cela étant sans doute facilité par le grand brassage inter-ethnique, certes à des degrés divers, à travers tout le territoire national.

Dakar constitue de loin la région qui compte le plus de personnes venant des autres régions ou de l'extérieur. Sur les 897.600 personnes qui ont émigré de l'étranger ou des autres régions du pays, 402.800, soit 45 %, s'y sont installées. Ces migrants représentent ainsi un quart de la population âgée de 10 ans et plus de la région de Dakar. Les autres régions d'accueil sont celles de Thiès, Ziguinchor, Saint-Louis, Kaolack et Kolda.

Les disparités entre la région de Dakar et le reste du pays eu égard au niveau développement socio-économique, aux opportunités d'instruction, d'emploi, de travail et de promotion sociale expliquent l'attraction que cette ville exerce sur les résidents des autres régions. Les autres directions vers lesquelles se dirigent le plus les migrants internes sont, dans l'ordre, celle de Thiès, Ziguinchor (8.0 %), Saint-Louis, Kolda (6.7 %), Kaolack (7.0 %).

Les étrangers aussi s'installent de préférence à Dakar et dans les régions frontalières de Kolda, de Saint-Louis, de Tambacounda et de Ziguinchor. Bien que l'ESP n'ait pas demandé le pays d'origine, il y a de forte présomption que la plupart des immigrants internationaux qui s'installent dans les régions autres que Dakar proviennent des pays limitrophes: Mali, Mauritanie, République de Guinée et Guinée Bissau. Le Sénégal apparaîtrait alors comme une zone d'attraction dans la sous région, même si d'autres sources ont signalé aussi une forte émigration de nationaux vers des pays africains lointains, notamment la Côte d'Ivoire, le Gabon et vers l'Europe.

L'attraction qu'exercent sur les nationaux les régions du Sud et de Saint-Louis est certainement due aux potentialités agricoles que recèlent ces dernières. Les destinations les moins fréquentes sont les régions de Louga, Fatick et Diourbel.

Les régions de Thiès (10.8 %), de Saint-Louis (9.3 %), de Kaolack (8.4 %), de Ziguinchor (8.1 %) sont les provenances les plus fréquentes, notamment pour les migrants installés à Dakar. Toutefois ces effectifs sont à interpréter avec précaution du fait qu'ils reflètent dans une large mesure la taille de la population de la région d'origine.

Les régions de faible départ sont celles de Dakar, Tambacounda, Kolda, Fatick. Les courants de Dakar vers le reste du pays sont plutôt liés à la migration de retour et aux déplacements des fonctionnaires ou autres employés. Quant aux autres régions, leur faible effectif démographique explique en partie la faiblesse des courants qui en sont originaires.

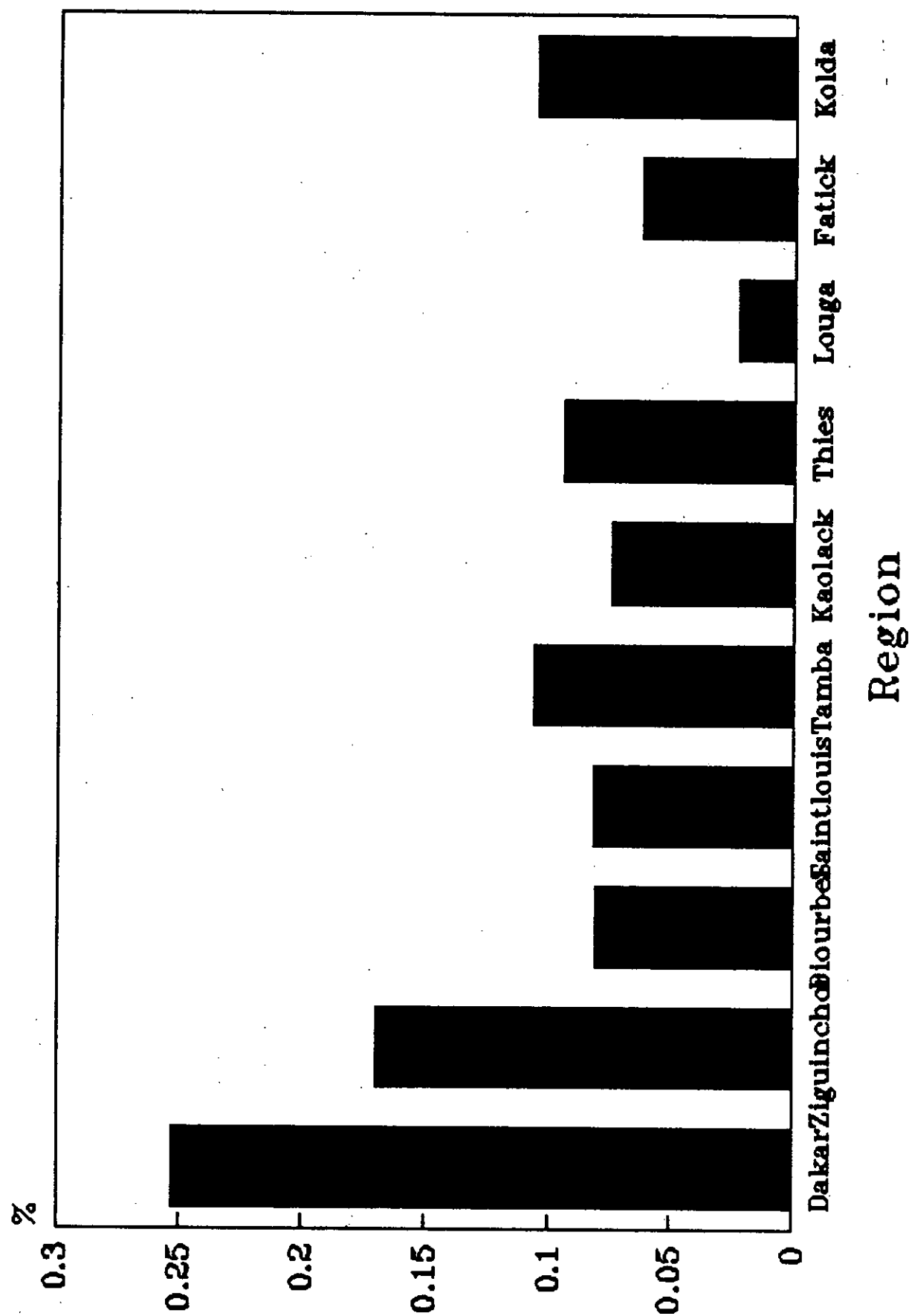
Au bilan, les régions de Kaolack, Ziguinchor, Saint-Louis et Thiès sont à la fois des zones de départ et d'attraction. Les régions de Diourbel, Fatick et Louga sont plutôt des zones de départ et celle de Dakar est, par excellence, celle qui attire le plus les nationaux. Les régions frontalières et celle de Dakar sont celles qui accueillent le plus les personnes en provenance de l'étranger.

Tableau 11: Répartition de la population âgée de 10 et plus selon la provenance et la région de résidence (non compris les mouvements au sein d'une même région)

RÉGION D'ACCUEIL	Région de provenance												TOTAL
	Etranger	Dakar	Ziguinchor	Diourbel	Saint Louis	Tamba	Kaolack	Thiès	Louga	Fatick	Kolda	ND	
Dakar.....	61899		57384	35248	63037	8794	34784	69417	29328	21342	7908	13646	402787
Ziguinchor...	16420	16829		3190	3843	1473	4018	3236	612	968	15562	5330	71483
Diourbel.....	669	10018	570		1574	733	9496	11895	11947	3713		1023	51638
Saint-Louis..	27913	11581	2258	541		1058	2036	3055	3810	1365	1122	6310	61051
Tambacounda..	19625	1641	516	2519	4117		6964	846	1382	3270	614	1889	43385
Kaolack.....	10964	4618	2309	10573	3893	2390		4246	7483	11042	1065	3804	62386
Thiès.....	1460	4300	403	1385	1946	74	894		2363	1067	219	86211	100324
Louga.....	185	1896	191	1432	1626		723	1197			379	3207	10836
Fatick.....	2353	4703	1694	7898	513	520	5905	2134	3848		283	3337	33189
Kolda.....	27873	4763	7600	636	3240	3120	10377	1663		314		923	60509
TOTAL.....	169362	60349	72926	63422	83791	18162	75198	97690	60773	43082	27153	125681	897588

Lorsqu'on considère, en plus des mouvements interrégionaux, ceux au sein d'une même région, le nombre de personnes ayant migré d'une localité à l'autre s'élève alors à 1.195.300 personnes, avec un peu plus de femmes que d'hommes. Environ 53 % d'entre elles proviennent du milieu rural, 16 % de l'étranger, 5 % de la commune urbaine de Dakar, 13 % des autres chefs lieux de régions et 12 % des autres communes. On notera la prépondérance des effectifs en provenance du milieu rural, s'expliquant par les disparités de développement socio-économique entre cette zone et la zone rurale. Les migrants en provenance des zones urbaines représentent 30 % du total.

Graphique 3: % de la population de 10 ans et + ayant immigré par rapport à la population de la région de résidence



Les personnes migrent pour divers motifs, dont les plus notables sont d'ordre familial, économique ou éducationnel. Les migrations de famille (mariage et déplacements d'enfants ou d'autres membres de la famille avec le CM) sont les plus fréquents. Leur prépondérance est le fait de la structure jeune par âge, un père de famille en déplacement entraînant le plus souvent avec lui l'épouse (les épouses) et tous les enfants dépendants.

Les données ont permis de tester quelques hypothèses classiques avancées dans le domaine de la migration. Premièrement, on note l'existence de courants bien établis: courant des régions vers Dakar; courant vers les régions du Sud... Ainsi, la migration n'est pas un phénomène fortuit. Deuxièmement, chaque courant crée à son tour un courant inverse, permettant ainsi de maintenir les échanges culturels entre la provenance et la destination. Troisièmement, le volume des migrants est d'autant plus élevé que les disparités interrégionales sur le plan du développement socio-économique sont exacerbées. C'est ce qui explique les mouvements des régions vers Dakar d'une part, et ceux des pays limitrophes en direction des régions frontalières et Dakar, d'autre part. Inversement, le volume entre des zones similaires tend à être faible. Quatrièmement, la proximité favorise les migrations. Les mouvements entre Dakar et Thiès, et d'une manière plus générale, entre des régions ayant des frontières communes soutiennent cette hypothèse. Cinquièmement, le processus de migration s'accélère avec le processus de développement pour diverses raisons dont les plus importantes sont l'amélioration des moyens de communication et l'accentuation des disparités géographiques et socio-économiques. Sixièmement, la migration est sélective vis-à-vis de l'âge, du sexe du type de résidence: on noté qu'elle touche plus les jeunes, les femmes et les natifs de zones rurales. Septièmement, enfin le volume des migrations tend à augmenter avec le temps et aussi avec les difficultés socio-économiques. Il serait intéressant, à cet égard, de comparer les volumes des migrations pendant et avant l'ajustement structurel.

5. Etat sanitaire et consultations pour raison de santé

Il a été demandé à chaque enquêté d'indiquer s'il est tombé malade ou non au cours des 30 derniers jours ayant précédé le passage de l'enquêteur. Les informations sur la santé proviennent donc de la déclaration des enquêtés et peuvent différer des statistiques sanitaires administratives. A défaut d'enquêtes épidémiologiques auprès des ménages basées sur des diagnostics de spécialistes et dont la réalisation, du reste, serait très coûteuse, ces informations nous donnent une idée de la prévalence de la morbidité dans la population.

Le tableau 12 indique que sur les 7.306.400 personnes que compte la population totale, 1.313.500 ont déclaré avoir été malades durant les 30 jours ayant précédé l'interview, soit 18 % de l'effectif total. Ce taux reflète à la fois la prévalence des maladies chroniques et l'incidence de certaines maladies durant la période post-hivernale souvent caractérisée par la recrudescence du paludisme, de la "grippe" et des maladies de la peau. La prévalence de la morbidité, somme toute élevée, pourrait s'expliquer en partie par la période de l'enquête. On a pu observer une épidémie de gale en Septembre et Octobre dans

beaucoup de quartiers des banlieues de Dakar et de villes de l'intérieur.

Durant la même période, 839.700 personnes ont eu au moins une consultation pour raison de santé, dont 391.000 ont eu une seule consultation, 260.200 en ont eu deux et 188.500 trois et plus.

Le poste de santé (dispensaire) est le type de service auquel la majorité de la population a recours (415.200) lors de leur première visite. Ils sont suivis des hôpitaux et centres de santé (201.700). Puis viennent les services privés chrétiens et les ONG (64.400) et les guérisseurs et marabouts (52.500). Les médecins privés n'interviennent que pour 39.500 des cas de visites pour raison de santé (tableau 13).

Il serait intéressant d'examiner le types de services à l'occasion de la première et la dernière visite. On pourrait ainsi tester l'hypothèse selon laquelle les malades se tournent vers la médecine traditionnelle suite à un échec de la médecine moderne et inversement. Si l'hypothèse est vérifiée alors on pourra, par exemple, noter que les premières consultations s'effectuent auprès des formations sanitaires alors que les dernières consultations s'effectuent plus auprès des guérisseurs traditionnels ou inversement. Il ne s'agit que d'une hypothèse qui sera testée dans les analyses approfondies.

Des études ont aussi révélé que les femmes tombent malades plus souvent et utilisent les services de santé plus fréquemment que les hommes. Les données de l'ESP confirment cette hypothèse.

Tableau 12: Répartition de la population selon l'âge, le sexe et l'état de santé au cours des 30 derniers jours avant l'interview

	-----Hommes-----			-----Femmes-----			-----Deux sexes-----		
Age	Malades	Total	% Malades	Malades	Total	% Malades	Malades	Total	% Malades
0-4 ans	152264	659462	23.1	133602	629691	21.2	285866	1289153	22.2
5-9 ans	100026	621752	16.1	88231	623109	14.2	188257	1244861	15.1
10-14 an	64520	483907	13.3	55560	467176	11.9	120080	951083	12.6
15-19 an	40635	370618	11.0	52112	395554	13.2	92747	766172	12.1
20-24 an	27933	256439	10.9	52309	300841	17.4	80242	557280	14.4
25-29 an	26622	209234	12.7	57170	289922	19.7	83792	499156	16.8
30-34 an	28662	178685	16.0	50089	229384	21.8	78751	408069	19.3
35-39 an	26209	151065	17.3	43540	199938	21.8	69749	351003	19.9
40-44 an	24228	118242	20.5	34668	150983	23.0	58896	269225	21.9
45-49 an	20578	94410	21.8	26628	112650	23.6	47206	207060	22.8
50-54 an	21589	94118	22.9	27169	111846	24.3	48758	205964	23.7
55-59 an	18736	76394	24.5	20732	78085	26.6	39468	154479	25.5
60-64 an	20530	71855	28.6	17356	72432	24.0	37886	144287	26.3
65-69 an	15026	50319	29.9	10684	40176	26.6	25710	90495	28.4
70-74 an	13466	38924	34.6	12281	37054	33.1	25747	75978	33.9
75-79 an	9419	24988	37.7	5329	17207	31.0	14748	42195	35.0
80 ans o	8765	24038	36.5	6822	25867	26.4	15587	49905	31.2
TOTAL	619207	3524449	17.6	694282	3781917	18.4	1313489	7306366	18.0

Graphique 4: Proportions de personnes
ayant déclaré être malades selon l'âge
et le sexe

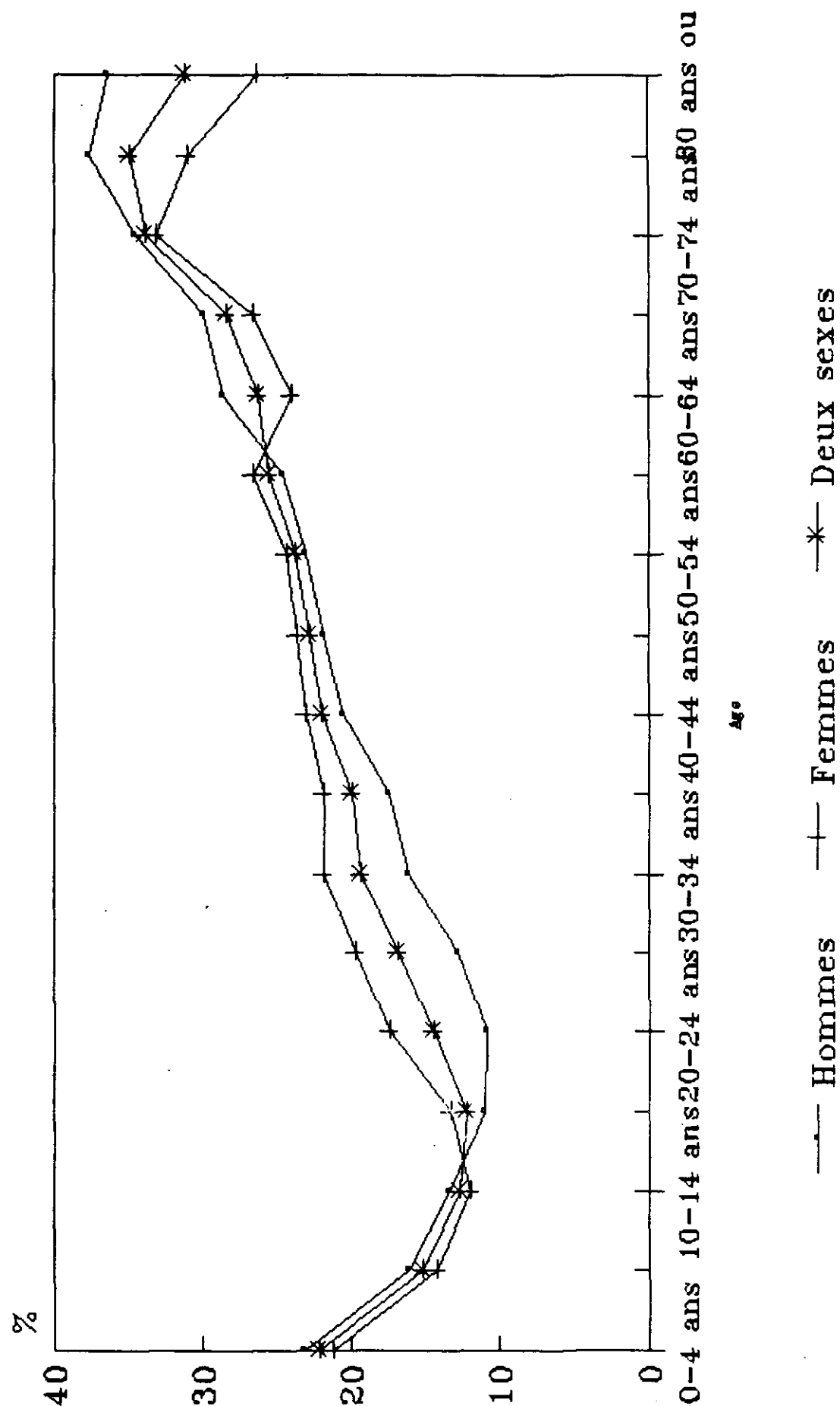


Tableau 13: Répartition de la population selon l'âge et le service sanitaire où le persanne consulté(e)
au cours des 30 derniers jours avant l'intervalle

Consultation 1ère visite										TOTAL
Groupe d'âge	Guérisseurs ou Marabouts	Médecin privé	Pharmacien privé	Infirmier de quartier	Hôpital ou centre de santé	Dispensaire Poste de santé	Service privé chrétien, ONG	Médecine entreprise	Autre	
0-4 ans.....	8118	6706	1100	1465	38870	109987	22000	5193	2253	195691
5-9 ans.....	6503	4102	115	975	22567	63497	9468	3414	1187	111829
10-14 ans....	3257	2440	61	649	15438	40615	5173	3461	1643	72735
15-19 ans....	3197	1477	204	483	15202	30788	5790	1468	883	59492
20-24 ans....	3642	2647	557	564	16815	27988	2646	1128	1261	57248
25-29 ans....	3964	3209	306	685	16908	28035	3221	1243	757	58326
30-34 ans....	4197	3188	357	386	13825	25584	3400	1954	529	53419
35-39 ans....	2601	4455	223	888	14707	19941	1319	1928	328	46389
40-44 ans....	2688	2752	55	123	10094	13216	2459	2283	375	34045
45-49 ans....	2553	2043	188	26	7167	11686	1942	1427	276	27309
50-54 ans....	2243	1295	240	44	6725	12044	1931	1116	447	26085
55-59 ans....	2501	1745	37	350	6033	8667	1496	633	409	21871
60-64 ans....	1710	1511	69	158	6116	7752	491	55	552	18414
65-69 ans....	1694	740	170	128	3982	5961	909	105	49	13568
70-74 ans....	2439	598	132	121	3302	4066	890	57	164	11750
75-79 ans....	459	216	132	58	1960	2955	323	55	290	6160
80 ans ou +...	738	416		247	1955	2381	897			6979
TOTAL.....	52503	39538	3816	7348	201665	415162	64354	25518	11402	821307

6. Etat nutritionnel des enfants

L'état nutritionnel notamment des enfants en bas âge constitue une indication objective des conditions socio-économiques et environnementales d'une population. Environ 3.000 enfants âgés de 6 à 59 mois ont été pesés et mesurés durant la collecte. Les mesures de poids et de taille ont été ensuite converties en unités standards appelées scores Z⁵. Un score Z est un écart normalisé, réduit et centré d'une mesure de taille ou de poids par rapport à la moyenne d'une population de référence. Il est obtenu comme suit, pour la taille, à titre d'illustration:

Soit x la taille d'un enfant donné d'un âge donné, m la moyenne de taille d'une population de référence du même âge et b l'écart-type de cette moyenne de référence.

Z, le score Z est obtenu comme suit.

$$Z = \frac{X - m}{b}$$

Tout enfant dont le score Z de taille pour âge est inférieur ou égal à - 2 unités standards souffre d'un retard de croissance dénommé aussi malnutrition chronique sévère. Tout enfant dont le poids pour âge est inférieur à - 2 unités standard souffre d'un retard pondéral. Tout enfant dont le poids pour taille est inférieur à -2 unités standards souffre d'émaciation dite aussi malnutrition chronique aiguë. La taille et le poids moyens et médians de la distribution de ces scores dans la population de référence correspondent à 0 unité standard. Les enfants ne souffrant pas de malnutrition enregistrent des Z-scores positifs.

La thèse qui sous-tend l'usage d'une population de référence américaine stipule que tous les enfants à bas âge, sans considération de race, doivent pouvoir être comparables entre eux, à âge égal. Les différences de croissance ou pondérales qu'on observe entre eux seraient les effets des conditions socio-économiques et environnementales, selon cette thèse. Les facteurs biologiques ou raciaux interviendraient à partir de six ans, âge au-delà duquel la comparaison devient alors difficilement justifiable. L'utilisation d'une référence unique, fût-elle américaine, permet des comparaisons internationales. Elle se justifierait également pour des raisons éthiques: elle permet d'éviter des politiques discriminatoires qui pourraient être fondées sur des critères différents d'état anthropométrique d'une race à l'autre ou d'une population à l'autre.

Sous réserve des considérations théoriques et de la pertinence à utiliser une population de référence américaine en lieu et place d'une population de référence locale, nous présentons les principaux résultats sur l'état nutritionnel des enfants.

⁵ Il existe d'autres mesures telles que la médiane de référence ou les percentiles. Nous nous en tenons pour le moment à cette mesure.

La prévalence du retard de croissance est élevée puisque la moyenne nationale est de 29.1 % , soit 30.2 % chez les garçons et 28.0 % chez les filles. La prévalence du retard pondéral est aussi élevée, touchant 21.6 % des enfants, 22.0 % des garçons et 21.2 % des filles. Ces prévalences élevées coexistent avec une émaciation (poids pour taille) pourtant faible qui n'atteint que 5.5 % des enfants, 6.5 % des garçons et 4.5 % des filles.

Les résultats indiquent des prévalences de malnutrition plus élevées en zone rurale (33.6 %) qu'en zone urbaine (22.4). Les prévalences les plus élevées sont observées dans les régions de Diourbel, Louga, Tambacounda, Kolda et Kaolack, les régions de Diourbel et Louga étant parmi les plus touchées. Les régions de Dakar, Ziguinchor, Fatick, Thiès et Ziguinchor enregistrent des prévalences plus faibles.

Tableau 14: Etat nutritionnel des enfants selon la zone de résidence et le sexe

Zone rurale

	Garçons		Filles		Fréquences	Pourcentage
	Fréquences	Pourcentage	Fréquences	Pourcentage		
Taille pour age						
Malnutrition chronique sévère...	116525	35.1%	111171	32.1%	227696	33.6%
Taille pour age normale.....	215109	64.9%	234836	67.9%	449945	66.4%
TOTAL.....	331634	100.0%	346007	100.0%	677641	100.0%
Poids pour age						
Faible poids.....	85250	25.7%	82498	23.8%	167748	24.8%
Poids pour age normal.....	246383	74.3%	263509	76.2%	509892	75.2%
TOTAL.....	331634	100.0%	346007	100.0%	677641	100.0%
Poids pour taille						
Malnutrition chronique aiguë....	21674	6.5%	14062	4.1%	35737	5.3%
Poids pour taille normal	309959	93.5%	331945	95.9%	641904	94.7%
TOTAL.....	331634	100.0%	346007	100.0%	677641	100.0%

Zone urbaine

	Fréquences	Pourcentage	Fréquences	Pourcentage		
Taille pour age						
Malnutrition chronique sévère...	53127	23.0%	49669	21.8%	102796	22.4%
Taille pour age normale.....	177603	77.0%	178109	78.2%	355712	77.6%
TOTAL.....	230730	100.0%	227778	100.0%	458508	100.0%
Poids pour age						
Faible poids.....	38325	16.6%	39044	17.1%	77370	16.9%
Poids pour age normal.....	192405	83.4%	188733	82.9%	381138	83.1%
TOTAL.....	230730	100.0%	227778	100.0%	458508	100.0%
Poids pour taille						
Malnutrition chronique aiguë....	14879	6.4%	11646	5.1%	26525	5.8%
Poids pour taille normal	215851	93.6%	216132	94.9%	431983	94.2%
TOTAL.....	230730	100.0%	227778	100.0%	458508	100.0%

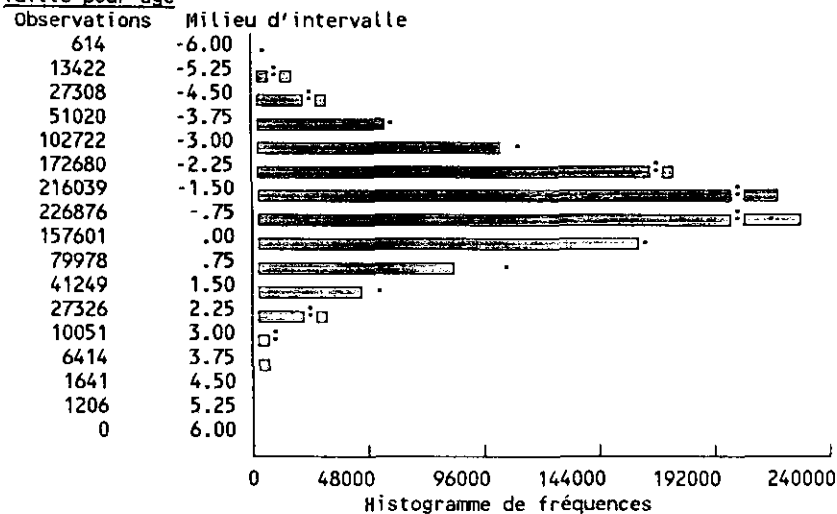
ENSEMBLE DU SENEGAL

	Garçons		Filles		Fréquences	Pourcentage
	Fréquences	Pourcentage	Fréquences	Pourcentage		
Taille pour age						
Malnutrition chronique sévère...	169652	30.2%	160840	28.0%	330492	29.1%
Taille pour age normale.....	392712	69.8%	412945	72.0%	805657	70.9%
TOTAL.....	562363	100.0%	573785	100.0%	1136148	100.0%
Poids pour age						
Faible poids.....	123576	22.0%	121542	21.2%	245118	21.6%
Poids pour age normal.....	438788	78.0%	452242	78.8%	891030	78.4%
TOTAL.....	562363	100.0%	573785	100.0%	1136148	100.0%
Poids pour taille						
Malnutrition chronique aiguë....	36553	6.5%	25708	4.5%	62262	5.5%
Poids pour taille normal.....	525810	93.5%	548077	95.5%	1073887	94.5%
TOTAL.....	562363	100.0%	573785	100.0%	1136148	100.0%

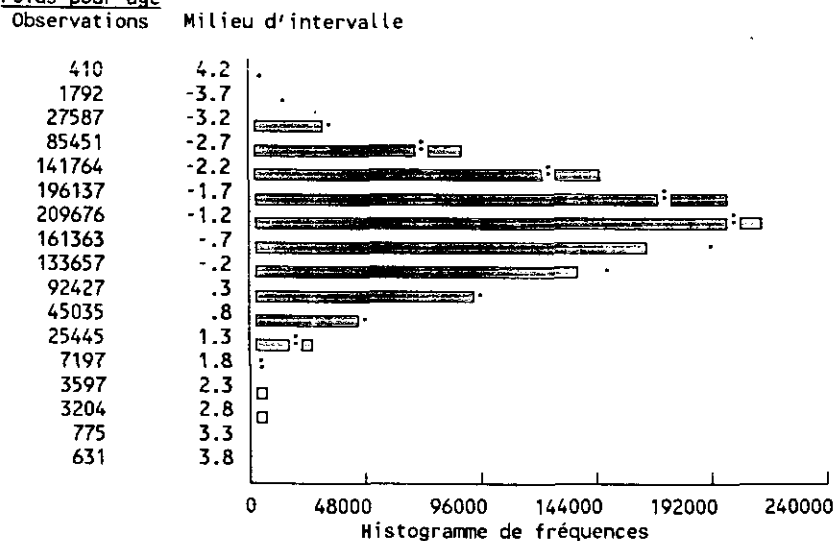
Source: Direction de la Prévision et de la Statistique

Graphique 5: Score Z de taille pour age, de poids pour age et de poids pour taille

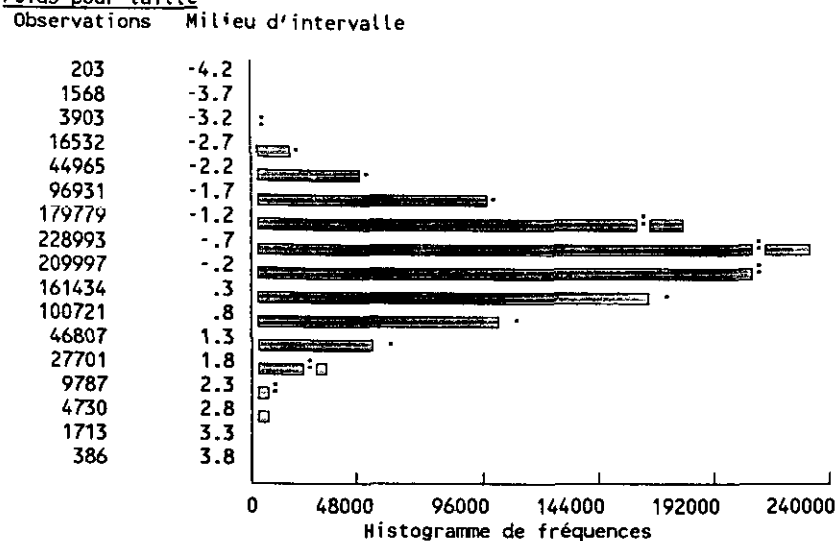
Taille pour age



Poids pour age



Poids pour taille



Les trois graphiques représentent la distribution des scores Z de taille pour âge, de poids pour âge et de poids pour taille, respectivement. Dans la population de référence, ces distributions suivent la loi normale centrée et réduite (moyenne identique à la médiane et au mode de valeur 0; et l'écart type est égal à l'unité). On observe un léger décalage du centre de ces distributions vers les valeurs négatives du score Z, indiquant ainsi une tendance vers la malnutrition de la population.

On notera que les filles présentent une prévalence de malnutrition moins élevée que les garçons. Ceci est en accord avec la mortalité selon le sexe, qui aussi est plus basse parmi les filles ou les femmes de manière générale. Au Sénégal, le fait que les filles présentent un état nutritionnel meilleur que celui des garçons pourrait être une indication qu'il y a pas de traitement différentiel selon le sexe eu égard à la nutrition. C'est surtout en Asie du Sud-est que ces traitements différentiels ont été mis en évidence, comme conséquence d'un comportement culturel qui accorde une place plus importante à l'homme. Ils se traduisent par une surmortalité des filles.

L'état nutritionnel des enfants tend à se dégrader avec l'âge. Cette dégradation est plus nette dans la tranche d'âge 12-23 mois que dans toutes les autres. Le sevrage, souvent abrupt, qui intervient le plus souvent dans cette tranche en serait la cause. D'ailleurs, les travaux de Cantrelle (1973) ont montré que les grossesses qui surviennent avant le sevrage de l'enfant précédent entraînent aussitôt l'arrêt de l'allaitement au sein, ce qui affecte l'état nutritionnel et de santé de cet enfant et augmente considérablement ses risques de décéder. Les grossesses durant l'allaitement sont d'autant plus fréquentes que la période d'abstinence post-partum est courte au Sénégal.

L'ESP a demandé l'état de santé des enfants au cours des 30 derniers jours qui ont précédé l'interview. Le tableau 15 indique que cet état de santé est un bon indicateur de l'état nutritionnel des enfants. Les enfants tombés malades au cours des 30 derniers jours sont plus touchés par la malnutrition que ceux qui ont déclaré n'être pas tombés malades. Parmi les enfants malades durant cette période de référence, 31,5 % sont atteints de retard de croissance alors que seulement 28,6 % le sont parmi les enfants bien portants. En principe, à moins que la maladie ne soit chronique, un épisode morbide de courte durée n'affecte pas la taille.

L'effet de l'état de santé est plus net si on considère le poids pour âge. On note une prévalence de retard pondéral de 26.2 % parmi les enfants malades contre 20.1 % parmi ceux qui sont bien portants. L'état sanitaire affecte très rapidement le poids.

Lorsqu'on rapporte la prévalence de la malnutrition chronique parmi les enfants malades à la même prévalence parmi les enfants en bonne santé (31.5 %/ 28.6 %), on obtient le risque relatif de malnutrition. D'une manière générale, ce risque est le rapport de la prévalence (ou de l'incidence) d'une condition parmi les sujets exposés à la prévalence de cette même condition parmi les sujets non exposés. Ici, la condition est la malnutrition et l'exposition est l'état sanitaire au cours des 30 derniers jours. Ce rapport est d'autant plus grand que la condition et l'exposition sont associées. Ce risque est de 1.15 pour le retard de croissance. Cette valeur indique que les enfants malades ont 15 % plus de risque de subir un retard de croissance que les enfants bien portants. De même, les enfants malades ont 30 % plus de risque de subir un retard pondéral que les enfants bien portants. Les tests statistiques réalisés indiquent que, dans tous les cas, la prévalence de la malnutrition parmi les enfants malades est significativement plus élevée que parmi les enfants bien portants, et il n'y a qu'une chance infiniment petite pour que cette association soit le fait du hasard.

Chacune des trois formes de malnutrition a une étiologie propre et est suggestive d'une politique différente. Un enfant accuse un retard de croissance linéaire suite à la persistance de facteurs adverses tels que la malnutrition ou des épisodes de maladies. Ainsi, la mesure de taille pour âge reflète les effets de facteurs qui agissent sur une plus longue période. Dans les stratégies de lutte contre cette forme de malnutrition, l'accent devrait être mis sur des programmes d'intervention directe (amélioration de l'alimentation) ou indirecte (assainissement, programmes sanitaires) en tenant compte de la synergie des facteurs identifiés.

Le retard pondéral peut être provoqué, entre autres, par une courte maladie, les épisodes de diarrhée étant parmi les principales causes. Pour cette raison, à priori, il est difficile de mener des interventions directes visant à réduire la prévalence de ce retard. Les interventions passant par la réduction de la morbidité infantile sont parmi les plus indiquées. Par ailleurs, ce retard peut aussi être provoqué par le retard de croissance linéaire. C'est dire que les programmes visant la réduction de la prévalence du retard de croissance permettront aussi d'améliorer le poids des enfants.

En conclusion, il apparaît que les potentialités agricoles jouent un rôle certain dans l'état nutritionnel des enfants ainsi que l'état sanitaire. Il aurait été intéressant d'analyser ces données à la lumière des différences épidémiologiques et de morbidité régionales. Il est clair qu'une bonne alimentation en présence d'une prévalence élevée de maladies infantiles peut tout aussi bien conduire à une prévalence élevée de la malnutrition. C'est la synergie bien connue entre l'état de santé et de l'état nutritionnel. Par ailleurs, dans les pays à état civil déficient, les mesures anthropométriques, notamment le taille pour âge et le poids pour âge, peuvent être sérieusement affectées par les mauvaises déclarations de l'âge.

Le poids pour taille est indépendant de l'âge et, pour cette raison, est plus fiable que les deux autres mesures en l'absence d'un système d'état civil généralisé.

On envisage d'analyser en profondeur l'état nutritionnel en fonction du niveau socio-économique et des caractéristiques démographiques des ménages, notamment le nombre d'enfants en bas âge par ménage, le nombre de personnes par ménage, la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales, l'éducation de la mère et la source d'eau de boisson.

Tableau 15: Etat nutritionnel des enfants selon l'état de santé au cours de 30 derniers jours avant l'interview

	L'enfant est-il malade au cours des 30 derniers jours?			
	oui		non	
	Fréquences	Pourcentage	Fréquences	Pourcentage
Taille pour âge				
Malnutrition chronique sévère...	76061	31.5%	247164	28.6%
Taille pour âge normale.....	165641	68.5%	618510	71.4%
TOTAL.....	241702	100.0%	865674	100.0%
Poids pour âge				
Faible poids.....	63274	26.2%	173995	20.1%
Poids pour âge normal.....	178428	73.8%	691678	79.9%
TOTAL.....	241702	100.0%	865674	100.0%
Poids pour taille				
Malnutrition chronique aiguë....	19472	8.1%	40598	4.7%
Poids pour taille normal	222230	91.9%	825076	95.3%
TOTAL.....	241702	100.0%	865674	100.0%

Source: Direction de la Prévision et de la Statistique

TROISIEME PARTIE

DONNEES COLLECTIVES

1. Caractéristiques des ménages et chefs de ménages

1.1 Généralités

L'échantillon de cette enquête a porté sur 9.960 ménages. Le ménage est défini comme étant un ensemble de personnes (a) résidant ensemble, (b) mettant en commun toutes ou partie de leurs ressources et (c) reconnaissant l'autorité d'une personne unique, le chef de ménage (CM). Le CM est donc la personne reconnue comme telle par les membres du ménage.

Tableau 16: Répartition des ménages selon le sexe du CM et la région

Région	Ménages dirigés par un homme	Ménages dirigés par une femme	Ensemble	
Dakar	153698	45195	198893	23,8
Ziguinchor	42415	10920	53335	6,4
Diourbel	57157	15085	72242	8,6
Saint-Louis	62111	19911	82022	9,7
Tambacounda	42446	5732	48177	5,7
Kaolack	82381	8535	90916	10,9
Thiès	88333	22672	111005	13,3
Louga	46306	8280	54585	6,5
Fatick	49275	9221	58495	6,9
Kolda	61935	5802	67737	8,2
Sénégal	686056	151352	837408	100,0

En extrapolant cet échantillon, le nombre total de ménages au Sénégal est estimé à 837.400 en fin Novembre 1991. Le recensement démographique et de l'habitation de 1988 en avait dénombré 784.400. Ainsi, les ménages ont augmenté au rythme moyen annuel de 1,89 % entre 1988 et 1991. Cet accroissement est à prendre avec des réserves, la comparaison entre différentes sources étant souvent incohérente.

Les régions les plus peuplées comptent aussi le plus grand nombre de ménages comme l'atteste le tableau 16: 198.900 dans la région de Dakar, 111.000 dans celle de Thiès, 90.900 dans celle de Kaolack et 82.000 dans celle de Saint-Louis. Les deux régions les moins peuplées, celles de Tambacounda et de Ziguinchor, comptent respectivement 48.200 et 53.300 ménages. Toutefois la correspondance n'est pas linéaire du fait des différences régionales dans la taille des ménages.

Il y a 482.500 ménages en zone rurale et 354.900 en zone urbaine. Ainsi les ménages résidant en zone urbaine représentent 42.4 % de l'ensemble des ménages, alors que la population de la même zone représente 40.4 % de la population totale.

1.2 Taille des ménages

La taille moyenne des ménages est de 8.7 personnes. Elle n'a pas varié depuis le dernier recensement démographique (DPS, 1991). La taille médiane est de 7.1 personnes: la moitié de l'effectif des ménages a une taille inférieure ou égale à 7 personnes; l'autre moitié a une taille supérieure à 7 personnes. On notera sa grande variabilité, allant d'une personne (ménage composé d'un seul individu) à 87 personnes (la plus grande taille qui a été observée sur le terrain).

La taille moyenne, somme toute grande, s'explique, pour l'essentiel, par une fécondité élevée, avec 3.4 naissances vivantes par femme en âge de procréation, ou 6.5 enfants par femme en fin de période de procréation (DPS, 1988). A ces facteurs d'ordre démographique s'ajoutent des facteurs culturels et socio-économiques. Traditionnellement, les jeunes prennent femme dans la demeure paternelle et le nouveau couple se joint à celui des parents pour constituer un seul et même ménage. Avec l'urbanisation et l'éducation croissantes, ces pratiques tendent à disparaître, même si on observe des survivances en ville parmi certaines ethnies, les Lébou notamment.

Tableau 17: Répartition des ménages selon la taille

Taille des ménages	Nbre de ménages	%	% cumulés
1.....	36675	4.4	4,4
2.....	33483	4.0	8,7
3.....	46424	5.5	13,9
4.....	58546	7.0	20,9
5.....	75309	9.0	29,9
6.....	82305	9.8	39,7
7.....	80927	9.7	49,4
8.....	68748	8.2	57,6
9.....	59652	7.1	64,7
10.....	52112	6.2	70,9
11.....	43438	5.2	76,1
12.....	37549	4.5	80,6
13.....	29673	3.5	84,1
14.....	23675	2.8	86,9
15.....	19973	2.4	89,3
16.....	15491	1.8	91,1
17.....	11326	1.4	92,5
18.....	11979	1.4	93,9
19.....	14075	1.7	95,6
20.....	5598	.7	96,3
21.....	5682	.7	97,0
22.....	4206	.5	97,5
23.....	3110	.4	97,9
24.....	2760	.3	98,2
25.....	1801	.2	98,4
26.....	2148	.3	98,7
27.....	2254	.3	99,0
28.....	1093	.1	99,1
29.....	1315	.2	99,3
30 et + ..	6078	.7	100,0
TOTAL.....	837408	100.0	

Dans une société encore essentiellement agricole et peu pénétrée par la mécanisation, le nombre de bras est un facteur important de production. Les exigences, la lourdeur et la multiplicité des tâches conduisent à des arrangements de toutes sortes entre proches parents, ce qui donne lieu à des ménages temporaires en vue de résoudre les problèmes de main d'oeuvre. Standing (1978) a pu dire que dans beaucoup de sociétés traditionnelles la maximisation de la main-d'oeuvre et la réduction des efforts (peine) sont les principes sur lesquels reposent les activités du ménage: plus nombreux sont les bras, plus réduite est la peine de chaque membre du ménage. Il ne serait pas exagéré de dire qu'à un certain mode de production correspondent une certaine taille et une certaine composition du ménage. D'ailleurs, la composition des ménages varie avec les saisons agricoles en milieu rural, comme cela a été documenté par nombre d'études en Afrique de l'Ouest (von Braun et al. 1989). La taille des ménages tend à augmenter et leur structure à devenir plus complexe durant les périodes de lourds travaux qui sont aussi les périodes de soudure marquées par l'épuisement des stocks des grains, notamment la saison des pluies. Il n'est pas rare d'observer dans les régions du sud du pays où les cultures vivrières sont pratiquées le plus souvent par les femmes, que des co-épouses forment un même ménage durant la période de soudure. Ce ménage éclate pendant les saisons d'abondance. L'ESP n'a malheureusement pas pu examiner cette dynamique des ménages.

1.3 Structure des ménages

D'après l'ESP, 544.300 ménages, soit 65 % du total, sont constitués d'un seul noyau. Le noyau⁶ correspond ici au couple et se rapproche plus ou moins de la famille biologique. Il est composé d'un couple marié sans enfant, ou un couple marié avec un ou plusieurs enfants non mariés, ou l'un des parents (père ou mère) avec un ou plusieurs enfants non mariés. Par extension, le mari, plusieurs épouses, et les enfants non accompagnés forment un seul noyau familial dès l'instant qu'ils font partie d'un même ménage. Le noyau est aussi appelé ménage dépendant, dans certains contextes.

⁶ Certaines enquêtes considèrent le noyau comme un ménage. Ce fut le cas au Burkina Faso au Recensement de 1985. A titre d'illustration, si on retenait la définition appliquée au Burkina, il y aurait 1 256 000 ménages (noyaux) pour une population totale de 7 306 600 habitants, soit en moyenne 5,8 personnes par ménages au Sénégal. La taille du ménage dépend donc de la définition de celui-ci, ce qu'il ne faut pas perdre de vue dans les comparaisons internationales.

Tableau 18 : Structure démographique des ménages selon certaines caractéristiques du CM

Caractéristiques du CM	Taille de ménages		Nombre consommateurs		Nombre de noyaux ou ménages dépendants		Nombre enfants 0 5 ans		Nombre enfants 0 14 ans		Nombre adultes 15-64		Nombre de vieux 65 ans ou +		Nombre élèves		Nombre enfants du CM	
	Zone rurale	Zone urbaine	Zone rurale	Zone urbaine	Zone rurale	Zone urbaine	Zone rurale	Zone urbaine	Zone rurale	Zone urbaine	Zone rurale	Zone urbaine	Zone rurale	Zone urbaine	Zone rurale	Zone urbaine	Zone rurale	Zone urbaine
Région																		
Dakar.....	8.3	7.8	6.0	6.2	1.4	1.4	2.0	1.5	4.5	3.4	3.6	4.4	.3	.2	1.3	1.6	4.3	3.7
Ziguinchor.....	7.5	7.9	5.7	6.3	1.3	1.4	1.5	1.7	3.8	3.9	3.3	4.2	.4	.2	1.5	2.1	3.5	3.6
Diourbel.....	9.0	8.1	6.6	6.3	1.6	1.5	2.0	1.7	4.4	3.9	4.1	4.1	.4	.3	.3	1.5	3.6	3.5
Saint Louis.....	8.7	9.3	6.6	7.4	1.7	1.8	2.1	1.8	4.5	4.3	4.1	4.9	.4	.4	.4	2.0	3.8	4.0
Tamba.....	8.3	6.9	6.6	5.3	1.5	1.3	2.0	1.5	4.2	3.4	4.3	3.4	.3	.1	.3	1.2	3.6	3.4
Kaolack.....	9.6	7.9	7.2	6.2	1.5	1.4	2.2	1.5	4.9	3.7	4.5	4.7	.3	.3	.3	1.6	4.3	3.8
Thiès.....	9.3	9.2	7.1	7.3	1.6	1.7	2.2	1.9	4.9	4.6	4.3	4.7	.4	.3	.7	1.9	4.3	4.3
Louga.....	8.7	8.1	6.7	6.1	1.6	1.6	1.9	1.8	4.2	4.1	4.3	3.8	.4	.3	1.4	1.4	4.1	3.8
Fatick.....	8.8	8.0	6.7	6.2	1.6	1.6	2.2	1.6	4.8	4.0	4.0	3.8	.4	.5	.5	1.9	3.7	3.3
Kolda.....	8.5	7.9	6.3	6.2	1.5	1.5	2.0	1.5	4.3	3.8	3.9	4.1	.4	.2	.5	2.0	3.5	3.6
Ethnie Nationalité																		
Holof Lébou.....	9.6	8.7	7.4	6.9	1.7	1.6	2.3	1.7	5.0	4.0	4.6	4.7	.4	.3	.4	1.8	4.4	4.1
Pular.....	8.1	7.9	6.2	6.2	1.6	1.5	1.8	1.6	4.0	3.7	3.9	4.2	.3	.2	.3	1.6	3.5	3.7
Serer.....	8.7	7.0	6.4	5.6	1.5	1.3	2.1	1.3	4.6	3.2	3.8	3.9	.4	.1	.7	1.5	3.8	3.3
Diola.....	7.2	7.5	5.4	5.9	1.3	1.3	1.4	1.5	3.5	3.3	3.3	4.3	.4	.1	1.3	2.1	3.0	3.3
Handingue Socé.....	9.8	8.5	7.5	6.9	1.6	1.4	2.4	1.8	5.3	4.2	4.6	4.7	.4	.2	.5	2.0	4.4	4.0
Sarakholé Soninké...	10.1	9.2	8.7	7.3	2.0	1.5	2.7	1.9	5.5	4.3	5.7	4.9	.6	.3	.8	2.2	3.5	4.5
Autre sénégalais....	7.6	7.6	5.7	5.9	1.4	1.5	1.7	1.5	3.8	3.3	3.5	4.2	.4	.2	.6	1.6	3.3	3.4
Non sénégalais.....	8.1	4.7	6.0	3.7	1.4	1.1	2.1	.9	4.2	1.9	3.8	2.7	.3	.1	.3	.8	3.5	2.2

Tableau 18: Structure démographique des ménages selon certaines caractéristiques du CM

(Suite)

Caractéristiques du CM	Taille de ménages		Nombre consommateurs		Nombre de noyaux ou ménages dépendants		Nombre enfants 0-5 ans		Nombre enfants 0-14 ans		Nombre adultes 15-64		Nombre de vieux 65 ans ou +		Nombre élèves		Nombre enfants du CM	
	Zone rurale	Zone urbaine	Zone rurale	Zone urbaine	Zone rurale	Zone urbaine	Zone rurale	Zone urbaine	Zone rurale	Zone urbaine	Zone rurale	Zone urbaine	Zone rurale	Zone urbaine	Zone rurale	Zone urbaine	Zone rurale	Zone urbaine
Age du CM																		
Moins de 30 ans.....	6.2	4.4	4.6	3.4	1.4	1.2	1.6	1.0	2.9	1.8	3.2	2.6	.2	.1	.2	.5	1.5	1.1
30 à 59 ans.....	8.9	7.9	6.6	6.2	1.5	1.4	2.2	1.6	4.8	3.8	4.1	4.2	.2	.1	.5	1.7	4.3	3.9
60 ans ou +.....	9.3	9.7	7.4	8.1	1.9	1.9	1.8	1.7	4.2	4.0	4.6	5.5	.8	.7	.5	1.9	3.6	4.0
Sexe																		
Masculin.....	9.2	8.4	7.0	6.7	1.6	1.4	2.1	1.7	4.6	3.9	4.4	4.6	.4	.2	.5	1.8	4.1	4.0
Féminin.....	6.5	7.1	4.7	5.5	1.6	1.7	1.6	1.4	3.6	3.2	2.7	3.8	.3	.2	.6	1.5	2.6	3.0
Plus haut niveau																		
Sans instruction.....	8.8	8.2	6.7	6.5	1.6	1.6	2.0	1.7	4.5	3.8	4.2	4.4	.4	.3	.4	1.4	3.9	3.8
Ecole primaire.....	8.8	8.9	6.5	7.2	1.5	1.5	2.2	1.6	4.7	4.0	3.9	5.0	.3	.2	1.2	2.2	3.6	4.3
Secondaire 1er cycle	7.7	7.9	5.5	6.3	1.3	1.3	2.0	1.5	4.4	3.6	3.1	4.4	.2	.2	1.8	2.3	3.6	3.8
Secondaire 2e cycle	5.7	7.3	4.1	5.8	1.3	1.3	1.6	1.4	3.1	3.3	2.5	4.1	.1	.1	1.0	2.4	2.2	3.4
Enseignement sup.	6.2	6.2	5.1	5.0	1.3	1.2	1.3	1.0	3.6	2.6	3.0	3.7	.2	.1	1.8	2.2	2.2	2.8
Religion du CM																		
Musulman.....	8.9	8.2	6.8	6.5	1.6	1.5	2.1	1.6	4.6	3.8	4.2	4.5	.4	.2	.5	1.7	4.0	3.8
Non musulman.....	6.3	6.1	4.8	4.8	1.3	1.3	1.3	1.1	3.2	2.5	2.8	3.5	.4	.1	1.0	1.7	2.6	2.8
Etat matrimonial																		
Célibataire.....	4.6	2.9	3.7	2.6	1.4	1.2	.6	.3	1.8	.6	2.6	2.2	.2	.1	.2	.4	.0	.2
Marie(e) 1 conj.....	7.5	7.4	5.6	5.8	1.5	1.3	1.7	1.5	3.7	3.4	3.5	3.9	.3	.2	.4	1.6	3.1	3.4
Marie 2 épouses.....	10.7	10.2	8.0	8.1	1.7	1.6	2.6	2.1	5.6	4.9	4.9	5.4	.4	.3	.6	2.1	5.0	5.1
Marie 3 épouses.....	13.1	11.8	10.2	9.9	1.8	1.8	3.1	2.5	7.1	5.9	6.3	6.8	.4	.3	.7	2.7	6.9	6.2
Marie 4 épouses et +	13.9	11.6	12.0	9.8	2.2	2.0	3.5	2.4	8.0	5.8	7.5	6.7	.7	.3	.6	2.5	6.6	6.2
Veuf(ve).....	5.7	7.7	4.4	6.1	1.7	1.8	1.1	1.3	2.7	3.2	2.7	4.3	.4	.3	.5	1.6	1.8	2.9
Divorce(e).....	4.2	5.0	3.2	4.0	1.5	1.5	.7	.8	1.8	1.9	2.2	3.0	.2	.2	.2	1.0	.8	1.9
Autre.....	1.6	3.9	1.5	3.2	1.0	1.2	.0	.2	.3	1.6	1.0	2.2	.3	.1	.0	1.3	.0	1.8

Vingt deux pour cent des ménages comptent deux noyaux et environ 13 % sont composés de 3 noyaux au moins.

En moyenne, un ménage est composé de 1.5 noyau. Il compte 4.2 hommes et 4.5 femmes, 1.9 enfants âgés de 0 à 5 ans, 4.2 enfants âgés de 0 à 14 ans, 4.3 adultes âgés de 15 à 64 ans, 0.3 personnes âgées de 65 ans ou plus, 1 élève ou étudiant. Cette taille correspond à 6.6 consommateurs ou équivalents-adultes⁷. De cette taille moyenne, 3.8 personnes sont nées du CM lui-même, le reste étant son (ses) conjoint(s), des enfants de ces derniers avec d'autres personnes ou des personnes apparentées ou non à lui. En moyenne, un ménage rural compte 9 personnes, dont 4.3 hommes et 4.7 femmes. En milieu urbain où la taille moyenne est de 8.3 personnes, le ménage est composé en moyenne de 4.1 hommes et 4.2 femmes. Chaque ménage urbain compte en son sein 1.7 élèves, alors que chaque ménage rural en compte 0.5.

Tableau 19: Structure des ménages selon le nombre de noyaux ou ménages dépendants

Nombre de noyaux ou ménages dépendants	Nombre de ménages	%
1.....	544324	65.0
2.....	186102	22.2
3.....	72215	8.6
4.....	24449	2.9
5.....	6793	.8
6 et +	3525	.5
TOTAL.....	837408	100.0

La taille et la composition des ménages varient selon des caractéristiques de ce dernier. Les ménages sont de taille plus petite dans la région de Ziguinchor, avec 7.5 personnes. Les ménages sont en moyenne plus petits en milieu urbain qu'en milieu rural, sans doute à cause, en partie, d'une fécondité plus faible en ville. A cela s'ajoutent les contraintes de logement qui agissent comme un frein à l'expansion de la famille.

⁷ Les ratios ci-après de conversion d'individus en consommateurs ou équivalents adultes ont été retenus:

Age	Hommes	Femmes
0-1	0,3	0,3
2-4	0,4	0,4
5-7	0,5	0,5
8-10	0,7	0,7
11-14	0,8	0,8
15-20	0,9	0,9
21 +	1,0	0,9

Source: Critère de Classement des ménages pour l'étude des relations population-consommation, Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques, 1990, Royaume du Maroc, pp. 9.

Eu égard à l'ethnie, les ménages dont les chefs sont sarakholé, mandingue-socé et wolof sont en moyenne de taille plus grande (9 à 10 personnes) que ceux dirigés par des chefs d'autres ethnies.

La taille et la structure des ménages dépendent aussi du cycle de vie de la famille, c'est-à-dire son évolution et sa restructuration perpétuelles avec le temps. Ce cycle comprend les phases suivantes:

- la formation qui débute avec le mariage et la cohabitation du couple; les ménages sont encore jeunes, de petite taille et de structure simple durant cette phase;
- l'extension qui se poursuit avec la naissance des enfants; à ce stade les CM sont plus âgés, les ménages de taille plus grande et de structure composite;
- la contraction qui a lieu avec le décès des ascendants et le départ des enfants plus âgés; durant cette phase, les ménages sont de taille réduite, mais la structure pouvant être complexe;
- enfin l'élargissement à nouveau avec le mariage des descendants.

Le tableau 18 indique que les ménages dont les chefs sont jeunes, célibataires, monogames ou de niveau universitaire ou ceux dirigés par des femmes sont en général de taille plus petite. A l'inverse, ceux dirigés par des chefs plus âgés, sans instruction, des polygames, sont de taille plus grande.

Les ménages composés d'un seul individu comptent pour 4,4% de l'ensemble. D'après le recensement de Mai 1988, ils comptaient pour 4 %. Ils sont plus fréquents en milieu urbain (7,5 %) qu'en milieu rural (2,1 %). On les compte plus dans les régions de Dakar (7 %), de Ziguinchor (8 %) et de Tambacounda (8 %). A Dakar ils sont liés à l'anonymat urbain. Dans les régions de Ziguinchor et Tambacounda ils sont beaucoup plus le fait des étrangers. Ce pourcentage est aussi plus élevé parmi les jeunes ménages (11 %) que parmi les ménages dont les chefs sont plus âgés (3 %).

La fréquence des ménages composés d'un seul individu augmente avec le degré d'instruction du CM, passant de 3 % lorsque le CM n'a aucune instruction à 13 % lorsque le CM a le niveau de l'enseignement supérieur. Enfin, ces ménages sont plus fréquents parmi les ménages dirigés par une femme (5 %), un CM non musulman (8 %) ou célibataire (37 %) que lorsque le CM est homme (4 %), musulman (4 %) ou non-célibataire.

Les ménages de grande taille (20 personnes ou plus) comptent pour 4 % de l'ensemble. Ils sont avant tout liés à la polygamie: 15 % des ménages de 3 épouses et 24 % des ménages de 4 épouses comptent au moins 20 personnes. Seulement 2 % des ménages avec une épouse compte au moins 20 personnes. C'est aussi parmi les Soninké (9 %), les Mandingue (8) et, dans une moindre mesure, les Wolof (6 %) que ces ménages sont les plus fréquents.

Ainsi émergent plusieurs facteurs associés à la taille des ménages: des facteurs d'ordre culturel qui se manifestent à travers le groupe ethnique, la religion et la type d'union; des facteurs socio-économiques qui se manifestent à travers le niveau d'instruction, la région et le type de résidence: des facteurs démographiques tels que le sexe ou l'âge du CM... Tous ces facteurs sont imbriqués entre eux et certains n'ont pas d'effet en soi mais agissent par le biais d'autres auxquels ils sont corrélés. Une approche multivariée, envisagée dans le cadre des analyses approfondies, permettra de faire la part des effets de chacun d'eux.

Mais au-delà de cette interprétation d'ordre statistique de la taille et de la structure des ménages, la question de l'acceptabilité de la réduction de la taille de famille se pose en milieu rural. Les théories selon lesquelles il existe une demande de planning familial ou que celle-ci peut être provoquée par une offre de services bien organisée et managée si elle est timide au départ, ne semblent pas prendre en considération les motivations profondément économiques de la taille de ménage, et à travers celle-ci, d'une forte fécondité.

1.4 Ménages dirigés par des femmes

Un ménage sur cinq, soit 151.400 au total, a pour chef une femme⁸. Les ménages dirigés par des femmes sont plus fréquents en ville qu'en milieu rural.

La fréquence de ces ménages est le résultat d'une combinaison de phénomènes allant de pair avec la modernisation:

- augmentation du divorce;
- augmentation de la fécondité illégitime poussant les filles mères à quitter la maison paternelle pour fonder leur propre foyer;
- polygamie et son corollaire, la différence d'âge entre époux, ce qui, en cas de décès du mari, fait des veuves des chefs de ménage;
- amélioration du statut de la femme à travers l'accès progressif à des emplois modernes permettant à nombre de

⁸ Comme principe, il a été retenu que tout individu est membre d'un et d'un seul ménage. Un CM polygame avec plusieurs logements n'est le chef que du ménage où il a passé la nuit ayant précédé le passage de l'enquêteur. Il en découle qu'une femme en union polygamique est considérée CM lorsque son époux a passé la nuit dans le ménage de l'une des co-épouses. Ce nombre vraisemblablement surestime le nombre de ménages dirigés par des femmes d'autant que la polygamie (officielle) est très élevée au Sénégal (46.5 % des femmes en âge de procréer vivent dans des unions polygamiques). A défaut de procéder ainsi, la question reste de savoir si l'on peut être chef de plusieurs ménages à la fois.

femmes de gagner leur vie sans dependre de l'homme et de constituer ainsi leur propre ménage...

- diversité des règles de résidence patrilocale (quand l'épouse rejoint le mari), matrilocale (quand le mari rejoint l'épouse), néolocale (quand le couple habite un logement en dehors de celui des parents); ces règles varient selon le groupe ethnique.

La composition des ménages apparaît comme très complexe, certains des facteurs socio-culturels invoqués plus haut contribuant à cette complexité. Il s'y ajoute la circulation des enfants, un phénomène très courant en Afrique de l'Ouest en général, au Sénégal en particulier. Des études ont montré que jusqu'à 12 % des enfants âgés de moins de 15 ans résident dans des ménages autres que ceux de le mère (Page, 1990; Sadio, 1990).

1.5 Les Chefs de ménages (CM)

L'âge moyen des chefs de ménages est de 48.8 ans. Il est nettement supérieur à celui de la population totale qui est de 21.2 ans. Quelques 7 % des CM ont moins de 30 ans. La grande majorité des CM (69.4 %) sont dans la tranche d'âge 30-59 ans.

Les CM n'ont reçu, pour la plupart, aucune instruction dans l'enseignement en Français (679.200, soit 81 %), même si un nombre élevé (435.000) ont déclaré savoir lire ou écrire dans une langue quelconque. Le niveau d'éducation des CM est en général très bas: quelques 70.400 ont, comme niveau le plus élevé, l'école primaire, 58.400 le cycle secondaire et 29.400 le supérieur. Comme d'ailleurs le reste de la population, les CM sont pour la plupart musulmans (784.100). Les unions monogamiques (492.100) sont les plus fréquentes. Les ménages dont le chef est veuf (ou veuve) représentent (53.900). On a dénombré environ 27.300 ménages dont le chef est célibataire.

Tableau 20 : Répartition des CM selon l'âge et le sexe

Age du CM	Masculin		Féminin		TOTAL	%
	Effec.	%	Effec.	%		
15-19 ans.....	848	.1	1147	.1	1994	.2
20-24 ans.....	9054	1.1	4857	.6	13911	1.7
25-29 ans.....	29855	3.6	11827	1.4	41682	5.0
30-34 ans.....	64045	7.6	15949	1.9	79994	9.6
35-39 ans.....	87782	10.5	19434	2.3	107215	12.8
40-44 ans.....	87782	10.5	19896	2.4	107678	12.9
45-49 ans.....	80804	9.6	17357	2.1	98161	11.7
50-54 ans.....	82025	9.8	19763	2.4	101787	12.2
55-59 ans.....	70387	8.4	14893	1.8	85280	10.2
60-64 ans.....	63892	7.6	11865	1.4	75757	9.0
65-69 ans.....	44588	5.3	5732	.7	50320	6.0
70-74 ans.....	32877	3.9	4548	.5	37425	4.5
75-79 ans.....	19040	2.3	2024	.2	21064	2.5
80 ans ou +....	13080	1.6	2061	.2	15140	1.8
TOTAL.....	686056	81.9	151352	18.1	837408	100.0

Tableau 21: Distribution des CM selon le statut d'occupation

Statut d'occupation	Homme	%	Femme	%	Ensemble	%
Occupé	605845	88,3	100162	66,1	706007	84,3
Chômeur	14780	2,1	4029	2,6	18809	2,2
Elève/étudiant	626		45		671	
Ménagères			37570	24,8	37570	4,4
Retraité/rentier	35318	5,1	1779	1,1	37097	4,4
Autre inactif	29488	4,2	7767	5,1	37255	4,4
Total	686056	100,0	151352	100,0	837408	100,0

Parmi les 837.400 chefs de ménage 706.000 (84.3 %) sont occupés, 2,2 % sont des chômeurs et le reste des inactifs (retraités ou femmes au foyer). Parmi les CM occupés, 550.800 (78 %) travaillent pour leur propre compte (indépendants), 50.400 (7 %) sont employés par la fonction publique, 87.800 (12 %) sont salariés du privé, 14.100 (2 %) sont employeurs, 1.900 aides familiaux et 500 apprentis.

Au total, 223.600 CM déclarent avoir exercé une activité secondaire au cours des 12 derniers mois ayant précédé l'Enquête, soit un peu moins d'un CM sur trois.

Pour 667.900 chefs de ménages parmi les 706.000 occupés, l'emploi principal est permanent. Il est saisonnier pour 17.500, journalier pour 8.500 et temporaire pour 12.900.

Plus de la moitié des CM occupés ont pour branche d'activité l'agriculture. Le commerce occupe le second rang, avec 118.200 CM, et les services (94.600), le troisième rang.

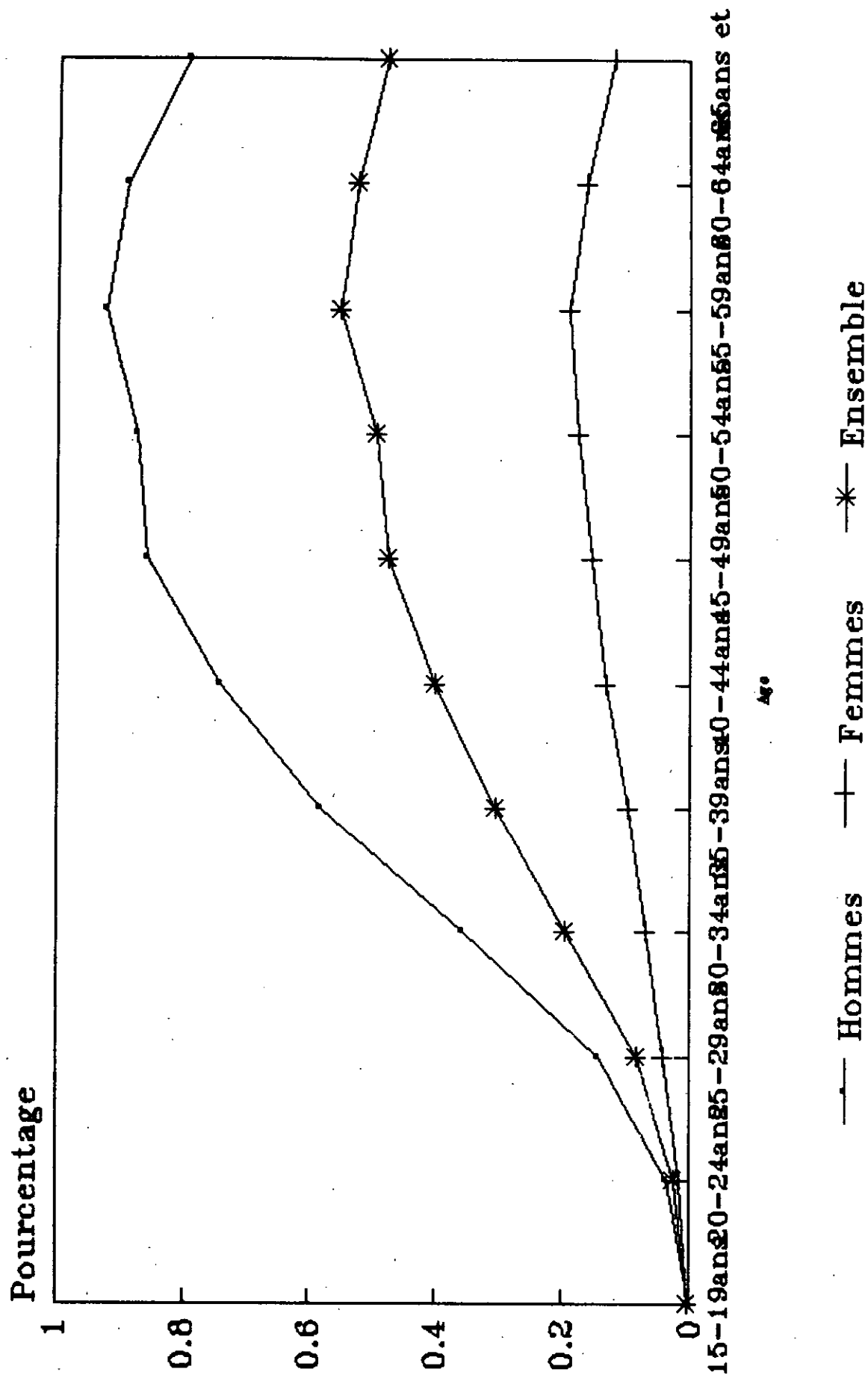
Tableau 22: Taux des Chefs de ménages selon l'âge et le sexe

Age	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
15-19 ans	848	1147	1995	370618	395554	766172	0,2%	0,3%	0,3%
20-24 ans	9054	4857	13911	256440	300841	557281	3,5%	1,6%	2,5%
25-29 ans	29855	11827	41682	209234	289922	499156	14,3%	4,1%	8,4%
30-34 ans	64045	15949	79994	178685	229384	408069	35,8%	7,0%	19,6%
35-39 ans	87782	19434	107216	151064	199938	351002	58,1%	9,7%	30,5%
40-44 ans	87782	19896	107678	118242	150983	269225	74,2%	13,2%	40,0%
45-49 ans	80804	17357	98161	94410	112650	207060	85,6%	15,4%	47,4%
50-54 ans	82025	19763	101788	94118	111846	205964	87,2%	17,7%	49,4%
55-59 ans	70387	14893	85280	76394	78085	154479	92,1%	19,1%	55,2%
60-64 ans	63892	11865	75757	71854	72432	144286	88,9%	16,4%	52,5%
65 ans & +	109585	14365	123950	138269	120306	258575	79,3%	11,9%	47,9%
Tous âges	686059	151353	837412	1759328	2061941	3821269	39,0%	7,3%	21,9%

Le tableau 22 présente les rapports à chaque âge de l'effectif des CM à celui de la population. On désigne ce rapport sous le nom de taux de chef de ménage. Les CM représentent 22% de la population âgée de 15 ans ou plus. La courbe des taux de CM atteint son maximum entre 55 et 59 ans avec 92% des hommes et seulement 19% des femmes de cette tranche d'âge étant des CM. On notera surtout les taux nettement plus bas pour le sexe féminin.

Graphique 6: Taux des chefs de ménages selon l'âge et le sexe

Graphique 6: Taux des chefs de ménages
selon l'âge et le sexe



Les taux de chef de ménage sont souvent utilisés pour projeter les ménages dans le temps (Manuel VII, Nations Unies). Nous les avons présentés à cet effet pour permettre aux techniciens qui le désirent de combler la lacune qui existe dans le domaine des projections des ménages.

2. Confort et patrimoine des ménages

En plus des informations sur la taille et la composition des ménages, l'ESP a permis de collecter d'autres renseignements portant sur le confort et le patrimoine de ces ménages. Le confort est mesuré à travers la source d'eau à boire, le mode d'éclairage, le combustible utilisé pour la cuisine, le nombre de pièces à usage d'habitation, le nombre de personnes par pièce et le statut d'occupant.

2.1 Confort des ménages

La majorité (64 %) des ménages sénégalais sont propriétaires des logements qu'ils occupent. Sauf à Dakar où 43 % seulement des ménages sont propriétaires, partout ailleurs, plus de deux tiers des CM ont déclaré être propriétaires de leur logement. En milieu rural, ce sont environ trois quarts des ménages qui sont propriétaires, alors qu'à peine 49 % le sont en zone urbaine. Les propriétaires sont souvent les CM sans ou avec un bas niveau d'instruction, les chefs de ménages de grande taille, les CM les plus âgés, ceux vivant dans des unions polygames et les sédentaires ruraux⁹. L'ESP n'a pas appréhendé la qualité du logement: ainsi la villa urbaine équivaut à la case rurale.

Les ménages de locataires représentent 16 % de l'ensemble. On les rencontre plus en zone urbaine (40 %), notamment à Dakar (46 % des ménages) et, dans une moindre mesure, dans les régions frontalières de Tambacounda (13 %) et Ziguinchor (17 %). Ils sont plus nombreux parmi les CM ayant un niveau d'instruction élevé: 43 % des CM ayant le niveau du secondaire 1er cycle, 52 % des ménages dont le CM a le niveau du secondaire second cycle et 55 % pour ceux qui ont le niveau universitaire. Ce sont surtout des jeunes ménages, des ménages de petite taille, ceux des célibataires et des divorcés, des migrants en provenance des zones rurales ou ceux s'étant déplacé d'une zone urbaine vers une autre. En milieu rural ils représentent à peine 1.5 % des ménages. Les ménages co-propriétaires de leur logement (9.6 %) et ceux logés gratuitement (9.4 %) sont en nombres sensiblement égaux.

Le puits reste la première source d'alimentation en eau potable au Sénégal. Environ 45 % des ménages, 68 % des ménages ruraux et 13 % des ménages urbains en tirent leur eau potable. Le robinet est, par contre, la source la plus fréquente en milieu urbain (36 % des ménages). Le forage et le robinet public occupe la seconde place avec 28 % des ménages. Cette source est

⁹ Qui ont toujours résidé en milieu rural.

En supposant que tous les membres¹⁰ d'un ménage ne dorment que dans le logement qu'occupe ce dernier, on définit le nombre moyen de personnes par pièce à usage d'habitation comme étant le rapport de la taille du ménage aux nombres de pièces réservées à cet usage d'habitation. Pour l'ensemble du Sénégal, une pièce à usage d'habitation est occupée par 2.4 personnes en milieu rural et 2.8 personnes en milieu urbain. Cette différence vient du fait qu'il y a généralement moins d'espace en milieu urbain, l'encombrement étant souvent plus net dans les quartiers d'ortoirs.

¹⁰ Ce n'est pas toujours le cas, des membres d'un ménage pouvant dormir hors du logement qu'occupe ce dernier.

Tableau 24: Nombre de pièces par logement et nombre moyen d'occupants par pièce selon les caractéristiques du CM

Caractéristiques du CM	Nombre pièces actuellement				Nombre de personnes/pièce			
	Zone rurale		Zone urbaine		Zone rurale		Zone urbaine	
	Nombre de ménages	Nombre pièces/ménage	Nombre de ménages	Nombre pièces/ménage	Nombre de ménages	Nombre d'occupants/pièce	Nombre de ménages	Nombre d'occupants/pièce
Région								
Dakar.....	5768	2.8	193125	3.1	5768	3.3	193125	2.9
Ziguinchor.....	28430	4.5	24905	3.6	28430	1.8	24905	2.4
Diourbel.....	55028	4.1	17214	3.5	55028	2.4	17214	2.5
Saint Louis.....	60150	3.6	21872	3.6	60150	2.7	21872	2.9
Tamba.....	39622	4.0	8556	3.0	39622	2.4	8556	2.7
Kaolack.....	67187	4.3	23729	3.5	67187	2.4	23729	2.5
Thiès.....	72126	4.1	38879	4.0	72126	2.5	38879	2.7
Louga.....	45291	4.2	9294	3.8	45291	2.3	9294	2.1
Fatick.....	51834	3.7	6662	3.2	51834	2.6	6662	2.6
Kolda.....	57025	3.9	10712	3.3	57025	2.4	10712	2.7
Ethnie Nationalité								
Wolof Lébou.....	181409	4.3	162165	3.6	181409	2.4	162165	2.7
Pular.....	135752	3.7	69482	3.2	135752	2.5	69482	2.8
Serrer.....	84030	3.7	40491	2.7	84030	2.5	40491	2.9
Diola.....	26493	4.5	22221	3.0	26493	1.8	22221	2.9
Mandingue Socé.....	19354	4.6	14372	3.4	19354	2.5	14372	2.9
Sarakholé Soninké.....	6140	4.9	8325	4.0	6140	2.6	8325	2.7
Autre sénégalais.....	24379	3.3	25743	3.1	24379	2.6	25743	2.8
Non sénégalais.....	4904	3.2	12149	2.3	4904	2.9	12149	2.7
Age du CM								
Moins de 30 ans.....	34612	3.1	22975	2.1	34612	2.2	22975	2.3
30 à 59 ans.....	320685	3.9	259430	3.1	320685	2.6	259430	2.9
60 ans ou +.....	127163	4.6	72543	4.4	127163	2.2	72543	2.5
Sexe								
Masculin.....	419509	4.1	266547	3.4	419509	2.5	266547	2.8
Féminin.....	62951	3.1	88400	3.1	62951	2.3	88400	2.6
Taille du ménage								
Moins de 5 personnes....	47987	1.9	68595	1.6	47987	1.5	68595	1.5
De 5 à 9 personnes.....	180758	2.9	116328	2.5	180758	2.3	116328	2.8
De 10 à 19 personnes....	188869	4.4	125978	3.9	188869	2.7	125978	3.2
Vingt personnes ou +....	64846	7.5	44047	6.5	64846	2.8	44047	3.4
Plus haut niveau								
Sans instruction.....	450870	4.0	228359	3.3	450870	2.4	228359	2.9
Ecole primaire.....	22216	4.0	48152	3.5	22216	2.6	48152	3.0
Secondaire 1er cycle....	4411	3.2	32314	3.3	4411	2.5	32314	2.7
Secondaire 2ème cycle...	3082	3.2	18628	3.3	3082	2.0	18628	2.4
Enseignement supérieur..	1883	3.1	27496	3.5	1883	2.2	27496	1.8
Religion du CM								
Musulman.....	456798	4.0	326954	3.4	456798	2.5	326954	2.8
Non musulman.....	25663	3.4	27994	2.8	25663	2.1	27994	2.6
Etat matrimonial								
Célibataire.....	10225	2.6	17084	1.8	10225	1.8	17084	1.6
Marié(e) 1 conj.....	255255	3.4	186810	3.0	255255	2.5	186810	2.9
Marié 2 épouses.....	138209	4.7	72712	3.9	138209	2.5	72712	2.9
Marié 3 épouses.....	37186	5.9	22934	4.8	37186	2.5	22934	2.8
Marié 4 épouses et +....	13369	7.0	8362	5.0	13369	2.5	8362	2.7
Veuf(ve).....	21688	3.1	32195	3.5	21688	2.0	32195	2.5
Divorcé(e).....	6212	2.5	14145	2.4	6212	1.8	14145	2.3
Autre.....	316	1.3	704	2.2	316	1.3	704	2.0
TOTAL.....	482461	4.0	354948	3.3	482461	2.4	354948	2.8

Naturellement, les ménages les plus grands tendent à disposer de plus de pièces. Mais le nombre moyen d'occupants par pièce augmente avec la taille des ménages. Ainsi les ménages d'au moins 20 personnes occupent en moyenne 7.5 pièces; ils ont une densité moyenne de 3.4 personnes par pièce. Les ménages de moins de 5 personnes occupent en moyenne 1.9 pièces et ont une densité de l'ordre de 1.5 occupant par pièce.

2.2 Patrimoine des ménages

Le patrimoine est pris dans son acception restrictive. Il s'agit ici du patrimoine domestique (exclut le patrimoine professionnel et l'héritage culturel). Seuls quelques biens ont été retenus: la maison, le terrain, la charrue, la charrette, la pirogue, le filet, la mobylette, la voiture privée, le téléviseur, la machine à coudre, le réfrigérateur, la cuisinière, le climatiseur, le téléphone et le bétail. La qualité de ce patrimoine n'a pas été appréhendée. Même si la perception des individus de leur bien-être ne devrait pas être ignoré, l'on convient aisément que l'on jouit d'un mieux-être lorsque l'on a le réfrigérateur, le téléphone, la cuisinière à gaz... que lorsque l'on en a pas du tout.

Selon le tableau 22, environ 70 % des ménages possèdent une maison. Celle-ci peut être ou non celle occupée par le ménage au moment de l'interview. Ce chiffre est à comparer avec les 64 % de ménages qui ont déclaré être propriétaires de leur logement. La différence pourrait indiquer que quelques propriétaires de maisons sont locataires ailleurs. En milieu rural, ce sont 80 % des ménages qui ont déclaré posséder une maison, contre 51 % en zone urbaine.

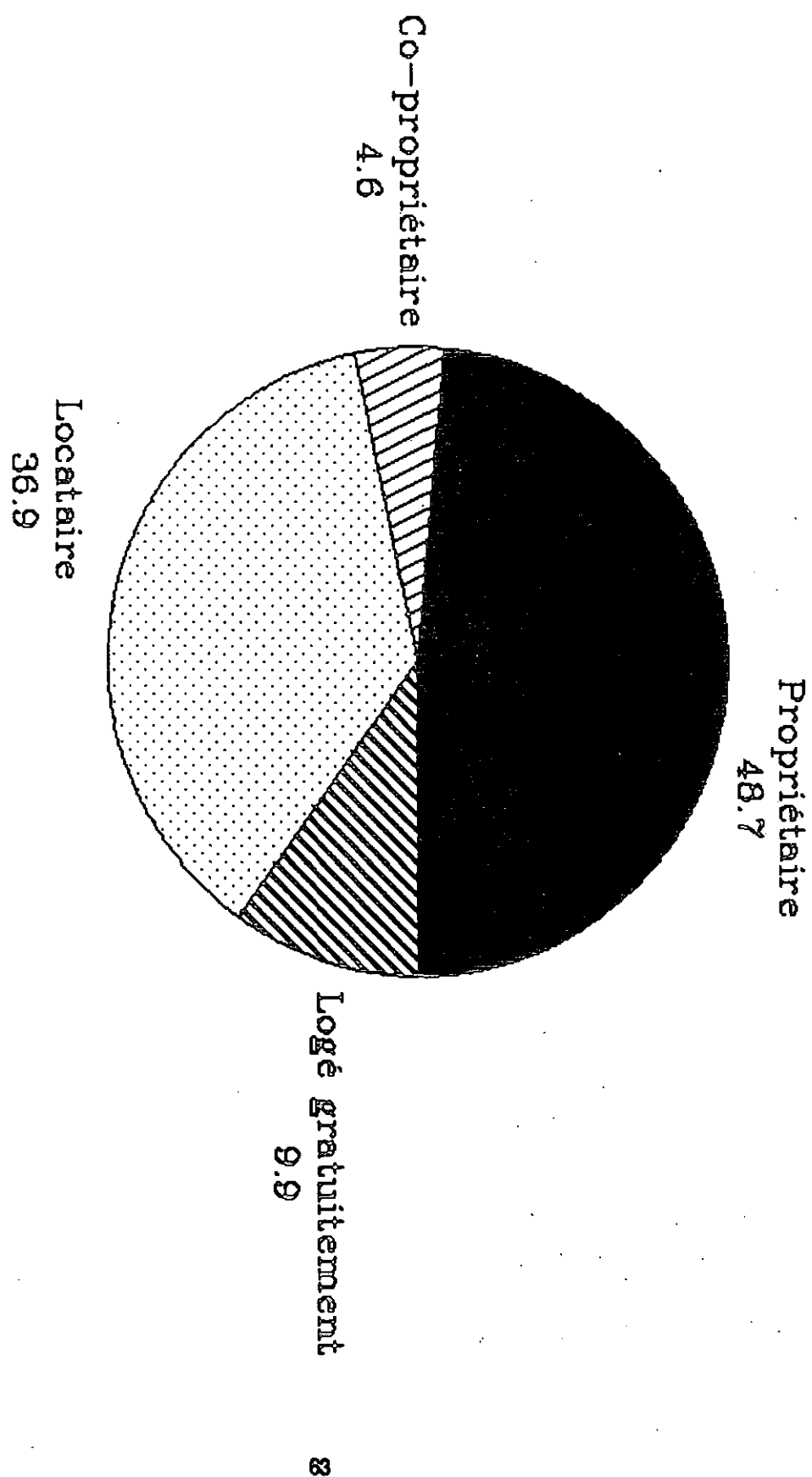
Un peu moins du tiers (31 %) des ménages possèdent une charrue. En zone rurale c'est à peu près la moitié des ménages qui en possèdent. Les 3 % de ménages urbains qui possèdent la charrue dénotent tout simplement la présence d'agriculteurs dans les communes. C'est dans les régions de Diourbel, de Louga et de Fatick que l'on compte le plus de ménages équipés de cet outillage.

Les charrettes se retrouvent dans 20 % des ménages et dans environ un tiers des ménages ruraux. C'est dans les régions de Fatick, Louga, Kaolack et Diourbel, coeur du bassin arachidier, qu'on les trouve le plus souvent.

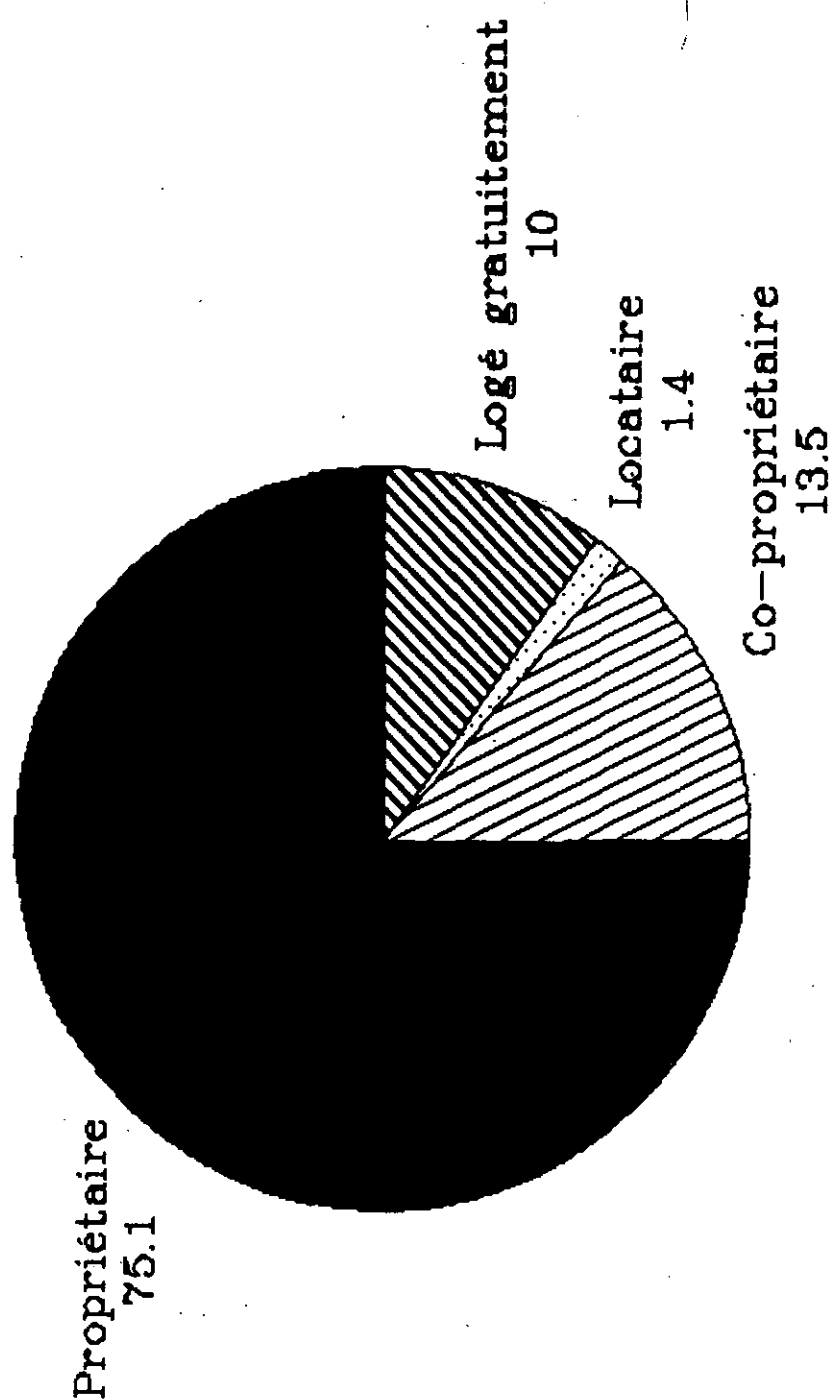
Les mobylettes et motos sont relativement rares: quelques 2 % des ménages en sont équipés. Ils sont plus le fait du milieu urbain (3 %) que du milieu rural. C'est dans les régions de Tambacounda (7 %) et de Ziguinchor (5 %) qu'on en trouve le plus.

Les voitures privées sont aussi rares: à peine 4 % des ménages au Sénégal et 8 % des ménages urbains en possèdent. C'est à Dakar (10 %) et parmi les ménages dont le chef a le niveau de l'enseignement universitaire (36 %) que l'on compte le plus ce bien.

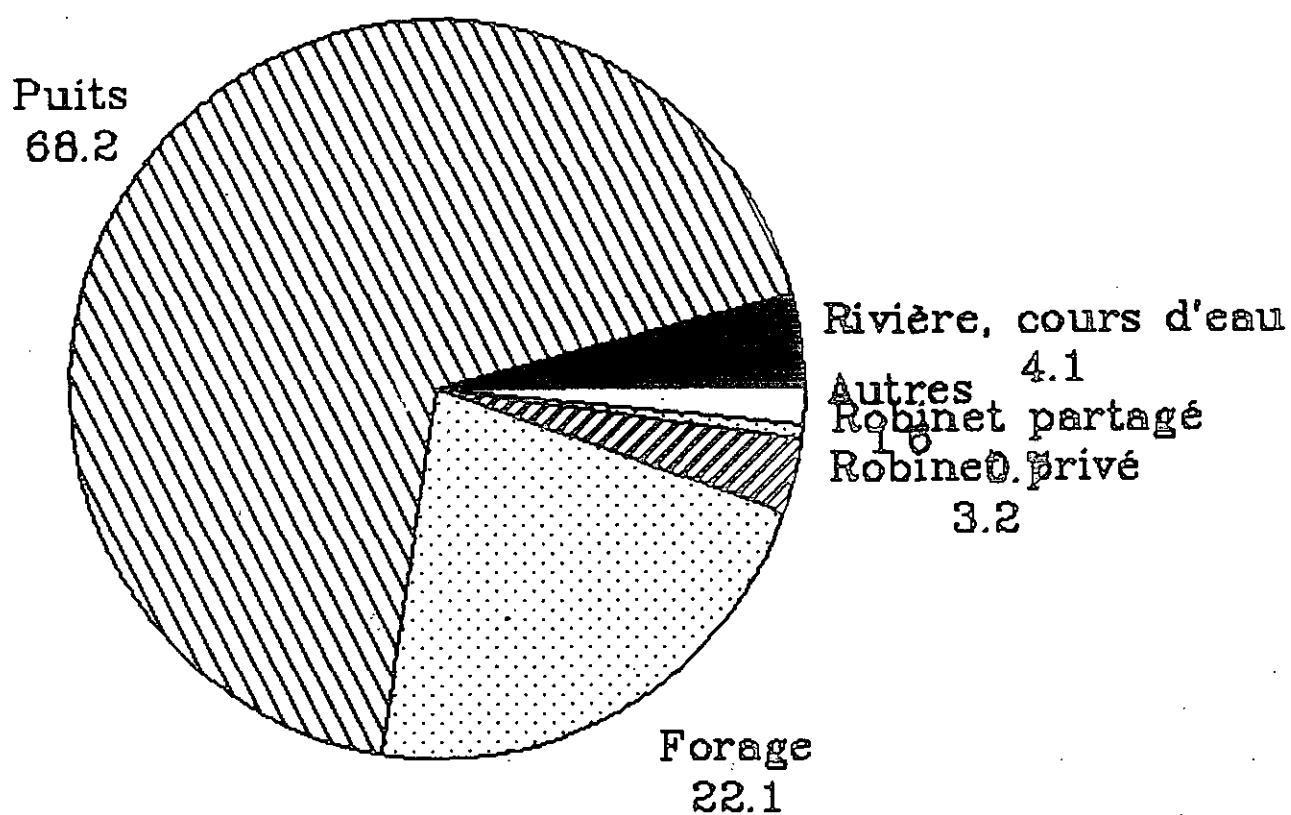
Graphique 7: Distribution (%) des ménages selon le statut d'occupation (Zone Urbaine)



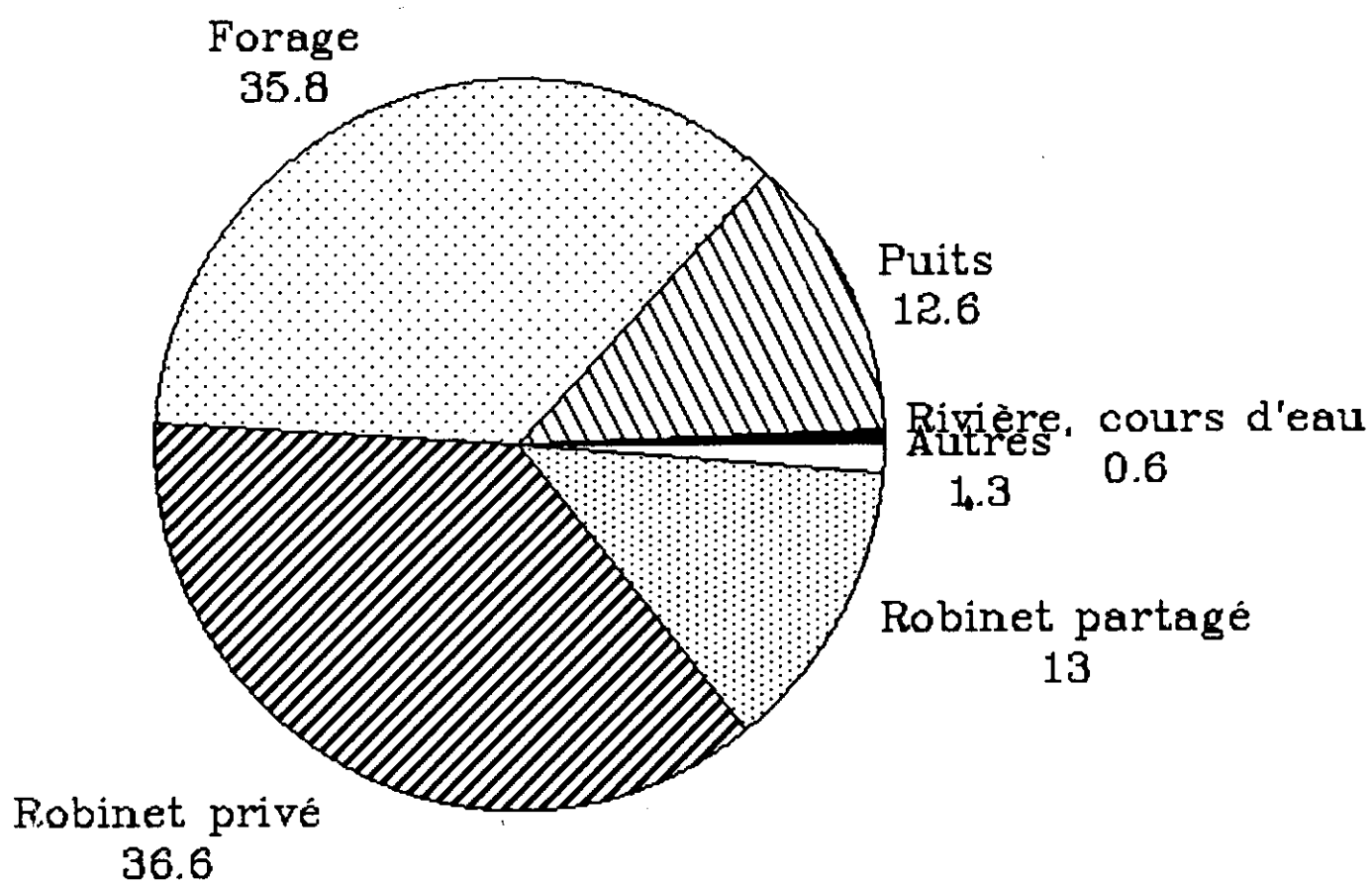
Graphique 7 (Suite): Distribution (%) des ménages selon le statut d'occupation (Zone Rurale)



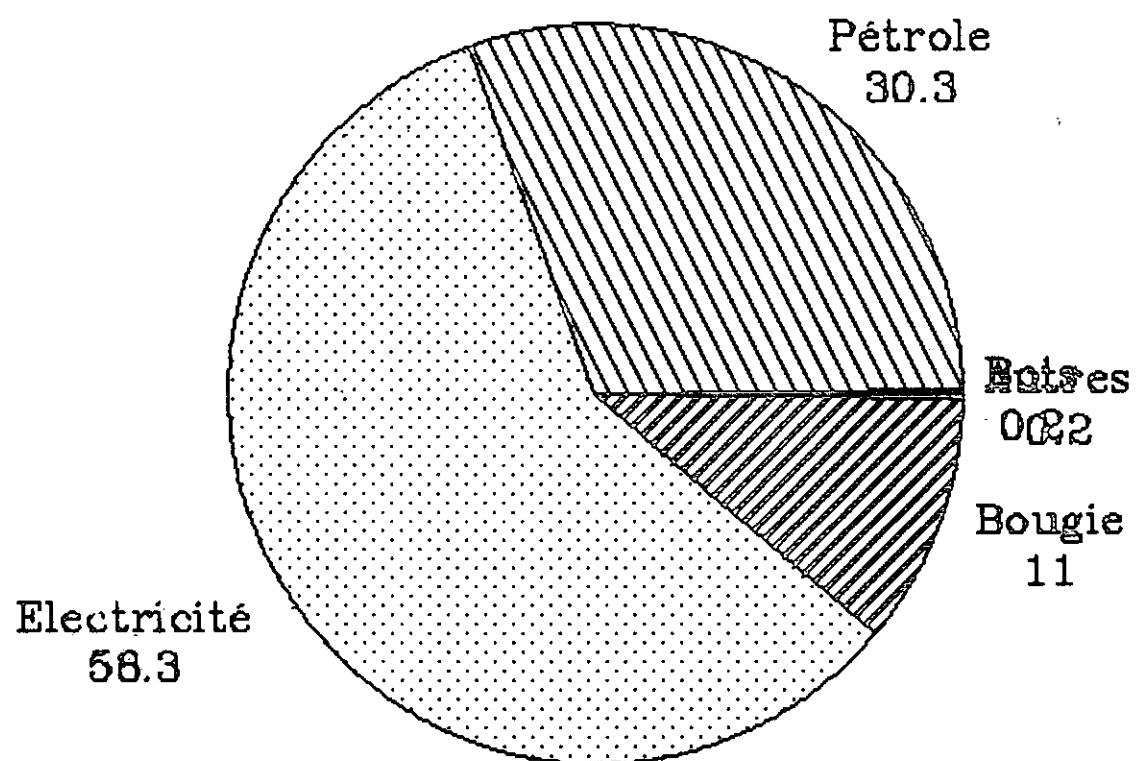
**Graphique 8: Distribution (%) des ménages selon la source d'eau
(Zone Rurale)**



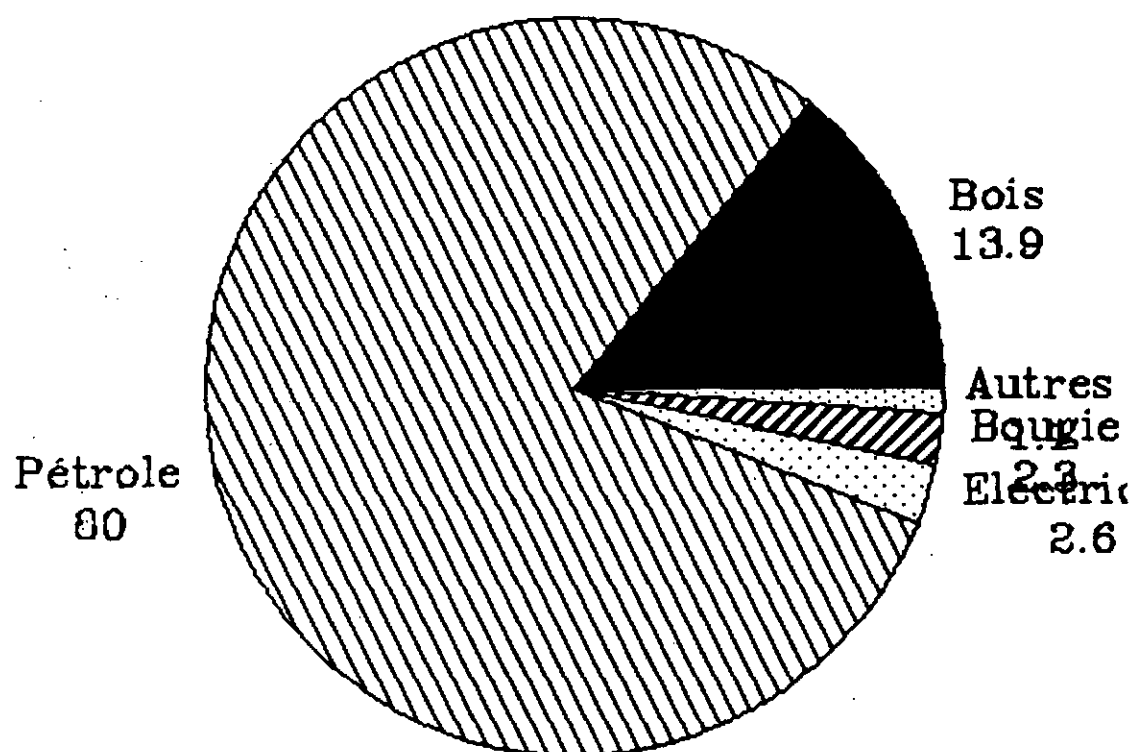
Graphique 8 (Suite): Distribution (%) des ménages selon la source d'eau (Zone Urbaine)



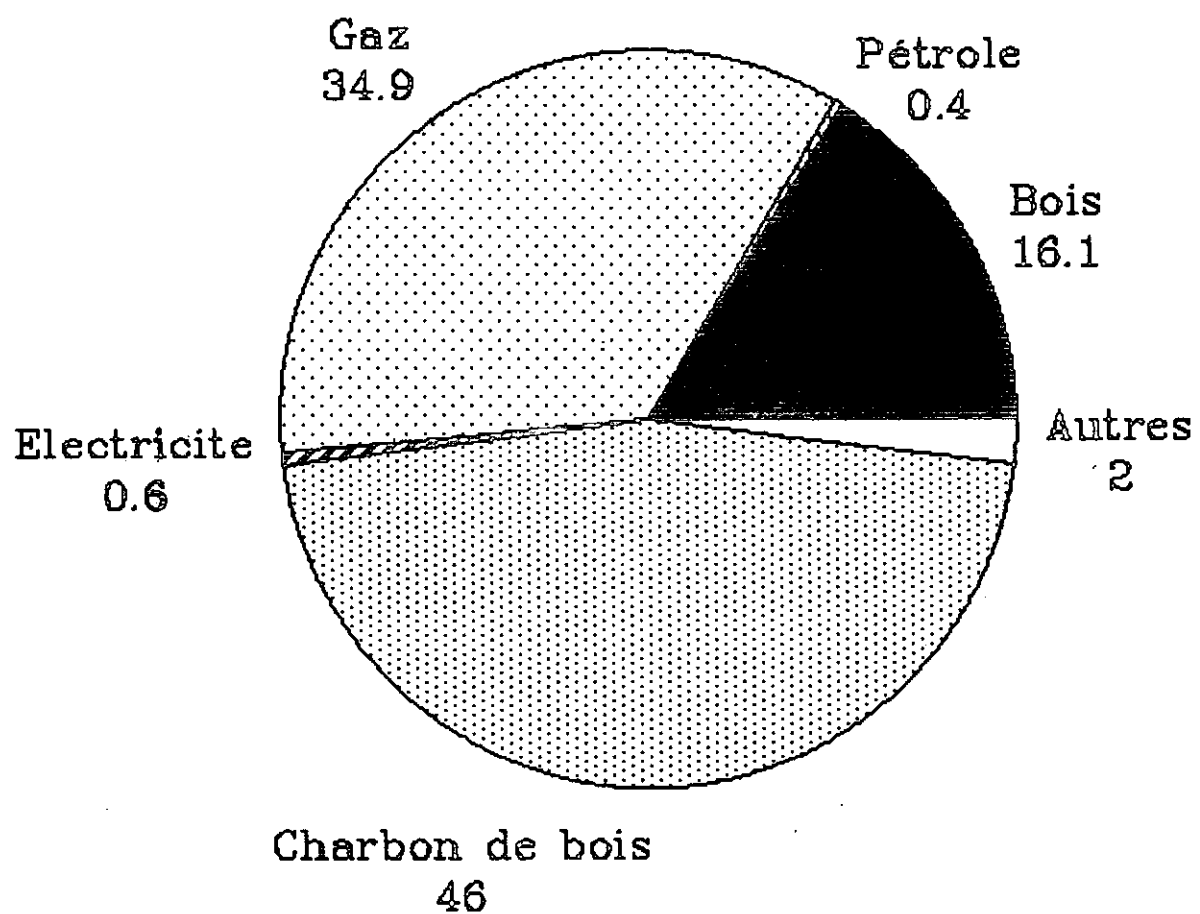
Graphique 9: Distribution (%) des ménages selon le mode d'éclairage (Zone Urbaine)



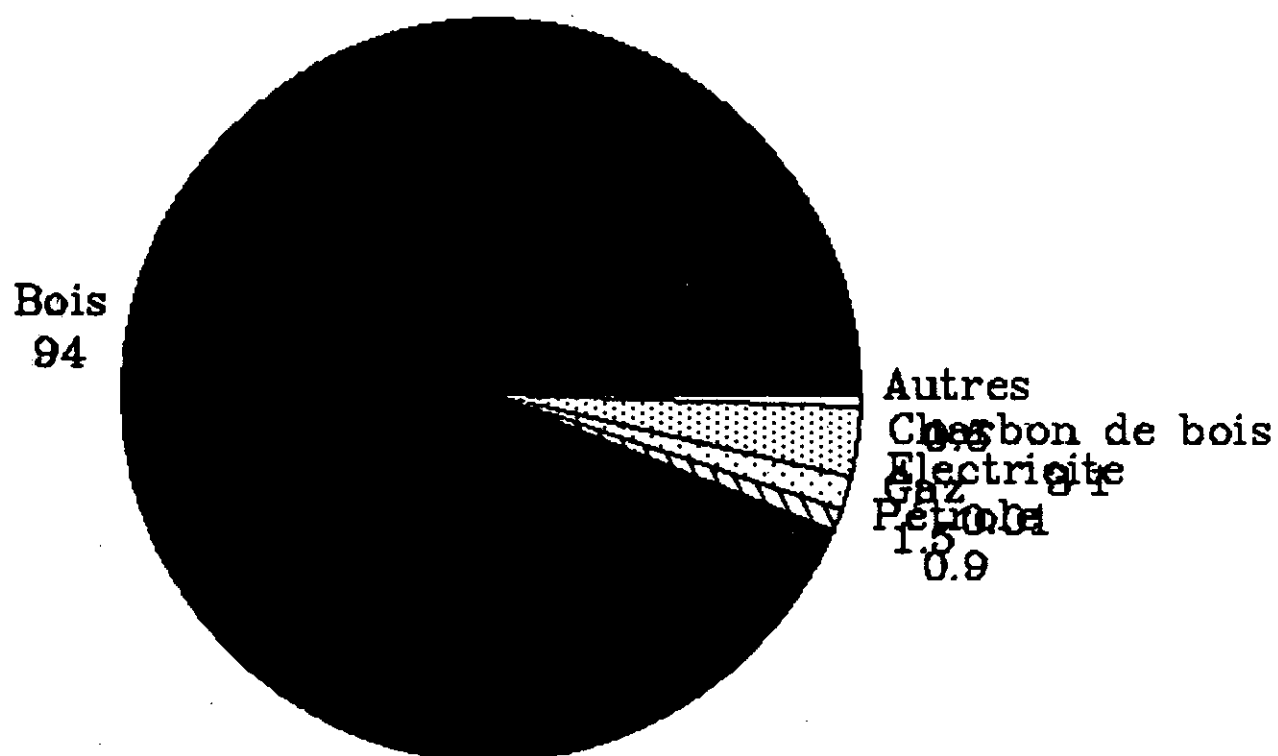
Graphique 9 (Suite): Distribution (%) des ménages selon le mode d'éclairage (Zone Rurale)



Graphique 10: Distribution (%) des ménages selon le combustible (Zone Urbaine)



Graphique 10 (Suite): Distribution (%) des ménages selon le combustible (Zone Rurale)



Le téléviseur est présent dans 16 % des ménages du Sénégal, dans un peu plus du tiers des ménages urbains (33.9 %) et dans 41 % des ménages dans la région de Dakar. Les régions de Kolda (2 %) et Tambacounda (3 %) sont celles où il est le plus rare.

Le réfrigérateur ou le congélateur se rencontre dans un ménage sur 10 sur l'ensemble du territoire, dans 28 % des ménages dakarois et dans plus de trois quarts de ménages dont le chef a un niveau d'instruction universitaire. L'écart entre le milieu urbain (23 %) et le milieu rural (0.8 %) est très net.

La cuisinière à gaz est très peu fréquente dans les ménages au Sénégal: seulement 3 % de ces derniers en sont équipés. C'est toujours parmi les ménages résidant à Dakar et les ménages dont le chef a un niveau universitaire que l'on retrouve le plus cette ustensile.

Le climatiseur est aussi rare; à peine 1 % des ménages en possèdent. Le téléphone n'est présent que dans 3 % de ménages. En règle générale on notera la faiblesse des taux d'équipements des ménages pour certains biens tels que la voiture, le téléviseur, le réfrigérateur (ou congélateur) la cuisinière à gaz, le climatiseur et le téléphone.

A défaut de statistiques pour la sous-région, le tableau 26 donne des taux d'équipement des ménages en France pour certains biens, en 1976. La différence avec le Sénégal est très creusée, notre pays étant encore loin de la saturation des besoins en équipements des ménages.

Tableau 25: Répartition des ménages selon la zone de résidence et de biens de confort

	Zone rurale		Zone urbaine		Nombre de ménages	Pourcentage
	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage		
Maison.....	387981	80.4%	198176	55.8%	586157	70.0%
Terrain à bâtir.....	51763	10.7%	53326	15.0%	105089	12.5%
Terrain cultivable.....	376014	77.9%	35974	10.1%	411988	49.2%
Charrue.....	252122	52.3%	10096	2.8%	262218	31.3%
Charrette.....	154756	32.1%	12128	3.4%	166884	19.9%
Pirogue.....	8309	1.7%	5309	1.5%	13618	1.6%
Filet à tourner.....	4039	.8%	1989	.6%	6028	.7%
Mobylette ou moto.....	7757	1.6%	10631	3.0%	18388	2.2%
Voiture privée.....	4075	.8%	28820	8.1%	32895	3.9%
Téléviseur.....	9700	2.0%	120320	33.9%	130020	15.5%
Machine à coudre.....	11600	2.4%	49010	13.8%	60610	7.2%
Réfrigérateur.....	3964	.8%	79915	22.5%	83879	10.0%
Cuisinière à gaz	661	.1%	24185	6.8%	24846	3.0%
Climatiseur.....	282	.1%	8537	2.4%	8819	1.1%
Téléphone.....	552	.1%	23356	6.6%	23908	2.9%

Source: Direction de la Prévision et de la Statistique

Tableau 26: Taux d'équipement des ménages Français, 1976

	Taux équipement
Téléviseur.....	85,7
Réfrigérateur.....	90,8
Congélateur.....	20,2
Voiture privée.....	63,8
Téléphone.....	35,1

Source: DONNEES SOCIALES, INSEE, EDITION 1978, pp. 158-160

2.3 Bétail

Le bétail a été inclus dans le patrimoine en ce sens qu'il constitue souvent un signe de prestige et aussi de richesse, même si ce bétail est souvent traité comme un capital mis en valeur à l'occasion d'événements spécifiques tels que les fêtes religieuses ou les cérémonies. L'ESP a demandé aux ménages de fournir le nombre de têtes de boeufs, de moutons, de chevaux,

d'ânes, de chèvres et de porcs, qu'ils possèdent. Pour des raisons culturelles, les enquêtes tendent à sous-estimer le nombre de têtes de bétail qu'ils possèdent. L'analyse qui suit, en attendant de voir comment, dans les analyses thématiques, la possession du bétail peut aider à l'identification des groupes socio-économiques, permet de se faire une idée sur la validité des informations sur cette question.

Le nombre de têtes de boeufs est estimé à 1.927.800. Le nombre de têtes de moutons est de 2.102.600, celui des chèvres est de 1.667.200. Les chevaux (378.400), les ânes (255.300) et les porcs (87.100) sont en nombre plus réduits. La comparaison avec les sources administratives pourraient permettre de se faire une idée de la validité de ces informations.

3. Accès aux services de base

Le bien-être des individus et des ménages ne se mesure pas seulement par les revenus et les dépenses; l'accès aux services de base, tels que l'école primaire, l'école secondaire et les services de santé, en constitue un aspect important. L'ESP a demandé à chaque ménage si, habituellement, ses membres ont accès à l'école primaire, l'école secondaire et le service de santé public les plus proches. Dans le cas échéant, le ménage indique le moyen utilisé et le temps mis par ses membres pour s'y rendre. Le non accès à l'école primaire ou secondaire la plus proche, pour un ménage, indique que ce dernier n'a pas d'enfant fréquentant ces infrastructures ou alors, s'il en a, l'enfant ne fréquente pas la structure la plus proche du domicile. La signification de ces questions reste imprécise¹¹. Les réponses témoignent de l'insuffisance des ressources du ménage, de l'éloignement, ou alors de l'insatisfaction du ménage des services rendus par ces infrastructures.

Sur l'ensemble des ménages, 577.099 ont déclaré ne pas utiliser habituellement l'école primaire la plus proche. Un total de 257,313 ménages, soit 30 %, y accèdent. En ce qui concerne l'école secondaire la plus proche, ce sont 763.487 (91.1 %) ménages qui n'y accèdent pas.

Enfin, l'effectif des ménages qui n'accèdent pas au service de santé le plus proche (146.754) est nettement plus réduit et ne représente que 17.5 %.

Limitons nous ici aux ménages qui ont déclaré fréquenter ces services. C'est à pied qu'on se rend le plus souvent à l'école primaire (99 % des ménages), les autres moyens

¹¹ Cette section a été maintenue dans le questionnaire dans le but de tester certaines questions. Les investigations sur l'accessibilité des services de base demandent une méthodologie plus appropriée. Des études méthodologiques sur ces questions sont en cours dans le cadre du programme DSA à la Banque Mondiale, Washington.

(bicyclette, mobylette, voiture privée, transport en commun...) étant utilisés par peu de ménages.

C'est aussi à pied qu'on se rend à l'école secondaire (87.9 % des ménages). Le transport en commun est utilisé par 10.5 % des ménages, venant ainsi en seconde position, pour se rendre à l'école secondaire.

Enfin, en ce qui concerne le service de santé publique, c'est également à pied que la population s'y rend le plus souvent (65.2 des ménages). Mais le recours à d'autres moyens est loin d'être négligeable. Ainsi la charrette et la calèche jouent un important rôle dans le transport puisqu'ils sont utilisés par plus du quart des ménages (26.7 %) au niveau national. Le transport en commun n'est utilisé que par 5.8 % des ménages.

QUATRIEME PARTIE

DEPENSES ET REVENUS DES MENAGES

1. Dépenses

Les dépenses ont été divisées en deux grandes catégories: les dépenses de consommation alimentaire et les dépenses non-alimentaires. Les dépenses de consommation comprennent 16 postes alimentaires; les autres dépenses en comprennent 24. La période de référence de ces dépenses est le dernier mois ayant précédé le passage de l'enquêteur dans le ménage à l'exception des dépenses d'éducation qui, elles, portent sur l'année scolaire écoulée. Nous examinerons tour à tour les dépenses de santé, les dépenses scolaires, les dépenses de consommation alimentaire et les autres dépenses.

1.1 Dépenses de santé

Les dépenses moyennes de santé au cours du dernier mois s'établissent à 70,6 francs par individu pour les visites et à 329,5 pour les médicaments. Ces dépenses sont plus élevées parmi les enfants et les personnes âgées. Leur allure selon l'âge est similaire à l'allure des taux de morbidité et de mortalité par âge.

Tableau 27: Dépenses moyennes de santé par individu et par âge au cours des 30 derniers jours avant l'interview

Zone de résidence

Zone rurale

	Montant des visites		Montant des médicaments		Montant total	
	N	Moyenne	N	Moyenne	N	Moyenne
Groupe d'âge						
0-4 ans.....	818003	20.5	818003	149.7	818003	170.2
5-9 ans.....	796457	9.5	796457	72.2	796457	81.7
10-14 ans.....	557192	9.6	557192	74.4	557192	84.0
15-19 ans.....	410387	19.6	410387	132.6	410387	152.2
20-24 ans.....	283345	28.8	283345	238.7	283345	267.5
25-29 ans.....	275589	27.3	275589	249.4	275589	276.7
30-34 ans.....	226829	32.6	226829	248.5	226829	281.1
35-39 ans.....	200556	28.4	200556	326.3	200556	354.8
40-44 ans.....	159166	44.9	159166	246.8	159166	291.7
45-49 ans.....	125747	36.7	125747	322.7	125747	359.4
50-54 ans.....	129275	31.4	129275	246.2	129275	277.6
55-59 ans.....	99840	34.6	99840	252.2	99840	286.8
60-64 ans.....	94921	57.8	94921	338.5	94921	396.3
65-69 ans.....	61238	45.7	61238	365.5	61238	411.2
70-74 ans.....	53039	54.9	53039	283.5	53039	338.3
75-79 ans.....	29664	57.0	29664	232.6	29664	289.5
80 ans ou +.....	33998	21.7	33998	326.5	33998	348.3
TOTAL.....	4355248	22.8	4355248	174.1	4355248	197.0

	Montant visites		Montant médicaments		Montant total	
	N	Moyenne	N	Moyenne	N	Moyenne
Groupe d'âge						
0-4 ans.....	471150	139.8	471150	500.1	471150	639.9
5-9 ans.....	448404	59.7	448404	258.4	448404	318.1
10-14 ans.....	393891	57.0	393891	225.9	393891	282.9
15-19 ans.....	355784	57.4	355784	241.2	355784	298.7
20-24 ans.....	273935	127.0	273935	486.8	273935	613.7
25-29 ans.....	223566	162.4	223566	655.8	223566	818.2
30-34 ans.....	181240	183.4	181240	808.2	181240	991.6
35-39 ans.....	150446	321.9	150446	1075.9	150446	1397.9
40-44 ans.....	110058	270.0	110058	1129.3	110058	1399.3
45-49 ans.....	81313	251.4	81313	857.5	81313	1109.0
50-54 ans.....	76689	227.0	76689	1035.2	76689	1262.1
55-59 ans.....	54639	278.0	54639	1289.3	54639	1567.4
60-64 ans.....	49366	339.6	49366	1261.5	49366	1601.1
65-69 ans.....	29258	233.2	29258	1456.4	29258	1689.6
70-74 ans.....	22940	405.2	22940	1593.1	22940	1998.3
75-79 ans.....	12531	376.8	12531	2500.9	12531	2877.7
80 ans ou +.....	15907	511.5	15907	1126.0	15907	1637.6
TOTAL.....	2951118	141.2	2951118	558.8	2951118	700.1

Ensemble du Sénégal

	Montant visites		Montant médicaments		Montant total	
	N	Moyenne	N	Moyenne	N	Moyenne
Groupe d'âge						
0-4 ans.....	1289154	64.1	1289154	277.7	1289154	341.9
5-9 ans.....	1244861	27.6	1244861	139.3	1244861	166.8
10-14 ans.....	951083	29.2	951083	137.1	951083	166.4
15-19 ans.....	766172	37.2	766172	183.0	766172	220.2
20-24 ans.....	557281	77.0	557281	360.6	557281	437.7
25-29 ans.....	499156	87.8	499156	431.4	499156	519.2
30-34 ans.....	408069	99.6	408069	497.1	408069	596.7
35-39 ans.....	351002	154.2	351002	647.6	351002	801.9
40-44 ans.....	269225	137.0	269225	607.6	269225	744.5
45-49 ans.....	207060	121.0	207060	532.7	207060	653.8
50-54 ans.....	205964	104.2	205964	539.9	205964	644.2
55-59 ans.....	154479	120.7	154479	619.0	154479	739.7
60-64 ans.....	144286	154.2	144286	654.3	144286	808.5
65-69 ans.....	90496	106.3	90496	718.2	90496	824.5
70-74 ans.....	75978	160.6	75978	678.9	75978	839.5
75-79 ans.....	42195	151.9	42195	906.2	42195	1058.2
80 ans ou +.....	49906	177.9	49906	581.4	49906	759.2
TOTAL.....	7306366	70.6	7306366	329.5	7306366	400.2

Source: Direction de la Prévision et de la Statistique

Lorsqu'elles sont extrapolées à l'ensemble de la population, ces dépenses montent à 516 millions de francs pour les visites et à 2.407 millions de francs pour les médicaments¹². Cela fait

¹² Lorsque sur le terrain il est impossible de dissocier les dépenses en visites de celles en médicaments- c'est souvent le cas pour les consultations faites auprès des guérisseurs et marabouts- alors la totalité des frais est considérée comme dépenses en médicaments. Cela a pu gonfler les dépenses en

6 milliards de francs de visite et 29 milliards de francs de médicaments, soit 35 milliards de dépenses de santé qui seraient ainsi effectuées au cours de l'année 91 par les ménages au Sénégal si ces dépenses étaient uniformément réparties à travers les 12 mois de l'année.

1.2 Dépenses d'éducation

Le montant des dépenses scolaires moyennes annuelles par ménage est de 13.622 francs. Il est de 2.037 francs en milieu rural et de 29.369 francs en zone urbaine. Les variations régionales sont aussi très marquées. Dans la zone urbaine de Dakar, chaque ménage dépense annuellement en moyenne 42.326 francs. Cette dépense monte à peine à 7.378 francs en zone urbaine dans la région de Tambacounda. Entre ces deux extrêmes, se situent les régions de Ziguinchor (18.155) de Thiès (17.663) de Saint-louis (14.098) de kaolack (13.226) de Diourbel (11.171) de Fatick (9.480) de Louga (8.542) et Kolda 8.501). Les régions où les dépenses en zone urbaine sont plus élevées sont aussi celles où la scolarisation est la plus élevée (Dakar et Ziguinchor notamment). Les différences régionales de scolarisation expliquent donc, en partie, les différences régionales observées dans les dépenses scolaires.

Lorsqu'on calcule ces montants par élève-étudiant, on dépense en moyenne pour chaque élève 26.062¹³ francs dans la zone urbaine de Dakar. Mais c'est dans la région de Kolda que l'on enregistre la dépense par élève la plus faible (3.454 francs).

Tableau 28: Dépenses scolaires annuelles par ménage selon la zone de résidence

	Zone rurale	Zone urbaine	Sénégal
Dépenses/ménage	2.037	29.369	13.622
Nombre de ménage	482.461	354.948	837.409
Dépenses totales	982.773.057	10.424.467.812	11.407.240.869

Au total, le montant dépensé par les ménages dans l'éducation de leurs enfants est estimé à 11,4 milliards au cours de l'année scolaire 1990-91. La part revenant au milieu urbain est prépondérante, alors qu'à peine 1 milliard de francs sont dépensés par les ménages ruraux. Un peu plus de 72 % de ce montant est dépensé par les ménages résidant à Dakar.

médicaments.

¹³ Ce montant est surestimé si l'on tient compte de fait que les élèves et étudiants vivant en dehors des ménages ordinaires n'ont pas été dénombrés.

1.3 Les dépenses de consommation alimentaire

Au total, les dépenses alimentaires au cours du dernier mois ayant précédé le passage de l'enquêteur s'élèvent à 29,8 milliards CFA, dont 18,5 milliards (62 %) par les ménages urbains et 11,3 milliards (38 %) par les ménages ruraux. Ainsi, 40 % des ménages (urbains) ont effectué 62 % des dépenses nationales consacrées à l'alimentation. La période de référence inclut deux fêtes, Noël et la Saint-Sylvestre. Bien que la majorité de la population soit musulmane, il est commun d'observer des familles de cette confession célébrer ces fêtes dans les villes. Ceci a, peut-être, pu gonfler les dépenses alimentaires.

Certains ménages, notamment ceux composés d'un individu, n'ont pas pu donner le détail de leurs dépenses alimentaires du dernier mois. Pour ces ménages, les dépenses ont été saisies globalement et s'élèvent à 2,4 milliards, dont 1,7 milliards pour la seule région de Dakar.

Considérons seulement les ménages qui ont donné les détails des dépenses alimentaires pour en analyser la structure au niveau national et par zone de résidence¹⁴. Ces dépenses s'élèvent à 27,4 milliards. Comme on s'y attendait, le riz est le produit alimentaire pour lequel les ménages dépensent le plus: il compte pour 21 % des dépenses alimentaires. L'on rappelle qu'une partie de l'enquête a lieu pendant les mois de Décembre et Janvier, période de récolte et des disponibilités céréalières en milieu rural. Il n'est donc pas exclu que les ménages ruraux achètent moins de riz pendant cette période de l'année.

Chaque ménage dépense en moyenne 8600 francs par mois de riz (parmi les ménages qui ont dépensé sur le riz). Le poisson est le second produit sur lequel les ménages dépensent le plus, après le riz, avec 11 %. C'est aussi presque autant qui est dépensé sur les condiments. L'huile occupe la quatrième place avec 11 % des dépenses alimentaires. Le sucre et le pain viennent en cinquième et sixième positions, avec 9 et 8 %, respectivement. On notera la faible place du mil (5 %) qui est cultivé plus pour être consommé que vendu. Bien qu'étant un produit de nécessité conventionnelle, le thé occupe une place importante, avec 4 % des dépenses alimentaires. Ce n'est pas que la dépense moyenne mensuelle par ménage sur ce produit soit élevée; elle n'est que de 2000F par mois. L'explication de l'importance de ce poste est que beaucoup de ménages prennent régulièrement le thé.

Certaines différences dans la structure de ces dépenses alimentaires entre la zone rurale et la zone urbaine méritent d'être notées. Par exemple, le riz occupe une place plus importante dans le budget alimentaire des ménages ruraux (25 %)

¹⁴ En attendant de trouver un traitement approprié pour les ménages qui ont déclaré globalement les dépenses alimentaires sans spécification des produits.

que dans celui des ménages urbains (18 %). Alors que l'huile occupe la seconde place en milieu rural (12 %), ce sont les condiments (13 %) qui occupent cette place en zone urbaine. Les différences les plus notables concernent le sucre, le pain et le mil. Le sucre compte pour 11 % dans les dépenses alimentaires des ménages ruraux, mais à peine pour 7 % dans les ménages urbains. Quant au pain, il pèse deux fois plus dans le budget alimentaire des ménages ruraux (10 %) que dans celui des ménages urbains (5.5 %). Enfin, le mil occupe une place plus faible dans les budgets des ménages urbains (3.4 %) que dans celui des ménages ruraux (6.5 %).

1.4 Dépenses non-alimentaires

Il s'agit de toutes celles qui n'entrent pas dans la catégorie des dépenses de consommation alimentaire. Elles couvrent des postes tels que l'eau, l'électricité, le charbon, le téléphone, le loyer, les transferts au profit d'autres ménages, l'habillement, le transport, l'entretien de l'habitation, etc... En moyenne, un ménage a engagé 36.150 francs de telles dépenses au cours du mois ayant précédé le passage de l'enquêteur. Il est intéressant de noter les énormes variations de ces dépenses mensuelles en fonction du milieu de résidence. Ainsi, en milieu urbain, elles montent à 66.643 francs, alors qu'elles ne sont que de 13.716 francs en milieu rural. Au total 30 milliards 272 millions de CFA sont dépensés mensuellement, dont environ 23 milliards 655 millions en milieu urbain et 6 milliards 617 millions en milieu rural. La zone rurale représente environ 22 % de ce total, poids de loin inférieur à celui de Dakar qui compte pour 52,8 % des dépenses non alimentaires.

2. Revenus des ménages

2.1 Définitions

Il s'agit de revenus monétaires, l'auto-fourriture et l'autoconsommation des biens et des services n'ayant pas été évaluées, pour des raisons à la fois techniques et méthodologiques. A cela s'ajoutent d'autres difficultés de saisie des revenus dont les principales sont les suivantes:

- omissions plus fréquentes voire mauvaise connaissance des revenus non salariaux quelle que soit leur nature; c'est le cas des revenus occasionnels (primes, rappels, transferts...), des revenus accessoires provenant des activités secondaires ou des revenus provenant des membres plus ou moins indépendants dans le ménage (fils âgés);

- désir de paraître ou de ne pas paraître très riche. Il n'est pas exclu que des omissions différentielles selon le niveau de revenu affectent la hiérarchisation des ménages: en général c'est parmi les extrêmes de revenus (les plus faibles et

les plus élevés) que les déclarations sont les moins bonnes.

- ambiguïté même de la définition des revenus: dans bien des cas on confond le revenu brut (capital plus bénéfice) et le revenu net (bénéfice).

En dépit de toutes ces limites, la mesure de ces revenus permet de se faire une idée du pouvoir d'achat des ménages. C'est plutôt de ce point de vue que nous les analysons, l'unité statistique étant le ménage.

Les revenus ont été subdivisés en quatre grandes sources: les revenus tirés de la vente directe des produits agricoles ou assimilés, les revenus tirés des entreprises familiales et activités non agricoles, les salaires et revenus non agricoles et enfin les transferts et prestations au profit du ménage. Les trois premières sources forment le revenu primaire, c'est-à-dire le revenu reçu en contrepartie de la fourniture d'un facteur de production. La période de référence est les 12 derniers mois.

2.2 Niveau et structures des revenus selon la source

Le tableau 29 présente la distribution des revenus monétaires des ménages selon la source et la zone de résidence. Les revenus monétaires des ménages, pour approximativement l'année 1990/91, sont estimés à un total de 661,1 milliards de francs. Ils proviennent pour 71 % du milieu urbain et 29 % du milieu rural. L'on rappelle que la population urbaine représente 40 % de la population totale. Ainsi, 40 % de la population détiennent 71 % des revenus monétaires.

Les revenus primaires représentent 78 % de l'ensemble des revenus monétaires, les transferts et les prestations en représentent 22 %. En zone urbaine, les revenus primaires comptent pour 80 % contre 74 % en zone rurale.

Si l'on considère les sources individuellement, ce sont globalement les salaires (du secteur privé et du secteur public) qui ont procuré le plus de revenus aux ménages en 1990/91: ils procurent 255,5 milliards aux ménages et comptent pour 39 % pour l'ensemble des revenus du Sénégal, 15 % pour la zone rurale et 49 % pour la zone urbaine. Les salaires versés par le secteur public (fonction publique et collectivités locales) sont estimés à 114 milliards, soit un peu moins que ceux versés par le secteur privé (institutions privées ou ménages) qui montent à 142 milliards.

Au total, 71 800 ménages bénéficient des salaires de travailleurs du secteur public, qui en majorité, résident en milieu urbain (63 800). Quelques 176 600 ménages bénéficient de salaires du secteur privé - au sens de ce texte - dont 53 800 en milieu rural.

Les activités non agricoles exercées par les indépendants,

qui regroupent d'ailleurs l'essentiel du secteur informel (services, artisanat, commerce...) occupent la seconde place: elles procurent un tiers des revenus pour l'ensemble du Sénégal, 39 % des revenus ruraux et 30 % des revenus urbains. On note que les revenus agricoles ne constituent pas la première source de revenu en milieu rural, du moins pour l'année considérée. Il y a lieu de croire que les ruraux diversifient leurs sources de revenus par le biais d'autres activités rémunératrices non agricoles. Cette diversification a lieu beaucoup plus dans les zones agro-climatiques plus difficiles et surtout durant les années de mauvaise récolte arachidière, (Kelly et al. 1992). L'ampleur et les formes de cette diversification ainsi que les revenus qui en sont tirés seront analysées dans les thèmes approfondis.

L'agriculture a été la seconde source de revenus des ménages ruraux, avec un apport de 22 %. Cet apport, somme toute faible, traduirait la faiblesse de la production arachidière de la campagne agricole 1990/91, soit un revenu tiré de l'arachide de 25 milliards. En partant de ce revenu tiré de l'arachide, au taux de 70F le kg, la production arachidière qui aurait été vendue par les ménages s'élèverait à 377.000 tonnes cette année-là. Pour l'ensemble du Sénégal, l'agriculture n'a contribué directement que pour 6.8 % des revenus des ménages et à peine 1 % des revenus des ménages urbains.

Dans l'ensemble, les transferts inter-ménages occupent une place importante, intervenant pour 11 % des revenus des ménages au niveau national, et presque autant que l'agriculture en zone rurale. Leur apport en zone rurale reste élevé aussi (18 %). La solidarité sociale, souvent observée, mais difficilement quantifiable, trouve en partie son expression à travers ces chiffres. Les versements (transferts provenant des sources institutionnelles (assurances, diverses pensions...) comptent pour 6 % des revenus, leur part étant plus nette en ville (7 %) qu'en zone rurale (3 %).

2.3 Distribution des revenus selon les régions

2.3.1. Les revenus agricoles

Les revenus ont été analysés selon la source et la région dans le souci de dégager la vocation de chaque région. L'arachide, rappelons-le, intervient pour 25,9 milliards dans les revenus des ménages. Ce sont les régions de Kaolack (8,5 milliards, soit un tiers), Fatick (4,1 milliard), Kolda (3,9 milliards) et Diourbel (2,7 milliards) qui contribuent le plus à ce revenu. Les revenus tirés du coton proviennent de trois régions Kolda (1,5 milliards), Tambacounda (1,3 milliard) et Kaolack (241 millions). Le mil procure des revenus à toutes les régions mais surtout à celles de Kaolack (344 millions), de Fatick (312 millions) et Diourbel (286 millions). Les revenus tirés du riz viennent pour la grande majorité de la région de Saint-Louis (91 %). La riz produit dans les régions de Kolda et Ziguinchor sert beaucoup plus à l'autoconsommation et intervient

très peu dans les revenus des ménages. Le maïs procure aux ménages quelques 456 millions de francs. A elle seule, la région de Kaolack fournit 36 % de ces revenus et celle de Fatick en fournit les 17 %. Le maraîchage joue un rôle très important, contribuant pour 7,2 milliards et venant en seconde position dans les revenus agricoles, après l'arachide. C'est dans les régions de Dakar, Thiès et Saint-Louis qu'il procure le plus de revenus. La mangue contribue pour un demi-milliard dans les revenus des ménages, les deux régions en tête étant celles de Thiès (217 millions) et de Kolda (172 millions). L'orange intervient pour un cinquième de milliard, presque exclusivement dans les régions de Ziguinchor et Kolda. Les revenus tirés des bananes s'élèvent à 77 millions. Ils proviennent pour l'essentiel des régions de Kolda, Ziguinchor et Tambacounda. Les fruits autres que ceux déjà mentionnés interviennent pour un peu moins d'un milliard, dont pour 597 millions à Dakar. Pour Dakar, il s'agit certainement d'erreurs de la part des enquêtés qui ont pu confondre la revente de fruits (commerce) à leur production primaire, en dépit des instructions qui avaient données aux enquêteurs. Enfin, il convient de noter l'importance de la cueillette qui procure jusqu'à plus d'un demi milliard, dont 35 % proviennent de la région de Ziguinchor et 26 % de celle de Thiès.

Ces résultats confirment les vocations agricoles des régions du Sénégal: arachide et mil dans la bassin arachidier, mil vers le sud de ce bassin, fruits et cueillette dans les régions du Sud, riz dans la vallée du Fleuve Sénégal, maraîchage à Dakar et à Thiès, etc... L'ESP a eu le mérite d'avoir quantifié les revenus tirés de la plupart des activités agricoles.

ENQUETE SUR LES PRIORITES: REVENUS ET DEPENSES DE MENAGES

TABLEAU 29: REVENUS ACTUELS DES MENAGES SELON LA SOURCE ET LA ZONE DE RESIDENCE

Source de revenus	----->Sénégal<-----			----->Rural<-----			----->Urbain<-----		
	Revenu (en CFA)	Proportion	Hoyenne	Revenu	Proportion	Hoyenne	Revenu	Proportion	Hoyenne
Arachide	25,930,000,000	0.039	109,646	25,087,000,000	0.132	110,968	862,276,022	0.002	80,916
Coton	3,046,614,442	0.005	95,105	2,959,288,180	0.016	96,328	87,326,263	0.000	66,490
Oil	1,428,469,625	0.002	33,257	1,352,707,359	0.007	32,375	75,762,266	0.000	64,775
Riz	1,913,153,369	0.003	204,207	1,818,333,234	0.010	212,109	94,820,135	0.000	119,110
Haïs	446,947,280	0.001	53,186	407,212,962	0.002	51,114	39,754,318	0.000	90,991
Harachage	7,232,450,771	0.011	123,101	6,056,493,418	0.032	112,791	1,175,957,352	0.002	232,609
Manques	546,885,649	0.001	27,122	493,447,334	0.003	26,191	53,438,314	0.000	40,389
Orange	207,006,296	0.000	25,728	206,112,867	0.001	26,270	893,430	0.000	4,466
Banane	77,163,507	0.000	30,072	58,428,607	0.000	24,840	18,754,900	0.000	87,643
Autres fruits	805,616,025	0.001	102,231	769,550,381	0.004	103,230	36,065,644	0.000	84,725
Cueillette	651,553,330	0.001	29,268	580,879,845	0.003	27,011	70,673,485	0.000	93,483
Autres revenus agricoles	2,588,515,487	0.004	47,210	1,867,864,768	0.010	36,730	720,650,719	0.002	181,276
Entreprises familiales non agricoles	217,202,465,458	0.329	1,584,339	73,839,957,629	0.390	---	143,363,507,828	0.304	---
Saltaire du secteur public	113,730,000,000	0.172	802,870	8,229,614,321	0.043	1,026,722	105,500,000,000	0.224	1,654,427
Saltaire du secteur prive	141,800,000,000	0.215	182,888	16,404,000,000	0.087	304,939	125,400,000,000	0.266	1,020,953
Autres revenus non agricoles	8,858,417,384	0.013	214,085	3,152,391,407	0.017	109,153	5,706,025,977	0.012	291,781
Loyer	14,717,000,000	0.022	214,085	1,604,506,708	0.008	56,291	13,112,000,000	0.028	325,659
Versement reçu	70,081,000,000	0.106	331,435	34,918,000,000	0.184	169,254	35,164,000,000	0.075	279,841
Transfert reçu	41,151,000,000	0.062	124,159	6,362,134,428	0.034	201,243	34,789,000,000	0.074	375,910
Autre sources non spécifiées	8,642,664,730	0.013	123,226	3,352,176,214	0.018	77,899	5,290,488,516	0.011	195,192
Total	661,056,923,353	1	---	189,520,099,662	1	---	471,541,355,170	1	Urban/rural
Population	7,306,400			4,355,100			2,951,300		0.7
Nombre de ménages	837,400			482,500			354,900		0.7
Revenu /capita	90,476			43,517			159,774		3.7
Revenu /ménage	789,416			392,788			1,328,660		3.4

TABLEAU 30: DEPENSES MENSUELLES NON-ALIMENTAIRES SELON LE POSTE ET LA ZONE DE RESIDENCE

Poste	----->Sénégal<-----				----->Rural<-----				----->Urbain<-----			
	Dépense	%	Moyenne	Nombre de cas	Dépense	%	Moyenne	Nbre de cas	Dépense	%	Moyenne	Nombre de
Savon	1,468,898,196	4.9%	1,826	804,392	630,635,595	9.5%	1,370	460,168	838,262,601	3.5%	2,435	344,223
Charbon	733,334,465	2.4%	2,172	337,556	76,423,752	1.2%	1,183	64,622	656,910,713	2.8%	2,407	272,934
Bois	259,022,818	0.9%	2,064	125,470	137,948,514	2.1%	1,926	71,612	121,074,304	0.5%	2,248	53,859
Gaz	400,408,695	1.3%	1,615	247,911	42,406,738	0.6%	969	43,769	358,001,958	1.5%	1,754	204,142
Eau	773,645,273	2.6%	2,359	327,927	70,907,446	1.1%	942	75,269	702,737,827	3.0%	2,781	252,658
Electricité	1,183,226,771	3.9%	5,953	198,766	29,220,918	0.4%	2,899	10,078	1,154,005,853	4.9%	6,116	188,688
Loyer	2,586,567,404	8.5%	17,479	147,981	43,648,227	0.7%	4,627	9,434	2,542,919,177	10.8%	18,354	138,547
Eclairage	499,647,280	1.7%	839	595,202	295,158,011	4.5%	731	403,772	204,489,269	0.9%	1,068	191,431
Hygiène	408,541,570	1.3%	1,327	307,764	108,444,198	1.6%	803	135,000	300,097,372	1.3%	1,737	172,764
Cola	488,807,156	1.6%	1,143	427,816	324,480,960	4.9%	1,144	283,631	164,326,196	0.7%	1,140	144,185
Cigarette	684,208,493	2.3%	3,009	227,354	228,279,118	3.4%	1,773	128,722	455,929,375	1.9%	4,623	98,632
Loisir	245,799,961	0.8%	4,332	56,738	8,900,745	0.1%	2,142	4,155	236,899,216	1.0%	4,505	52,583
Domestique	1,014,814,509	3.4%	10,021	101,272	25,394,820	0.4%	4,914	5,168	989,419,689	4.2%	10,295	96,104
Equipement	460,744,299	1.5%	3,319	138,815	189,282,061	2.9%	2,340	80,873	271,462,238	1.1%	4,685	57,942
Habits	3,610,627,628	11.9%	9,917	364,097	904,612,925	13.7%	4,673	193,562	2,706,014,703	11.4%	15,868	170,535
Cosmétique	689,397,267	2.3%	1,998	345,063	179,003,898	2.7%	1,091	164,045	510,393,369	2.2%	2,820	181,018
Véhicule	1,920,436,851	6.3%	45,367	42,331	242,274,805	3.7%	25,913	9,350	1,678,162,046	7.1%	50,881	32,982
Transferts	2,995,897,096	9.9%	22,216	134,854	492,124,855	7.4%	11,383	43,234	2,503,772,242	10.6%	27,328	91,620
Téléphone	398,346,324	1.3%	8,882	44,850	19,005,091	0.3%	2,796	6,798	379,341,233	1.6%	9,969	38,052
Transport	1,753,190,572	5.8%	4,549	385,362	466,372,665	7.0%	2,664	175,058	1,286,817,907	5.4%	6,119	210,303
Santé	2,873,956,765	9.5%	6,189	464,371	874,750,519	13.2%	3,517	248,739	1,999,206,246	8.5%	9,271	215,632
Cérémonie	2,251,918,621	7.4%	7,428	303,185	743,451,174	11.2%	4,198	177,007	1,508,764,447	6.4%	11,957	126,179
Entretien	1,451,700,119	4.8%	73,319	19,800	130,451,923	2.0%	15,085	8,648	1,321,248,196	5.6%	118,474	11,152
Autres	1,119,319,470	3.7%	10,760	104,025	354,651,679	5.4%	6,346	55,889	764,667,791	3.2%	15,886	48,135
Total	30,272,457,603	100.0%			6,617,533,637	100.0%			23,654,923,968	100.0%		

TABLEAU 31 : DEPENSES MENSUELLES ALIMENTAIRES DES MENAGES SELON LE PRODUIT ET LA ZONE DE RESIDENCE

Produit	>Sénégal<				>Rural<				>Urbain<			
	Dépenses	%	Moyenne	Nombre de ménages	Dépenses	%	Moyenne	Nombre de ménages	Dépenses	%	Moyenne	Nombre de ménages
Mil	1,275,615,724	4.7%	4,408	289,354	720,998,139	6.5%	6,469	111,446	554,617,585	3.4%	3,117	177,908
Riz	5,731,853,640	20.9%	8,627	664,441	2,801,690,707	25.3%	7,644	366,524	2,930,162,933	17.9%	9,835	297,917
Arachide	455,473,149	1.7%	1,409	323,306	187,269,393	1.7%	1,762	106,301	268,203,756	1.6%	1,236	217,005
Huile	2,922,144,355	10.7%	4,379	667,378	1,282,240,425	11.6%	3,416	375,392	1,639,903,930	10.0%	5,616	291,986
Tomate concentr.	945,794,886	3.4%	1,827	517,560	289,762,773	2.6%	1,167	248,255	656,032,113	4.0%	2,436	269,306
Condiments	3,068,386,733	11.2%	4,432	692,260	1,148,765,943	10.4%	2,755	416,981	1,919,620,791	11.7%	6,973	279,933
Poisson	3,113,772,749	11.4%	4,589	678,481	1,030,505,851	9.3%	2,529	407,548	2,083,266,898	12.7%	7,689	270,933
Viande	2,126,197,338	7.8%	5,141	413,596	585,227,466	5.3%	3,067	190,788	1,540,969,871	9.4%	6,916	222,808
Sucre	2,350,506,706	8.6%	3,080	763,143	1,230,795,913	11.1%	2,795	440,332	1,119,710,793	6.8%	3,469	322,811
Café	563,450,286	2.1%	1,388	406,048	243,365,108	2.2%	1,214	200,385	320,085,178	2.0%	1,556	205,663
Pain	2,267,455,951	8.3%	4,334	523,236	608,983,870	5.5%	2,690	226,408	1,658,472,081	10.1%	5,587	296,828
Thé	1,089,341,530	4.0%	2,098	519,314	586,837,472	5.3%	1,914	306,565	502,504,057	3.1%	2,362	212,749
Boisson non alc	175,634,466	0.4%	1,933	90,861	11,711,356	0.1%	1,099	10,659	163,923,110	0.5%	2,044	80,203
Boisson alcool	96,723,541	0.4%	4,052	23,870	16,080,201	0.1%	1,773	9,070	80,643,340	0.5%	5,449	14,801
Produits lait	987,440,833	3.6%	2,397	411,892	278,753,000	2.5%	1,643	169,652	708,687,833	4.3%	2,926	242,240
Fruits	258,398,936	0.9%	2,438	105,989	31,902,128	0.3%	1,382	23,092	226,496,808	1.4%	2,732	82,897
Total	27,428,190,823	100.0%			11,054,889,745	100.0%			16,373,301,077	100.0%		

Dépenses mensuelles alimentaires sans spécification du produit¹⁵

Sénégal	2,455,858,786	27,766	88,449	266,114,005	16,264	16362	2,189,744,781	30,377	72087
---------	---------------	--------	--------	-------------	--------	-------	---------------	--------	-------

Dépenses mensuelles alimentaires (sans spécification du produit) selon la région									
	Dépense		Moyenne	# de ménages					
Sénégal	2,455,858,786		27,766	88,448					
Dakar	1,664,251,096		33,414	49,807					
Ziguinchor	41,522,526		12,981	3,199					
Diourbel	30,190,645		6,455	4,677					
Saint Louis	41,084,246		19,835	2,071					
Tamba	162,993,214		16,108	10,119					
Kaolack	131,009,593		22,774	5,753					
Thiès	261,045,710		45,125	5,785					
Louga	5,979,758		9,801	610					
Fatick	48,225,069		19,686	2,450					
Kolda	69,556,928		17,486	3,978					

¹⁵ Ces ménages n'ont pas pu donner les dépenses alimentaires des 30 derniers jours produit par produit, mais l'ont fait globalement. En attendant de trouver un traitement approprié, nous présentons pour le moment les résultats tels quels.

TABLEAU 32: REVENUS ANNUELS MONETAIRES DES MENAGES SELON LA SOURCE ET LA REGION¹⁶

	Région	Revenus (CFA)	Revenu Moyen/ ménage	Nbre de ménages
Arachide	Total	25,930,000,000	109,646	236,485
	Dakar	43,903,823	121,697	361
	Ziguinchor	753,882,726	53,276	14,150
	Diourbel	2,731,890,475	83,206	32,833
	Saint Louis	128,087,613	123,450	1,038
	Tamba	1,406,741,508	94,055	14,957
	Kaolack	8,559,223,441	170,529	50,192
	Thiès	1,930,761,189	76,290	25,308
	Louga	2,398,607,580	95,181	25,200
	Fatick	4,050,410,230	118,548	34,167
	Kolda	3,926,003,649	102,563	38,279
Coton	Total	3,046,614,442	95,105	32,034
	Tamba	1,252,848,355	109,797	11,411
	Kaolack	241,419,841	56,324	4,286
	Kolda	1,552,346,246	95,017	16,338
Mil	Total	1,428,469,625	33,257	42,952
	Ziguinchor	15,999,379	18,787	852
	Diourbel	286,016,872	22,794	12,548
	Saint Louis	87,578,372	28,920	3,028
	Tamba	117,733,855	46,521	2,531
	Kaolack	344,898,676	47,785	7,218
	Thiès	63,818,985	26,246	2,432
	Louga	95,098,519	40,454	2,351
	Fatick	312,074,602	35,968	8,677
	Kolda	105,250,366	31,728	3,317
Riz	Total	1,913,153,369	204,207	9,369
	Ziguinchor	3,449,873	9,100	379
	Saint Louis	1,750,159,998	251,319	6,964
	Tamba	131,683,934	94,290	1,397
	Kaolack	12,120,695	41,969	289
	Fatick	6,249,519	27,329	229
	Kolda	9,489,350	85,000	112
Maïs	Total	446,947,280	53,186	8,403
	Dakar	1,015,317	25,000	41
	Ziguinchor	8,805,276	21,149	416
	Saint Louis	36,003,668	35,478	1,015
	Tamba	65,992,797	42,754	1,544
	Kaolack	161,082,573	54,274	2,968
	Thiès	63,810,809	148,472	430
	Fatick	74,624,995	111,092	672
	Kolda	35,611,846	27,005	1,319

¹⁶ Les définitions des postes sont contenues dans la Méthodologie de l'Enquête.

	Région	Revenus (CFA)	Revenu Moyen/ ménage	Nombre de ménages
Maraîchage	Total	7,232,450,771	123,101	58,752
	Dakar	2,370,002,016	559,378	4,237
	Ziguinchor	515,448,877	54,328	9,488
	Diourbel	9,680,653	18,993	510
	Saint Louis	1,433,829,630	148,071	9,683
	Tamba	128,920,908	89,423	1,442
	Kaolack	243,180,022	47,007	5,173
	Thiès	1,763,088,389	217,037	8,123
	Louga	46,878,805	64,307	729
	Fatick	162,722,211	43,816	3,714
	Kolda	558,699,259	35,692	15,653
Mangue	Total	546,885,649	27,122	20,164
	Dakar	25,911,674	109,913	236
	Ziguinchor	78,755,306	14,313	5,502
	Saint Louis	7,307,981	75,000	97
	Kaolack	19,287,442	34,437	560
	Thiès	217,779,452	50,276	4,332
	Fatick	25,293,555	51,289	493
	Kolda	172,550,239	19,294	8,943
Orange	Total	207,006,296	25,728	8,046
	Ziguinchor	127,160,055	32,432	3,921
	Kolda	79,846,241	19,357	4,125
Banane	Total	77,163,507	30,072	2,566
	Dakar	279,399	9,600	29
	Ziguinchor	15,404,810	19,286	799
	Tamba	14,655,091	57,359	255
	Louga	517,109	5,000	103
	Kolda	46,307,098	33,577	1,379
Fruits	Total	805,616,025	102,231	7,880
	Dakar	597,040,300	1,215,000	491
	Ziguinchor	72,865,989	30,425	2,395
	Saint Louis	493,154	4,303	115
	Kaolack	52,701,801	49,354	1,068
	Thiès	44,764,366	29,172	1,535
	Louga	31,417,618	57,397	547
	Fatick	3,135,350	17,937	175
	Kolda	3,197,446	2,056	1,555
Cueillette	Total	651,553,330	29,268	22,261
	Dakar	37,553,751	131,067	287
	Ziguinchor	227,077,725	35,390	6,417
	Diourbel	5,963,548	3,977	1,499
	Saint Louis	2,333,862	10,952	213
	Tamba	8,114,505	98,400	82
	Kaolack	63,634,510	15,224	4,180
	Thiès	171,148,364	33,392	5,125
	Louga	31,613,327	26,846	1,178
	Fatick	57,739,657	56,448	1,023
	Kolda	46,374,083	20,544	2,257

	Région	Revenus (CFA)	Revenu Moyen/ ménage	Nbre de ménages
Autres revenus agricoles	Total	2,588,515,487	47,210	54,829
	Dakar	378,691,610	214,430	1,766
	Ziguinchor	247,541,673	59,341	4,171
	Diourbel	362,810,394	20,729	17,502
	Saint Louis	135,710,405	57,190	2,373
	Tamba	116,662,306	28,066	4,157
	Kaolack	343,294,819	161,765	2,122
	Thiès	522,049,887	51,949	10,049
	Louga	143,479,262	33,041	4,343
	Fatick	244,320,254	45,290	5,395
	Kolda	93,954,876	31,835	2,951
Entreprise A	Total	172,150,000,000	366,704	469,451
	Dakar	74,357,000,000	726,584	102,338
	Ziguinchor	6,152,911,557	233,057	26,401
	Diourbel	12,711,000,000	241,898	52,547
	Saint Louis	18,522,000,000	535,681	34,576
	Tamba	6,021,240,560	240,210	25,067
	Kaolack	10,598,000,000	201,449	52,609
	Thiès	20,408,000,000	296,043	68,936
	Louga	10,185,000,000	281,193	36,219
	Fatick	5,094,242,206	164,363	30,994
	Kolda	8,100,347,505	203,709	39,764
Entreprise B	Total	31,285,000,000	180,660	173,173
	Dakar	12,509,000,000	352,868	35,451
	Ziguinchor	1,202,040,390	140,529	8,554
	Diourbel	2,960,002,253	106,864	27,699
	Saint Louis	3,156,028,296	341,410	9,244
	Tamba	711,434,924	96,001	7,411
	Kaolack	1,870,660,755	101,222	18,481
	Thiès	5,051,764,609	178,871	28,243
	Louga	1,964,250,393	135,285	14,519
	Fatick	669,086,404	65,121	10,274
	Kolda	1,190,621,748	89,537	13,297
Entreprise C	Total	7,635,527,254	128,770	59,296
	Dakar	3,418,627,820	307,867	11,104
	Ziguinchor	196,192,710	88,261	2,223
	Diourbel	1,054,852,908	84,796	12,440
	Saint Louis	332,585,999	131,468	2,530
	Tamba	90,874,903	37,940	2,395
	Kaolack	702,199,507	106,823	6,573
	Thiès	998,703,783	105,547	9,462
	Louga	543,553,309	95,882	5,669
	Fatick	128,121,374	41,011	3,124
	Kolda	169,814,942	44,983	3,775
Entreprise D	Total	2,752,955,602	113,819	24,187
	Dakar	992,568,571	256,525	3,869
	Ziguinchor	42,857,467	42,885	999
	Diourbel	515,720,464	78,047	6,608
	Saint Louis	69,223,019	98,041	706
	Tamba	29,007,806	46,895	619
	Kaolack	293,425,528	140,156	2,094
	Thiès	482,645,858	114,351	4,221
	Louga	230,717,985	96,052	2,402
	Fatick	44,339,745	32,190	1,377
	Kolda	52,449,157	40,588	1,292

	Région	Revenus (CFA)	Revenu Moyen/ ménage	Nbre de ménages
Entreprise E	Total	3,378,982,602	170,943	19,767
	Dakar	866,289,830	430,840	2,011
	Ziguinchor	193,551,827	205,419	942
	Diourbel	342,845,051	120,658	2,841
	Saint Louis	218,068,613	303,386	719
	Tamba	389,032,102	100,824	3,859
	Kaolack	127,719,666	67,866	1,882
	Thiès	945,601,985	260,813	3,626
	Louga	151,686,465	108,686	1,396
	Fatick	58,522,528	46,962	1,246
	Kolda	85,664,534	68,770	1,246
Salaire secteur public et parapublic	Total	113,730,000,000	1,584,339	71,787
	Dakar	68,311,000,000	1,782,467	38,324
	Ziguinchor	4,147,400,403	1,297,039	3,198
	Diourbel	1,810,901,334	1,103,750	1,641
	Saint Louis	8,179,685,997	1,497,854	5,461
	Tamba	2,366,886,857	899,871	2,630
	Kaolack	7,805,320,763	1,250,077	6,244
	Thiès	11,880,000,000	1,560,854	7,612
	Louga	3,532,164,695	1,658,264	2,130
	Fatick	1,373,444,972	884,572	1,553
	Kolda	4,326,939,960	1,444,662	2,995
Salaire secteur privé	Total	141,800,000,000	802,870	176,616
	Dakar	102,350,000,000	1,210,443	84,554
	Ziguinchor	3,245,458,631	401,573	8,082
	Diourbel	5,478,073,939	364,250	15,039
	Saint Louis	12,796,000,000	866,544	14,767
	Tamba	2,142,361,148	367,199	5,834
	Kaolack	2,565,013,104	217,045	11,818
	Thiès	8,893,184,326	415,758	21,390
	Louga	2,191,964,951	352,658	6,216
	Fatick	1,347,214,995	222,446	6,056
	Kolda	792,904,229	277,243	2,860
Autres revenus	Total	8,858,417,384	182,888	48,436
	Dakar	3,711,824,223	359,918	10,313
	Ziguinchor	743,170,638	172,585	4,306
	Diourbel	307,180,414	769,263	399
	Saint Louis	424,315,920	100,108	4,239
	Tamba	621,397,470	153,055	4,060
	Kaolack	230,606,565	98,420	2,343
	Thiès	1,771,410,378	238,468	7,428
	Louga	233,577,696	115,226	2,027
	Fatick	282,025,814	80,072	3,522
	Kolda	532,908,266	54,386	9,799
Loyer	Total	14,717,000,000	214,085	68,743
	Dakar	10,051,000,000	419,215	23,977
	Ziguinchor	855,919,809	160,985	5,317
	Diourbel	759,805,446	34,014	22,338
	Saint Louis	721,458,747	417,107	1,730
	Tamba	505,324,028	202,715	2,493
	Kaolack	325,782,188	109,306	2,980
	Thiès	948,186,767	208,322	4,552
	Louga	72,802,704	173,368	420
	Fatick	215,148,384	115,925	1,856
	Kolda	261,016,229	84,709	3,081

	Région	Revenus (CFA)	Revenu Moyen/ ménage	Nbre de ménages
Transferts, mandats dons, cadeaux	Total	70,081,000,000	211,114	331,960
	Dakar	21,000,000,000	319,035	65,825
	Ziguinchor	1,521,896,378	83,811	18,159
	Diourbel	8,790,653,210	178,726	49,185
	Saint Louis	11,613,000,000	323,307	35,920
	Tamba	4,512,542,773	247,253	18,251
	Kaolack	3,175,601,154	138,009	23,010
	Thiès	8,763,162,785	199,581	43,908
	Louga	7,266,854,957	231,155	31,437
	Fatick	2,364,397,133	97,378	24,281
	Kolda	1,072,913,557	48,799	21,986
Allocations, pensions	Total	41,151,000,000	331,435	124,159
	Dakar	21,000,000,000	370,146	56,733
	Ziguinchor	2,554,126,944	314,543	8,120
	Diourbel	955,226,751	209,445	4,561
	Saint Louis	4,890,509,333	341,718	14,312
	Tamba	1,114,663,807	322,639	3,455
	Kaolack	1,512,754,339	204,793	7,387
	Thiès	5,349,710,006	352,212	15,189
	Louga	876,473,414	206,554	4,243
	Fatick	1,367,597,493	205,267	6,663
	Kolda	1,530,042,729	437,515	3,497
Autres sources	Total	8,642,664,730	123,226	70,137
	Dakar	4,136,949,653	219,900	18,813
	Ziguinchor	108,598,651	64,258	1,690
	Diourbel	458,484,118	53,342	8,595
	Saint Louis	317,243,601	171,459	1,850
	Tamba	90,667,887	55,064	1,647
	Kaolack	1,067,349,248	71,281	14,974
	Thiès	696,366,004	84,719	8,220
	Louga	1,318,167,264	146,435	9,002
	Fatick	416,235,603	84,647	4,917
	Kolda	32,602,701	76,005	429

2.3.2 Revenus non-agricoles

Parmi les postes de revenus non agricoles les plus importants, citons les salaires, les transferts, les activités familiales non agricoles, le loyer....

a. Salaires

Le montant annuel des salaires, toutes sources confondues, montent à 256 milliards. Soixante pour cent des revenus salariaux du secteur public ou parapublic et 72 % des montants des salaires privés sont versés à des ménages résidant dans la région de Dakar. Cette dernière compte pour 24 % des ménages.

b. Transferts

Les transferts montent à 70 milliards, dont 30 % sont reçus par les ménages résidant à Dakar, 17 % reviennent aux ménages résidant dans la région de Saint-Louis et 13 % à ceux résidant dans la région de Diourbel, 13 % à ceux résidant dans la région de Thiès et 10 % pour les régions de Louga. L'émigration des ressortissants des ces régions vers d'autres villes ou pays expliquent la part prépondérante des transferts dans les revenus de ces ménages.

c. Les entreprises et activités non agricoles

C'est la seconde source après les salaires, avec 217,2 milliards de francs. Les ménages résidant à Dakar reçoivent 42 % de ces revenus.

d. Loyer

Il rapporte environ 15 milliards aux ménages, dont 10 milliards dans la seule région de Dakar.

2.4. Revenus per capita et ses variations

Le revenu monétaire annuel par ménage est de 789.400 francs pour l'ensemble du Sénégal, de 392.700 francs pour la zone rurale et de 1.328.700 francs pour la zone urbaine. Cet grand écart entre les deux zones de résidence est dû en partie au fait que l'autoconsommation, bien plus importante en milieu rural, n'a pas été évaluée.

Le revenu varie avec les caractéristiques du CM. Comme on s'y attend, il est beaucoup plus élevé à Dakar (1.639.900 francs) que dans toutes les autres régions. Il est plus bas dans les régions de Fatick (312.900), Kolda (365.800) et Ziguinchor (431.800).

Le revenu moyen annuel des ménages dirigés par les hommes est de 819.200 francs. Il est 1.25 fois plus grand que celui des ménages dirigés par les femmes (654.300). En plus de la zone de

résidence et du sexe du CM, le niveau d'instruction constitue un des déterminants les plus importants du revenu: ainsi, alors que le revenu moyen annuel des ménages dirigés par un chef sans instruction est de 565.000 francs, le revenu des ménages dirigés par un chef ayant un niveau d'instruction universitaire s'élève à 3.629.700 francs annuellement.

On notera également, toutes choses égales par ailleurs, que le revenu augmente avec la taille du ménage: il est de 724.000 francs pour les ménages de moins de 5 personnes et de 1.296.600 pour les ménages de 20 personnes ou plus.

Le revenu monétaire moyen annuel par tête d'habitant est de 90.500 francs. Il est de 159.800 francs en milieu urbain et 43.500 francs en milieu rural, soit un peu plus du quart de celui observé en ville. Cette différence n'est pas seulement due au fait que les revenus monétaires sont toujours plus élevés en milieu urbain. Elle est aussi le reflet de la différence de taille entre ménages urbains et ménages ruraux.

CINQUIEME PARTIE

IDENTIFICATION DES GROUPEES SOCIO-ECONOMIQUES

L'analyse ci-dessus est une description des conditions de vie des ménages au Sénégal. Tout aussi important est le classement des ceux-ci selon les groupes socio-économiques en vue d'identifier les groupes cibles. Diverses classifications fondées sur les caractéristiques du CM ont été adoptées ça et là. La spécificité des pays africains est telle que les caractéristiques du CM ne déterminent pas nécessairement le bien-être du ménage du simple fait que ce dernier n'est pas toujours le plus grand pourvoyeur de revenu mais la personne reconnue comme telle par les autres membres. Des tentatives de hiérarchisation des ménages sont explorées dans les lignes qui suivent. Elles examinent d'abord des classifications fondées sur les revenus, ensuite celles fondées sur les dépenses du ménage et enfin celles fondées sur le critère de groupes socio-économiques.

1. Classement des ménages urbains selon le revenu

1.1 Selon le revenu par ménage

Examinons d'abord les ménages urbains pour ainsi ignorer l'effet de l'autoconsommation. Une première tentative consiste à classer ces ménages en fonction de leur quintile de revenus. Pour ce faire, les ménages sont ordonnés en fonction de leur revenu total. Ensuite on constitue un premier groupe de ménages comprenant les 20 % premiers d'entre eux ayant les revenus les plus faibles; c'est le premier quintile. Ce groupe correspond aux ménages ayant un revenu annuel égal au plus à 342.000 francs. Le second quintile est dans la tranche de revenu 342.001 à 655.000 francs, le troisième quintile regroupe les ménages dont le revenu annuel se situe entre 655.001 et 1.080.000 francs; le quatrième va de 1.081.001 à 1.872.000 francs. Le cinquième et dernier quintile comprend les 20% de ménages qui ont les revenus les plus élevés, supérieurs à 1.872.000 francs. Dans chacun des cinq quintiles ont été calculés les pourcentages de ménages possédant certains biens liés au niveau de vie: climatiseur, téléphone, réfrigérateur, véhicule, téléviseur, cuisinière, éclairage à l'électricité et utilisation du gaz comme combustible principal ainsi que le revenu moyen. L'idée qui sous-tend ce classement est que la possession de ces biens, dont l'observation sur les terrain est relativement facile, est fortement corrélée avec le niveau de vie. Si le revenu total par ménage peut servir à la hiérarchisation, on s'attend alors à ce que le pourcentage de ménages possédant ces biens augmente avec le quintile de revenu de ménage.

Tableau 33: Distribution des ménages urbains selon le quintile de revenu de ménage et la présence d'éléments de confort

Quintile de revenu par ménage	Statut d'occupant				Source d'eau potable				Revenu total annuel	
	Propriétaire		Autre		Robinet intérieur		Autre		Nombre de ménages	Moyenne
	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage		
Premier quintile	33105	47.0%	37284	53.0%	10514	14.9%	59875	85.1%	70390	195677
Second quintile	32781	46.8%	37289	53.2%	17388	24.8%	52682	75.2%	70070	492939
Troisième quintile	34614	48.0%	37570	52.0%	22789	31.6%	49395	68.4%	72184	849970
Quatrième quintile	32584	47.7%	35735	52.3%	30718	45.0%	37601	55.0%	68319	1424291
Cinquième quintile	38013	54.3%	31988	45.7%	47142	67.3%	22860	32.7%	70002	3779391

Tableau 34 : Distribution des ménages urbains selon le quintile de revenu de ménage et la présence d'éléments de confort

(Suite)

Quintile de revenu par ménage	Mode d'éclairage				Principal combustible				Revenu total annuel	
	Electricité		Autre		Gaz		Autre		Nombre de ménages	Moyenne
	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage		
Premier quintile	19073	27.1%	51317	72.9%	10120	14.4%	60270	85.6%	70390	195677
Second quintile	28964	41.3%	41106	58.7%	17354	24.8%	52716	75.2%	70070	492939
Troisième quintile	42548	58.9%	29636	41.1%	24237	33.6%	47947	66.4%	72184	849970
Quatrième quintile	51617	75.6%	16702	24.4%	30930	45.3%	37389	54.7%	68319	1424291
Cinquième quintile	62690	89.6%	7312	10.4%	39514	56.4%	30488	43.6%	70002	3779391

Tableau 34: Distribution des ménages urbains selon le quintile de revenu de ménage et la présence d'éléments de confort

(Suite)

Quintile de revenu par ménage	Véhicule				Télévision				Revenu total annuel	
	Possède		Non		Possède		Non		Nombre de ménages	Moyenne
	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage		
Premier quintile	899	1.3%	69491	98.7%	5317	7.6%	65073	92.4%	70390	195677
Second quintile	533	.8%	69537	99.2%	9118	13.0%	60952	87.0%	70070	492939
Troisième quintile	1973	2.7%	70211	97.3%	19651	27.2%	52534	72.8%	72184	849970
Quatrième quintile	3977	5.8%	64341	94.2%	33607	49.2%	34711	50.8%	68319	1424291
Cinquième quintile	20733	29.6%	49269	70.4%	51537	73.6%	18465	26.4%	70002	3779391

Tableau 34: Distribution des ménages urbains selon le quintile de revenu de ménage et la présence d'éléments de confort

(Suite)

Quintile de revenu par ménage	Réfrigérateur				Cuisinière				Téléphone			
	Possède		Non		Possède		Non		Possède		Non	
	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage
Premier quintile	2364	3.4%	68026	96.6%	930	1.3%	69460	98.7%	398	.6%	69991	99.4%
Second quintile	4307	6.1%	65763	93.9%	977	1.4%	69093	98.6%	653	.9%	69616	99.1%
Troisième quintile	9397	13.0%	62787	87.0%	1299	1.8%	70885	98.2%	1544	2.1%	70640	97.9%
Quatrième quintile	20160	29.5%	48159	70.5%	3836	5.6%	64482	94.4%	3268	4.8%	65051	95.2%
Cinquième quintile	42832	61.2%	27170	38.8%	16659	23.8%	53343	76.2%	17033	24.3%	52968	75.7%

Les résultats sont présentés dans le tableau 33. Ce tableau indique le pourcentage des ménages qui disposent des biens de luxe, le pourcentage de ménages qui n'en disposent pas ainsi que le revenu moyen de ménage pour chacun des cinq quintiles.

Tout d'abord, le statut d'occupant ne présente pas de variation notable selon le quintile. C'est à peine si on compte plus de propriétaires parmi le cinquième quintile (54 %) que parmi les autres (environ 47 %). Ce résultat était attendu du fait qu'il s'agit du statut d'occupant du logement où l'enquête a été recensée, ce qui n'exclut pas la possession d'une maison ailleurs.

Le pourcentage des ménages qui disposent d'un robinet intérieur à leur usage exclusif augmente avec le quintile: 15 % de ménages dans le premier quintile en sont pourvus contre 67 % dans le 5^{ème} et dernier quintile. La progression de ce pourcentage d'un quintile à l'autre est toujours croissante et s'accélère entre le 4^{ème} quintile (45 %) et le dernier quintile (67 %).

Plus grand est le quintile, plus grand est le pourcentage de ménages utilisant l'électricité comme mode d'éclairage et le gaz comme principal combustible de cuisine. Ainsi, ce sont 27 % des ménages urbains dans le 1^{er} quintile et 90 % des ménages dans le dernier quintile qui s'éclairent à l'électricité. Pour le gaz on passe de 14 % des ménages qui l'utilisent dans le premier quintile à 56 % dans le dernier.

On retrouve plus fréquemment les biens de luxe dans les ménages appartenant aux quintiles supérieurs. Il s'agit de la voiture privée (30 %), du téléviseur (74 %), du réfrigérateur ou congélateur (61 %), de la cuisinière (76 %), du climatiseur (10 %) et du téléphone (24 %). D'une manière générale, le dernier quintile se détache nettement des quatre autres, avec plus de ménages de ce groupe qui disposent de ces biens.

En rapportant le pourcentage de ménages du dernier quintile possédant un bien déterminé à celui des ménages du premier quintile possédant le même bien, on mesure ainsi la capacité de ce bien à discriminer les ménages. Un bien est d'autant plus discriminant que ce rapport est élevé. On notera que le fait d'être propriétaire n'est pas discriminant du tout, le ratio entre le dernier et le premier quintile étant seulement de 1,15 (54,3/47,0). Le téléphone est le bien le plus discriminant, le ratio entre le pourcentage des ménages du dernier quintile et celui des ménages du premier quintile qui le possèdent étant de 40,5 (24,3/0,6).

Même si la présence des biens de luxe est plus élevée dans le dernier quintile, on note pourtant qu'une fraction non négligeable des ménages de ce quintile supérieur ne dispose pas des éléments de confort. La raison est que le revenu par ménage augmente avec la taille du ménage, ce qui place majoritairement des ménages de grande taille dans les quintiles supérieurs alors qu'en réalité ces derniers ne jouissent pas d'assez de confort.

Le classement des ménages selon le revenu par tête d'habitant permet de corriger cet effet lié à la taille du ménage.

1.2 Selon le revenu par tête d'habitant

Nous procédons de la même manière que pour le revenu par ménage, à la seule différence que les quintiles de revenu par personne sont définis par rapport au revenu moyen du ménage par membre. Ce revenu est obtenu en divisant le revenu total du ménage par la taille de celui-ci¹⁷. Les ménages sont ensuite ordonnés de manière croissante selon le revenu de ménage par personne. Les premiers 20 % des ménages qui ont le revenu par personne le plus bas forment le premier quintile. Les derniers 20 % de ménages qui ont le revenu par personne le plus élevé forment le cinquième et dernier quintile. Les revenus moyens de ménage par personne sont respectivement de 31.189 F, 70.899F, 117.072F, 207.099F et 836.3842F dans les premier, second, troisième quatrième et cinquième quintiles. Les résultats sont présentés dans le tableau 24.

Tableau 35: Distribution des ménages urbains selon le quintile de revenu de ménage par personne et la présence d'éléments de confort

Quintile de revenu par personne	Statut d'occupant				Source d'eau potable				Revenu moyen annuel/personne	
	Propriétaire		Autre		Robinet intérieur		Autre		Nombre de ménages	Moyenne
	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage		
Premier quintile	43285	61.4%	27160	38.6%	16229	23.0%	54217	77.0%	70446	31189
Second quintile	40700	58.2%	29272	41.8%	20563	29.4%	49409	70.6%	69973	70899
Troisième quintile	37613	53.6%	32567	46.4%	27704	39.5%	42476	60.5%	70180	117072
Quatrième quintile	28299	40.3%	41892	59.7%	27885	39.7%	42307	60.3%	70192	207099
Cinquième quintile	21200	30.2%	48974	69.8%	36169	51.5%	34005	48.5%	70174	863842

Tableau 35: Distribution des ménages urbains selon le quintile de revenu de ménage par personne et la présence d'éléments de confort
(Suite)

Quintile de revenu par personne	Mode d'éclairage				Principal combustible				Revenu moyen annuel/personne	
	Electricité		Autre		Gaz		Autre		Nombre de ménages	Moyenne
	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage		
Premier quintile	21629	30.7%	48816	69.3%	8211	11.7%	62234	88.3%	70446	31189
Second quintile	31522	45.0%	38451	55.0%	14249	20.4%	55724	79.6%	69973	70899
Troisième quintile	39670	56.5%	30510	43.5%	22779	32.5%	47401	67.5%	70180	117072
Quatrième quintile	51380	73.2%	18811	26.8%	30863	44.0%	39329	56.0%	70192	207099
Cinquième quintile	60691	86.5%	9483	13.5%	46053	65.6%	24121	34.4%	70174	863842

¹⁷ A ne pas confondre avec le revenu par personne qui serait le rapport du revenu total à la population totale.

Tableau 35: Distribution des ménages urbains selon le quintile de revenu de ménage par personne et la présence d'éléments de confort
(Suite)

Quintile de revenu par personne	Véhicule				Télévision				Revenu moyen annuel/personne	
	Possède		Non		Possède		Non		Nombre de ménages	Moyenne
	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage		
Premier quintile	988	1.4%	69457	98.6%	10096	14.3%	60349	85.7%	70446	31189
Second quintile	1828	2.6%	68145	97.4%	17515	25.0%	52458	75.0%	69973	70899
Troisième quintile	2984	4.3%	67196	95.7%	23188	33.0%	46992	67.0%	70180	117072
Quatrième quintile	5543	7.9%	64648	92.1%	29930	42.6%	40262	57.4%	70192	207099
Cinquième quintile	16772	23.9%	53402	76.1%	38501	54.9%	31673	45.1%	70174	863842

Tableau 35: Distribution des ménages urbains selon le quintile de revenu de ménage par personne et la présence d'éléments de confort
(Suite)

Quintile de revenu par personne	Réfrigérateur				Cuisinière				Téléphone			
	Possède		Non		Possède		Non		Possède		Non	
	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage	Nombre de ménages	Pourcentage
Premier quintile	4223	6.0%	66222	94.0%	929	1.3%	69516	98.7%	957	1.4%	69489	98.6%
Second quintile	7211	10.3%	62762	89.7%	545	.8%	69428	99.2%	1340	1.9%	68633	98.1%
Troisième quintile	12156	17.3%	58023	82.7%	1521	2.2%	68659	97.8%	2233	3.2%	67947	96.8%
Quatrième quintile	21871	31.2%	48321	68.8%	4472	6.4%	65719	93.6%	4827	6.9%	65364	93.1%
Cinquième quintile	33598	47.9%	36576	52.1%	16235	23.1%	53939	76.9%	13540	19.3%	56634	80.7%

Si on met de côté le statut d'occupant dont on note une faible relation avec le niveau de vie, on observe tout d'abord une présence des biens de confort plus élevée dans les quintiles inférieurs de ce classement que dans celui basé sur le revenu par ménage. Par exemple, 23 % des ménages sont équipés d'un robinet intérieur dans le premier quintile de revenu par personne, alors que seulement 15 % le sont dans le même quintile de revenu par ménage. De la même manière, 14 % des ménages du premier quintile selon le revenu par personne sont équipés de téléviseurs contre seulement 8 % des ménages du même quintile dans le premier classement.

A l'inverse, la présence des éléments de confort est plus réduite dans les quintiles supérieurs de ce classement que dans les mêmes quintiles du classement précédent. Ainsi, 19 % des ménages du dernier quintile ont un téléphone si on considère le second classement, contre 24 % si on considère le premier. Comment alors expliquer ces variations?

On notera tout d'abord que les ménages composés d'un seul individu et ceux de taille plus petite sont avantagés par le classement selon le quintile de revenu par personne. Ces ménages se déplacent en majorité vers des quintiles supérieurs. Toutefois, ils ne sont pas pour autant équipés de biens de confort. C'est ce qui explique la faible présence de ces biens dans le second classement parmi les ménages de quintile supérieur. Les ménages les plus grands de taille baissent de quintile parce que le revenu n'augmente pas linéairement avec la taille du ménage. Néanmoins, ces ménages jouissent en majorité des biens de confort. Ainsi, bien que tels ménages se déplacent vers les quintiles inférieurs dans ce classement, on note une présence plus forte de biens de confort parmi eux. Ces résultats sont illustrés dans les tableaux 36 et 37. Le premier tableau indique que la taille moyenne de ménage augmente avec quand monte le quintile de revenu par ménage; le second indique que la taille de ménage est plus petite dans les quintiles de revenu moyen par individu les plus élevés.

Tableau 36: Distribution des ménages urbains selon le quintile de revenu, le revenu moyen et la taille moyenne par ménage

Quintile- de revenu	Revenu total annuel		Taille moyenne du ménage	
	Nombre de ménages	Moyenne	Nombre de ménages	Moyenne
Premier quintile	70390	195677	70390	5.8
Second quintile	70070	492939	70070	7.1
Troisième quintile	72184	849970	72184	8.3
Quatrième quintile	68319	1424291	68319	9.6
Cinquième quintile	70002	3779391	70002	11.0

Tableau 37: Distribution des ménages urbains selon le quintile de revenu, le revenu moyen par individu et la taille moyenne par ménage

Quintile-de revenu	Revenu moyen annuel/personne		Taille moyenne du ménage	
	Nombre de ménages	Moyenne	Nombre de ménages	Moyenne
Premier quintile	70446	31189	70446	10.1
Second quintile	72507	71611	72507	10.0
Troisième quintile	67645	118039	67645	9.5
Quatrième quintile	70128	207025	70128	7.5
Cinquième quintile	70237	863324	70237	4.6

Comme conséquence, lorsque l'on passe du premier classement au second, le rapport du pourcentage des ménages disposant du dernier quintile à celui des ménages qui en disposent dans le premier quintile diminue. Il est de 13.8 (19.3/1.4) pour le téléphone lorsqu'on considère le second classement. Ainsi le classement des ménages selon le revenu de ménage par personne est moins discriminant que le classement selon le revenu par ménage.

Il apparaît donc que le classement des ménages urbains selon le revenu total de ménage convient mieux que celui fondé sur les revenus de ménage par personne en ce sens qu'il est plus discriminant eu égard aux biens de confort. Si l'on accepte que ces biens sont des mesures objectives du niveau de vie, alors il apparaît, en première conclusion, que la classification des ménages urbains selon le quintile de revenu total est suffisamment discriminant pour être retenu comme base de hiérarchisation des ménages selon le niveau de vie. En fait, on s'attendait à ce que la jouissance des biens de luxe augmente avec le quintile de revenus, ce qui a été confirmé par les données.

Mais la hiérarchisation ci-dessus suppose des données sur le revenu de bonne qualité. Or l'une des faiblesses de la méthodologie de cette enquête est que seuls les revenus monétaires, à l'exclusion de l'auto-fourriture et de l'autoconsommation, ont été collectés. En nous en tenant à la zone urbaine où l'autoconsommation est faible, le recours au revenu comme critère de classement des ménages est acceptable. On pourrait toutefois tester avec plus de détail les associations suivantes entre le niveau de vie et certaines caractéristiques des ménages:

1. Dans quelle mesure les femmes, les enfants et les personnes âgées sont ils plus représentés dans les groupes socio-économiques les plus défavorisés? On pourrait, pour tester cette hypothèse, examiner les % de femmes, d'enfants et de personnes âgées dans chaque quintile. Si elle est vraie, alors ces % seraient plus élevés dans les quintiles de revenus les plus bas.

2. les variations de taux de dépendance économique (rapport de l'effectif des enfants de moins de 15 ans et des vieillards de 65 ans et plus à celui des personnes âgées de 15 à 64 ans) et le niveau de vie: on avance souvent que les enfants et les vieilles personnes sont sureprésentés parmi les ménages les plus pauvres.

3. La prévalence de la malnutrition des enfants selon les quintiles de revenu. La malnutrition est liée, entre autres, au rang de naissance (facteur biologique) et au nombre d'enfants à bas âge dans le ménage (facteur socio-économique. Le premier facteur capture les effets biologiques notamment ceux de l'intervalle intergénérationnel; le second facteur est, en partie, le reflet d'une contamination plus facile des maladies infantiles parmi les ménages ayant plus d'enfants à bas.

4. Les différences de niveau de scolarisation selon les quintiles de revenus; toute chose égale par ailleurs, on s'attend à une scolarisation plus faible parmi les groupes socio-économiques appartenant aux quintiles les plus bas. Il ne s'agit là que d'hypothèses qui pourraient être testées à l'occasion des analyses approfondies.

Par ailleurs, nombre d'études ont conclu à la supériorité de la dépense sur le revenu critère de classement des ménages selon le niveau de vie. Elles avancent les arguments suivants. D'abord les déclarations de dépenses sont plus fiables que celles des revenus. Ensuite les dépenses donnent une bonne estimation des revenus lorsque l'épargne est faible, ce qui est le cas de la plupart des ménages au Sénégal. Enfin, les variations annuelles des dépenses sont plus faibles que celles des revenus, ce qui est important dans le cas d'une enquête transversale comme l'ESP. Ces questions seront examinées en détail dans les analyses thématiques.

1.3. Taille des ménages, niveau de vie et pauvreté en zone urbaine

Le classement des ménages selon le niveau de vie suscite de plus en plus d'intérêt dans la programmes de réduction de la pauvreté. Traditionnellement, on utilise le revenu ou la dépense pour mesurer ce niveau de vie. Dans la mesure où il ne détermine pas nécessairement la consommation, le revenu présente un inconvénient majeur pour cette mesure. De plus, il est moins bien saisi que les dépenses, comme cela a été mis en évidence par nombre d'enquêtes. On préfère utiliser la dépense pour mesurer le niveau de vie. Mais le classement des ménages selon la dépense totale, sans tenir compte de la taille du ménage, est souvent critiquée, surtout dans les pays où la taille de ménage est grande. Pour contourner la faiblesse analytique de cette classification, on utilise des déflateurs de la dépense totale. Le déflateur permet de convertir les individus en consommateurs et de la sorte élimine l'effet lié à la taille de la famille dans le classement des ménages. Les déflateurs utilisés dans cette

étude figure en page 27 . On notera qu'avec ces rations, la taille moyenne du ménage, qui est de 8.7 personnes, équivaut à 6.6 équivalents-adultes¹⁸. La faiblesse d'un tel classement est que les ratios de conversion des individus en consommateurs sont souvent arbitraires et ignorent les économies d'échelle qui peuvent être effectuées avec les ménages de grande taille.

Les travaux empiriques montrent que des différences notoires existent entre les différents classements: classement selon le revenu, classements selon la dépense totale du ménage, la dépense par individu ou la dépense par unité de consommateur. Il y a donc un arbitraire inhérent à l'utilisation des revenus comme des dépenses dans la classification des ménages selon le niveau de vie.

1. Une fois la mesure de niveau de vie opérationnalisée, on peut tenter de définir la pauvreté. Celle-ci est l'incapacité par un ménage ou un individu d'atteindre un niveau de vie considéré minimal. On considère que le niveau minimal correspond à au coût d'un ensemble de biens et de services mais non pas seulement à celui de la consommation alimentaire. Tout ménage dont la dépense moyenne est inférieure à un seuil déterminé est classé comme pauvre. A leur tour, tous les membres d'un ménage pauvre sont aussi considérés comme pauvres. La pauvreté ainsi définie est dite absolue. On conçoit aisément que ce seuil varie d'une culture à l'autre et d'une période à l'autre.

2. On peut aussi classer les ménages par ordre croissant de dépenses et fixer arbitrairement la proportion d'entre eux qui vont être considérés comme pauvres. Par exemple, on peut convenir que les 20 % premiers ménages dont la dépense par individu est la plus faible sont pauvres. Parmi ces pauvres, on peut encore définir ceux qui sont extrêmement pauvres, disons, par exemple, les 10% des ménages qui ont les revenus les plus bas. La pauvreté relative ainsi définie ne peut pas être éradiquée. Par ailleurs, si elle identifie les pauvres, cette approche n'indique pas jusqu'à quel point le degré de dénuement les frappe.

3. La 3ème approche consiste à calculer la dépense moyenne per capita et à fixer une fraction de cette moyenne de telle sorte que tout ménage dont la dépense se trouve en dessous de cette fraction est considérée comme pauvre. Par exemple, tout ménage qui dépense en moyenne un montant inférieur aux 2/3 de cette dépense moyenne totale est considéré pauvre. Cette

¹⁸ Cette conversion suppose égalité dans la consommation au sein d'un même ménage. Pourtant nombre d'études ont mis en évidence des différences d'accès aux ressources, de consommation et de jouissance des biens entre les membres d'un même ménage, les enfants et les femmes étant les plus lésés au profit des CM, des personnes les plus âgées et des hommes. On peut hypothétiser que ces inégalités seront d'autant plus accentuées que le ménage est étendu.

définition de la pauvreté est tout aussi relative et arbitraire que la seconde. Mais à la différence de la dernière, elle implique que le seuil de pauvreté peut changer puisque la moyenne et la taille peuvent changer à leur tour. Il s'en suit que la pauvreté peut être éradiquée.

Le choix de la définition de la pauvreté dépend en partie de la disponibilité et de la qualité des données. L'ESP se propose d'analyser la pauvreté urbaine durant la phase d'analyses approfondies. Une telle analyse doit exclure la zone rurale en raison de l'importance de l'autoconsommation qui la caractérise. Elle repose sur l'hypothèse que la dépense mensuelle reflète la dépense annuelle, à l'échelle près.

SIXIEME PARTIE

EVOLUTION DES CONDITIONS DE VIE AU COURS DES DEUX DERNIERES ANNEES

Comme il a été mentionné précédemment, l'ESP, en réalité, ne permet pas d'étudier les effets du programme d'ajustement structurel. Cependant, la tentative a été faite de saisir l'évolution des conditions de vie à travers une période récente, c'est-à-dire les deux dernières années par le biais de questions rétrospectives. Ainsi est-il demandé aux ménages le sens dans lequel des éléments qui mesurent leur niveau de vie ont évolué au cours des 12 ou 24 derniers mois. Le tableau 38 présente les perceptions des variations des dépenses sur un certain nombre de produits ou services.

Tableau 38: Nombre de ménages selon les variations des dépenses au cours des 24 derniers mois

Variables	Augmenté	Inchangé	Diminué	Non concer	Total Autres de ménage	Total valide	Augmentation	Inchangé	Diminution	
Frais de scolarité	206474	66498	32739	5499	526198	837408	305711	67.5%	21.8%	10.7%
Livres et fournitures	109864	84026	14561	3937	625021	837409	208451	52.7%	40.3%	7.0%
Dépenses diverses scolaires	85224	76134	15611	2869	657571	837409	176969	48.2%	43.0%	8.8%
Transport scolaire	18227	18208	2067	334	798572	837408	38502	47.3%	47.3%	5.4%
Dépenses santé	228271	291697	304766	10184	2490	837408	824734	27.7%	35.4%	37.0%
Dépenses de riz	190470	427142	171891	8026	39879	837408	789503	24.1%	54.1%	21.8%
Dépenses en poisson	185269	415198	176349	8001	52591	837408	776816	23.8%	53.4%	22.7%
Dépenses savon	188843	490294	145639	10647	1985	837408	824776	22.9%	59.4%	17.7%
Dépenses en condiment	177297	435974	161082	8442	54613	837408	774353	22.9%	56.3%	20.8%
Dépenses en sucre	170828	485688	147261	8866	24765	837408	803777	21.3%	60.4%	18.3%
Dépenses d'habillement	175046	328609	321724	10477	1552	837408	825379	21.2%	39.8%	39.0%
Dépenses en huile	163699	440572	181002	8124	44011	837408	785273	20.8%	56.1%	23.0%
Dépenses transport	138368	460849	220553	15716	1922	837408	819770	16.9%	56.2%	26.9%
Dépenses cérémonie	136429	378119	308114	11697	3049	837408	822662	16.6%	46.0%	37.5%
Dépenses en viande	123725	378598	275938	8306	50843	837410	778261	15.9%	48.6%	35.5%
Dépenses en eau	121087	627709	52576	34297	1740	837409	801372	15.1%	78.3%	6.6%
Dép. totales alimentaires	22463	115158	16942	6768	676078	837409	154563	14.5%	74.5%	11.0%
Dép. Produits laitiers	86499	561907	145	15640	27742	691933	648551	13.3%	86.6%	0.0%
Dépenses en mil	104170	427420	251000	9168	45651	837409	782590	13.3%	54.6%	32.1%
Dépenses en tomate concentrée	101259	484303	192079	9343	50424	837408	777641	13.0%	62.3%	24.7%
Dépenses pain	102019	552871	143749	14093	24676	837408	798639	12.8%	69.2%	18.0%
Dépenses thé	98055	544308	153816	14854	26376	837409	796179	12.3%	68.4%	19.3%
Dépenses électricité	96263	658082	47738	33546	1779	837408	802083	12.0%	82.0%	6.0%
Dépenses d'éclairage	95178	622762	103260	13828	2379	837407	821200	11.6%	75.8%	12.6%
Dépenses cosmétiques	87881	489195	239570	18244	2519	837409	816646	10.8%	59.9%	29.3%
Dépenses cola	81220	634956	105361	13256	2614	837407	821537	9.9%	77.3%	12.8%
Dépenses produits arachidières	74523	473198	227073	12213	50402	837409	774794	9.6%	61.1%	29.3%
Dépenses en café	66389	626287	98275	18763	27693	837407	790951	8.4%	79.2%	12.4%
Dépenses petit équipement	67026	493256	262266	12648	2212	837408	822548	8.1%	60.0%	31.9%
Dép. charbon de bois	60528	681322	62050	31339	2169	837408	803900	7.5%	84.8%	7.7%
Dépenses d'hygiène	60150	591164	161012	23462	1621	837409	812326	7.4%	72.8%	19.8%
Dépenses de transfert	45032	656721	108498	24399	2758	837408	810251	5.6%	81.1%	13.4%
Autres dépenses	42951	529694	238276	17799	8687	837407	810921	5.3%	65.3%	29.4%
Dépenses de gaz	40630	727769	34499	32905	1604	837407	802898	5.1%	90.6%	4.3%
Dépenses cigarette	38264	707872	66139	22875	2257	837407	812275	4.7%	87.1%	8.1%
Dépenses de fruits	27592	602947	157860	18391	30618	837408	788399	3.5%	76.5%	20.0%
Dépenses en bois	26508	746943	28765	31222	3970	837408	802216	3.3%	93.1%	3.6%
Dép. Boissons non alc.	24695	611970	149997	23205	27540	837407	786662	3.1%	77.8%	19.1%
Dépenses téléphone	19237	741719	41268	32183	3000	837407	802224	2.4%	92.5%	5.1%
Dépenses loyer	18760	774561	8837	33272	1978	837408	802158	2.3%	96.6%	1.1%
Dépenses frais domestique	18058	757198	27223	32826	2104	837409	802479	2.3%	94.4%	3.4%
Dépenses véhicules	16671	757752	28094	32222	2669	837408	802517	2.1%	94.4%	3.5%
Dépenses loisir	13577	726287	63593	31873	2078	837408	803457	1.7%	90.4%	7.9%
Autres dépenses d'invest.	9986	695000	97315	32109	2997	837407	802301	1.2%	86.6%	12.1%
Dép. Boissons alcool.	4390	740539	34150	30264	28066	837409	779079	0.6%	95.1%	4.4%

a) Les dépenses liées à l'éducation

Ces dépenses se rapportent à l'année, contrairement à toutes les autres qui se rapportent au dernier mois ayant précédé le passage de l'enquêteur. Parmi les ménages qui ont effectué les dépenses de frais de scolarité au cours des années scolaires 1989/90 et 1990/91, 67% d'entre eux ont déclaré que ces dépenses ont augmenté, 22.8 % estiment que ces dépenses n'ont pas changé et 10 % estiment qu'elles ont diminué au cours de la période concernée. Si on considère les autres dépenses scolaires (transport, frais de livres), on constate la même tendance, c'est-à-dire la majorité des ménages indiquent que ces dépenses ont augmenté au cours des deux dernières années. D'une manière générale, les variations sont d'autant plus importantes que la période considérée est longue.

L'ESP ne s'est pas appesantie sur les raisons de ces variations. On peut néanmoins en citer deux principales: la variation réelle des dépenses des ménages suite au désengagement progressif de l'Etat du système éducatif, et l'augmentation ou la diminution du nombre d'élèves dans le ménage. Malheureusement, la méthodologie de l'enquête ne permet pas de contrôler ces deux variables au niveau du ménage.

b) Dépenses non scolaires

Considérons maintenant les dépenses mensuelles. Les variations de ces dépenses sont contrastées. La tendance constante étant plutôt le fait d'un nombre réduit de ménages. Entrent dans le premier groupe tous les produits pour lesquels au moins 10% ménages ont enregistré une augmentation. Il s'agit du mil, du riz, de l'huile, de la tomate, des condiments, du poisson, de la viande, du sucre, du pain, du thé et du lait. Entrent dans la deuxième catégorie la plupart des produits de nécessité conventionnelle tels que le café, le thé et les produits de consommation moins courante comme les produits arachidières, les boissons alcoolisées ou non, les fruits. Tout se passe alors comme si les ménages diminuent la consommation de ces derniers produits cités face aux contraintes de satisfaire les besoins pour les produits vitaux.

On pourrait envisager d'analyser les variations des dépenses en fonction des caractéristiques socio-économiques des ménages pour tester l'hypothèse selon laquelle les variations les plus notables sont enregistrées parmi les ménages les plus pauvres et concernent les produits les plus vitaux. Ces questions seront examinées dans les analyses approfondies.

Même s'il existe une relative rapidité des changements des conditions de vie sous période d'ajustement, la période des 12 derniers mois n'est pas suffisamment longue pour capturer des variations importantes. Par ailleurs, les réponses peuvent paraître plus subjectives qu'objectives du fait qu'il peut être très difficile pour les ménages d'appréhender les variations de leurs conditions de vie sur une période aussi courte. Dans ce contexte, on n'est pas sûr de l'interprétation qu'il faut donner à ces réponses. Il reste que les questions sur les variations des dépenses et, d'une manière générale, des conditions de vie au cours des 12 ou 24 derniers mois constituent la seule indication sur l'évolution des conditions de vie dans ces enquêtes DSA. C'est à travers une série d'analyses transversales qu'on pourrait mieux appréhender ces variations de conditions de vie. Ceci suggérerait une reprise de l'ESP en des intervalles rapprochés, tous les deux ans par exemple.

CONCLUSION

Au terme de cette analyse préliminaire, les idées saillantes suivantes peuvent être dégagées.

1. Eu égard à son premier objectif, L'ESP a permis d'élaborer une variété d'indicateurs sur les conditions de vie des populations. Nombre d'entre eux ont été analysés dans ce rapport préliminaire. Une liste en est donnée dans l'annexe II. Il est intéressant de noter la grande variation de ces derniers en fonction des caractéristiques socio-économiques des populations. Ceci constitue une première indication empirique de l'existence et de la diversité des catégories socio-économiques. Parmi les facteurs de variation, on note les variables géographiques (région et nature du lieu de résidence), les caractéristiques socio-démographiques (taille et composition du ménage, sexe, âge et situation matrimoniale de CM et des membres de ménages) et les caractéristiques socio-économiques (niveau d'instruction, état de santé, accès aux services de base, situation dans l'emploi, profession exercée, revenu, dépenses...). Pour certains de ces facteurs, les variations sont si grandes que les moyennes nationales ont très peu de sens. L'analyse a, sans entrer dans les détails, suggéré des explications mais surtout émis des hypothèses qui mériteraient d'être testées dans les études thématiques.

2. La réalisation du second objectif, l'identification des groupes cibles, suppose avant tout une approche qui puisse permettre d'identifier les groupes socio-économiques et analyser l'ampleur des inégalités et des différences entre eux. Un travail analytique et méthodologique a été ébauché dans ce rapport et sera poursuivi dans les détails avec les analyses thématiques approfondies.

3. Il est encore prématuré de parler du troisième objectif, c'est-à-dire les implications programmatiques des conclusions de cette recherche, avant les analyses appropriées. Néanmoins, on peut déjà dégager certaines grandes idées.

a. Les variations les plus notables parmi les indicateurs de niveau de vie relatifs à l'éducation, la santé, l'état nutritionnel, les dépenses, les revenus, et la présence d'éléments de confort existent entre la zone urbaine et la zone rurale, avec bien sûr l'avantage à la zone urbaine. C'est moins l'existence que l'ampleur de ces différences qui choque.

b. La région constitue aussi un autre facteur de différenciation de niveau de vie. Dakar, sur presque toutes les dimensions du niveau de vie, se détache nettement des autres régions. Les régions de Thiès et Saint-Louis occupent la seconde position. A l'inverse, celles de Tambacounda, de Kolda et de Fatick sont celles où ce niveau est le plus bas. Mais cette conclusion doit être nuancée. Du fait du caractère pluridimensionnel du niveau de vie, certaines régions accusent un retard sur des aspects tout en étant bien placées si l'on considère d'autres aspects.

Il en est ainsi de la région de Saint-Louis où on note un niveau de dépenses et de revenu relativement élevé alors que la présence de biens de confort n'y est pas pour autant aussi marquée. Il en est de même de la région de Ziguinchor où les niveaux de scolarisation et d'alphabétisation semblent être en discordance avec le faible niveau des dépenses, des revenus et des équipements de ménage.

c. La zone de résidence (milieu urbain ou rural) constitue aussi un facteur de différenciation notable des conditions de vie; les dépenses et les revenus sont toujours nettement plus élevés en ville qu'en campagne. L'accès au services de base, la présence des bien des comforts sont beaucoup plus fréquents en milieu urbain.

d. Les facteurs démographiques, notamment la taille du ménage, constituent un déterminant important du niveau de vie. Les résultats notent que le niveau de vie, lorsqu'il est mesuré par des indicateurs per capita, est nettement plus élevé parmi les ménages de taille plus petite, même si le revenu du ménage augmente avec la taille de ce dernier. Cette relation entre taille du ménage et bien-être reste encore très peu analysée au Sénégal.

e. Le niveau d'éducation est parmi les facteurs qui déterminent le plus le niveau de vie.

4. La comparaison de ces données avec d'autres sources indique que celles de l'ESP sont tout aussi de bonne qualité que celles que l'on trouve ailleurs dans le même domaine. Ceci ne doit pas néanmoins nous faire oublier certaines limites inhérentes à la méthodologie même de l'ESP en regard de ses objectifs. Tout d'abord, une enquête à passage unique comme celle-ci n'est pas suffisamment spécialisée pour permettre une saisie correcte des revenus, surtout lorsque la période de référence est longue (en l'occurrence un an). Qui plus est, l'exclusion de l'auto-production et de l'auto-consommation des revenus et des dépenses dans un contexte où nombre de familles n'ont pas suffisamment de revenus en espèces pour accéder au modèle d'origine urbaine de consommation, peut poser des difficultés d'ordre analytique. Enfin, il convient de mentionner que la méthodologie de l'ESP ne permet pas de faire la différence entre les effets sociaux des politiques d'ajustement structurel et ceux de la pauvreté chronique sur les conditions de vie des ménages et des individus. Cependant, si une telle enquête est répétée à intervalles réguliers, elle devient un outil de suivi des conditions de vie des ménages et d'évaluation des effets et des performances des politiques de d'ajustement, de développement.

5. Certains phénomènes analysés dans ce rapport sont caractérisés par une forte saisonnalité: état de santé, mesures anthropométriques, revenus et dépenses des ménages, etc... En tout état de cause, la période d'enquête (Novembre à Janvier) correspond plutôt à celle des disponibilités alimentaires et monétaires. A cet égard, il est probable que l'ESP ait surestimé

le niveau de vie de la population. Une enquête centrée pendant la période de soudure et de faibles ressources monétaires c'est-à-dire de Juin à Septembre pourrait donner une autre image des conditions de vie au Sénégal. Cet aspect saisonnier est une autre dimension des conditions sociales qui échappe à une investigation de cette nature. La méthodologie de cette enquête devrait pourtant essayer à l'avenir de l'intégrer.

ANNEXE I

LISTE DES THEMES D'ANALYSE APPROFONDIE

1. La structure et la taille des ménages
2. Le profil de pauvreté au Sénégal: approche méthodologique, déterminants et implications programmatiques
3. Etat nutritionnel des enfants âgés de 6 à 59 mois.
4. Les ménages dirigés par les femmes: caractéristiques et niveau de vie
5. Conditions de vie des groupes les plus vulnérables: femmes et enfants
6. Les conditions de l'habitat
7. Sources de revenus des ménages
8. Taille des ménages et dépenses d'alimentation
9. Le secteur informel: importance et contribution dans les revenus des ménages.
10. Migrations et conditions de vie des ménages
11. Classification des ménages selon les critères économiques et démographiques.
12. Dépenses scolaires et de santé
13. Accès aux services de base
14. Contribution des femmes dans les budgets des ménages
15. Instruction et chômage en milieu urbain
16. La production agricole
17. Retard et redoublement scolaires
18. Détermination des groupes cibles
19. Illustration des calculs de variances et d'écart-types avec un plan de sondage complexe à partir des données de l'ESP.
20. Evaluation de l'ESP

ANNEXE II

LISTE DES INDICATEURS QUE SE PROPOSE D'ELABORER L'ESP.

A. Indicateurs socio-démographiques

Taille moyenne des ménages
Taux d'alphabétisation
Taux de fréquentation scolaire
Taux de redoublement scolaire
Taux de déperdition scolaire
Migration urbaine----> rurale, rurale-->urbaine, rurale-->rurale
et urbaine-->urbaine.
Pourcentage de la population occupée dans
 le secteur informel
 le secteur agricole
 et le secteur moderne
Nombre moyen d'occupants par pièce
Pourcentage de la population (ou des ménages) ayant accès à
 un robinet intérieur propre
 l'électricité
 ou propriétaire du logement qu'il occupe
Pourcentage des ménages (ou de personnes) disposant des éléments
des biens suivants:
 une maison
 un tracteur
 une charrue
 un véhicule
 un téléviseur
 un réfrigérateur ou un congélateur
 une cuisinière
 un climatiseur
 un téléphone

Prévalence de la malnutrition chronique sévère, aiguë sévère et
modérée.

B. Indicateurs économiques

Dépenses moyennes par capital (élèves)
 de fournitures
 de frais de scolarité
 de frais de transport
 de contributions scolaires
Dépenses moyennes de santé per capita
Dépenses moyennes per capita (et adulte équivalent) de
consommation
Revenu des ménages selon la source des revenus
Revenu moyen per capita
Taux d'activité
Taux de d'occupation
Taux de chômage
Salaire moyen par travailleur
Ratio de pauvreté

ANNEKE III

STRATES AGRO-ECOLOGIQUES

- S01: DAKAR: Commune de Dakar
- S02: PIKINE-RUFISQUE
Communes de Pikine, de Guédiawaye, de Rufisque et de Bargny
- S03: AUTRES URBAINS: Autres capitales régionales plus les communes de Mbacké, de Mbour et de Richard-Toll
- S04: THIES
Toute la région de Thiès sans les communes de Thiès et de Mbour
- S05: LOUGA
Toute la région de Louga sans la commune de Louga
- S06: DIOURBEL
Toute la région de Diourbel sans les communes de Diourbel et de Mbacké
- S07: SINE
Tous les départements de Fatick et de Gossas (sans la commune de Fatick),
Commune de Kaffrine,
Arrondissement de Malem Hoddar,
Communautés rurales de Birkélane, Mboss, Gainthe Pathé,
Lour Escale, Ribot Escale.
- S08: ZONE IRRIGUEE+LES NIAYES
Communes de Dagana et de Podor,
Arrondissements de Ross-Béthio, Kanel, Thilogne, Saldé,
Thille Boubacar,
Communautés rurales de Sangalkam, Sébikotane, Gaé,
Bokidjawé, Nabadji-Civo, Ogo, Bokiladji, Orkadiéré, Dodélé.
- S09: HAUTE CASAMANCE
Départements de Kolda et de Vélingara sans la commune de Kolda,
Arrondissements de Makacoulintang, Missirah.
- S10: ZONE SUD-EST ET NORD-EST
Départements de Bakel et de Kédougou,
Commune de Matam,
Arrondissements de Rao, Cas-Cas, Koumpentoum, Koussanar,
Communautés rurales de Mbane, Ranérou, Semmé, Gamadji
Sarré, Guédé, Ndogo Boubacar.
- S11: BASSE CASAMANCE
Toute la région de Ziguinchor sans la commune de Ziguinchor,
Département de Sédhiou
- S12: SALOUM
Les départements de Kaolack et de Foundiougne sans la commune de Kaolack,
Arrondissements de Paoskoto, Wack Ngouna,
Commune de Nioro du Rip,
Communautés rurales de Mabo, Ndiognick.

ANNEXE IV

LISTE PROVISOIRE DES TABLEAUX

00.A - CARACTERISTIQUES DES MENAGES ET DES CHEFS DE MENAGE (CM)

- Tableau 001: Répartition des ménages selon la taille.
- Tableau 002: Répartition des ménages selon la taille et les caractéristiques du CM.
- Tableau 003: Répartition des ménages selon le nombre de noyaux.
- Tableau 004: Répartition des ménages selon le nombre de noyaux et les caractéristiques du CM.
- Tableau 005: Répartition des CM selon l'âge et le sexe.
- Tableau 006: Répartition des CM selon l'âge, le sexe et la zone de résidence.
- Tableau 007: Répartition des CM selon l'âge, le sexe et la région de résidence.
- Tableau 008: Répartition des CM selon l'âge, le sexe et l'alphabétisation.
- Tableau 009: Répartition des CM selon l'âge, le sexe et le plus haut niveau atteint.
- Tableau 010: Répartition des CM selon l'âge, le sexe et le statut d'occupation au cours des 12 derniers mois.
- Tableau 011: Répartition des CM selon l'âge, le sexe et la situation dans la profession principale.
- Tableau 012: Répartition des CM occupés selon l'âge, le sexe et la situation dans la profession secondaire.
- Tableau 013: Répartition des CM occupés selon l'âge, le sexe et la nature de l'emploi principal.
- Tableau 014: Répartition des CM selon l'âge, le sexe et la nature de l'emploi secondaire.
- Tableau 015: Répartition des CM selon l'âge, le sexe et la branche d'activité de l'emploi principal.
- Tableau 016: Répartition des CM selon l'âge, le sexe et la branche d'activité de l'emploi secondaire.
- Tableau 017: Répartition des CM selon la durée de présence dans la localité.
- Tableau 018: Répartition des CM selon la région de provenance.
- Tableau 019: Répartition des CM selon la zone de provenance.

I.A - CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES

Tableau 1.1: Répartition de la population selon l'âge et le sexe.

Tableau 1.2: Répartition de la population selon l'âge, le sexe et la zone de résidence.

II - EDUCATION

Tableau 2.1: Répartition de la population de 6-30 ans selon l'âge, le sexe et la classe fréquentée en 1990-91.

Tableau 2.2: Répartition de la population de 6-30 ans selon l'âge, le sexe et la classe fréquentée en 1989-90.

Tableau 2.3: Répartition de la population de 6-30 ans selon l'âge, le sexe et la classe fréquentée en 89-90 et en 90-91.

Tableau 2.4: Répartition de la population selon l'âge, le sexe et l'alphabétisation.

Tableau 2.5: Répartition de la population selon l'âge, le sexe et le type d'enseignement.

Tableau 2.6: Répartition de la population selon l'âge, le sexe et la dernière classe fréquentée.

Tableau 2.7: Répartition de la population de 6-30 ans selon l'âge, le sexe et le motif d'abandon de l'école.

Tableau 2.8: Répartition de la population de 6-30 ans selon l'âge, le sexe et le résultat de l'année scolaire 89-90.

Tableau 2.9: Taux de scolarisation par âge et sexe dans l'enseignement élémentaire.

Tableau 2.10: Taux de promotion par âge et sexe dans l'enseignement élémentaire.

Tableau 2.11: Taux de redoublement par âge et par sexe dans l'enseignement élémentaire.

Tableau 2.12: Taux de déperdition par âge et par sexe de l'enseignement élémentaire.

III - ACTIVITES ECONOMIQUES

- Tableau 3.1: Répartition de la population de 10 ans ou + selon l'âge, le sexe et le statut d'occupation au cours des 12 derniers mois.
- Tableau 3.2: Répartition de la population occupée selon l'âge, le sexe et la situation dans la profession principale.
- Tableau 3.3: Répartition de la population occupée selon l'âge, le sexe et la situation dans la profession secondaire.
- Tableau 3.4: Répartition de la population active selon l'âge, le sexe et la situation dans la profession précédente.
- Tableau 3.5: Répartition de la population active selon l'âge, le sexe et le statut de chômage.
- Tableau 3.6: Répartition de la population active selon la dépendance et le sexe.
- Tableau 3.7: Répartition de la population selon l'âge, le sexe et la nature de l'emploi principal.
- Tableau 3.8: Répartition de la population selon l'âge, le sexe et la nature de l'emploi secondaire.
- Tableau 3.9: Répartition de la population selon l'âge, le sexe et la nature de l'emploi précédent.
- Tableau 3.10: Répartition de la population selon l'âge, le sexe et la branche d'activité de l'emploi principal.
- Tableau 3.11: Répartition de la population selon l'âge, le sexe et la nature de l'emploi secondaire.
- Tableau 3.12: Répartition de la population selon l'âge, le sexe et la nature de l'emploi précédent.
- Tableau 3.13: Répartition de la population selon l'âge, le sexe et la durée d'exercice de l'emploi principal.
- Tableau 3.14: Répartition de la population selon l'âge, le sexe et la durée d'exercice de l'emploi secondaire.
- Tableau 3.15: Répartition de la population active selon l'âge, le sexe et le secteur d'activité principal.
- Tableau 3.16: Répartition de la population active selon l'âge, le sexe et le secteur d'activité secondaire.
- Tableau 3.17: Répartition de la population active selon l'âge, le sexe et le secteur précédent d'activité.

Tableau 3.18: Répartition de la Population selon le motif de l'abandon de l'emploi précédent.

Tableau 3.19: Taux d'occupation, de chômage et de dépendance économique selon l'âge et le sexe.

IV - MIGRATION

Tableau 4.1: Répartition de la Population selon la durée de présence dans la localité

Tableau 4.2: Répartition de la population selon la région de provenance

Tableau 4.3: Répartition de la Population selon la zone de provenance

Tableau 4.4: Répartition de la population selon le motif de la migration

V - SANTE

Tableau 5.1: Répartition de la population selon l'âge, le sexe et l'état de santé au cours du dernier mois .

Tableau 5.2: Répartition de la population selon l'âge et le nombre de visites pour raison de santé.

Tableau 5.3: Répartition de la population selon la personne (ou le service) consultée au cours de la première visite.

Tableau 5.4: Répartition de la population selon la personne (ou le service) consultée au cours de la dernière visite.

VI - LOGEMENT

Tableau 6.1: Répartition des ménages selon le nombre moyen de personnes par pièce et les caractéristiques du CM.

Tableau 6.2: Répartition des ménages selon le statut d'occupant au cours de l'année.

Tableau 6.3: Répartition des ménages selon la source d'eau potable cette année.

Tableau 6.4: Répartition des ménages selon le mode d'éclairage cette année.

Tableau 6.5: Répartition des ménages selon le combustible utilisé cette année.

VII - PATRIMOINE

- Tableau 7.1: Répartition des ménages selon les caractéristiques du CM et la possession d'une maison.
- Tableau 7.2: Répartition des ménages selon les caractéristiques du CM et la possession d'un terrain à bâtir.
- Tableau 7.3: Répartition des ménages selon les caractéristiques du CM et la possession de terres cultivables.
- Tableau 7.4: Répartition des ménages selon les caractéristiques du CM et la possession d'un tracteur.
- Tableau 7.5: Répartition des ménages selon les caractéristiques du CM et la possession d'une charrue.
- Tableau 7.6: Répartition des ménages selon les caractéristiques du CM et la possession d'une charrette.
- Tableau 7.7: Répartition des ménages selon les caractéristiques du CM et la possession d'un pirogue ou bateau de pêche.
- Tableau 7.8: Répartition des ménages selon les caractéristiques du CM et la possession d'un filet de pêche.
- Tableau 7.9: Répartition des ménages selon les caractéristiques du CM et la possession d'une mobylette ou moto.
- Tableau 7.10: Répartition des ménages selon les caractéristiques du CM et la possession d'un véhicule.
- Tableau 7.11: Répartition des ménages selon les caractéristiques du CM et la possession d'un téléviseur.
- Tableau 7.12: Répartition des ménages selon les caractéristiques du CM et la possession d'une machine à coudre.
- Tableau 7.13: Répartition des ménages selon les caractéristiques du CM et la possession d'un réfrigérateur ou congélateur.

Tableau 7.14: Répartition des ménages selon les caractéristiques du CM et la possession d'une cuisinière.

Tableau 7.15: Répartition des ménages selon les caractéristiques du CM et la possession d'un climatiseur.

Tableau 7.16: Répartition des ménages selon les caractéristiques du CM et la possession d'un téléphone

VIII - ANTHROPOMETRIE

- 8.1 - Etat nutritionnel selon les caractéristiques du CM, l'âge et le sexe de l'enfant.
- 8.2 - Etat nutritionnel selon le nombre d'enfants âgés de 6 mois à 5 ans dans le ménage, l'âge et le sexe de l'enfant.
- 8.3 - Etat nutritionnel selon la taille du ménage, l'âge et le sexe de l'enfant.
- 8.4 - Etat nutritionnel selon la présence des parents dans le ménage, l'âge et le sexe l'enfant.
- 8.5 - Etat nutritionnel selon le nombre moyen de personnes par pièce à usage d'habitation, l'âge et le sexe de l'enfant.
- 8.6 - Etat nutritionnel selon l'état de santé, l'âge et le sexe de l'enfant.
- 8.7 - Etat nutritionnel selon la part des dépenses d'alimentation dans les dépenses totales, l'âge et le sexe de l'enfant.
- 8.8 - Etat nutritionnel selon la strate agro-écologique, l'âge et le sexe de l'enfant.

IX - ACCES AU SERVICE DE BASE LE PLUS PROCHE

- 9.1a - Distribution des ménages selon l'accès à l'école primaire la plus proche.
- 9.2a - Distribution des ménages selon le moyen pour accéder à l'école primaire la plus proche.
- 9.3a - Distribution des ménages selon le temps mis pour accéder à l'école primaire la plus proche.
- 9.4a - Distribution des ménages selon la raison de non accès à l'école primaire la plus proche.

- 9.1b - Distribution des ménages selon l'accès à l'école secondaire la plus proche.
- 9.2b - Distribution des ménages selon le moyen pour accéder à l'école secondaire la plus proche.
- 9.3b - Distribution des ménages selon le temps mis pour accéder à l'école secondaire la plus proche.
- 9.4b - Distribution des ménages selon la raison de non accès à l'école secondaire la plus proche.
- 9.1c - Distribution des ménages selon l'accès au service public de santé le plus proche
- 9.2c - Distribution des ménages selon le moyen pour accéder au service public de santé le plus proche
- 9.3c - Distribution des ménages selon le temps mis pour accéder au service public de santé le plus proche
- 9.4c - Distribution des ménages selon la raison de non accès au service public de santé le plus proche.

X - PRODUCTION AGRICOLE

- 10.1a - Répartition des ménages agricoles cultivant l'arachide selon les superficies cultivées.
- 10.1b - Répartition des ménages agricoles cultivant l'arachide selon les quantités de semence utilisées.
- 10.1c - Répartition des ménages agricoles cultivant l'arachide selon les quantités produites et vendues.
- 10.2a - Répartition des ménages agricoles cultivant le coton selon les superficies cultivées.
- 10.2b - Répartition des ménages agricoles cultivant le coton selon les quantités de semence utilisées.
- 10.2c - Répartition des ménages agricoles cultivant le coton selon les quantités produites et vendues.
- 10.3a - Répartition des ménages agricoles cultivant le mil selon les superficies cultivées.
- 10.3b - Répartition des ménages agricoles cultivant le mil selon les quantités de semence utilisées.
- 10.3c - Répartition des ménages agricoles cultivant le mil selon les quantités produites et vendues.
- 10.4a - Répartition des ménages agricoles cultivant le riz selon les superficies cultivées.

- 10.4b - Répartition des ménages agricoles cultivant le riz selon les quantités de semence utilisées.
- 10.4c - Répartition des ménages agricoles cultivant le riz selon les quantités produites et vendues.
- 10.5a - Répartition des ménages agricoles cultivant le maïs selon les superficies cultivées.
- 10.5b - Répartition des ménages agricoles cultivant le maïs selon les quantités de semence utilisées.
- 10.5c - Répartition des ménages agricoles cultivant le maïs selon les quantités produites et vendues.
- 10.6a - Répartition des ménages agricoles cultivant l'arachide selon le recours à l'encadrement.
- 10.6b - Répartition des ménages agricoles cultivant l'arachide selon le recours au crédit agricole.
- 10.6c - Répartition des ménages agricoles cultivant l'arachide selon l'utilisation d'engrais.
- 10.7a - Répartition des ménages agricoles cultivant le coton selon le recours à l'encadrement.
- 10.7b - Répartition des ménages agricoles cultivant le coton selon le recours au crédit agricole.
- 10.7c - Répartition des ménages agricoles cultivant le coton selon l'utilisation d'engrais.
- 10.8a - Répartition des ménages agricoles cultivant le mil selon le recours à l'encadrement.
- 10.8b - Répartition des ménages agricoles cultivant le mil selon le recours au crédit agricole.
- 10.8c - Répartition des ménages agricoles cultivant le mil selon l'utilisation d'engrais.
- 10.9a - Répartition des ménages agricoles cultivant le riz selon le recours à l'encadrement.
- 10.9b - Répartition des ménages agricoles cultivant le riz selon le recours au crédit agricole.
- 10.9c - Répartition des ménages agricoles cultivant le riz selon l'utilisation d'engrais.
- 10.10a - Répartition des ménages agricoles cultivant le maïs selon le recours à l'encadrement.
- 10.10b - Répartition des ménages agricoles cultivant le maïs selon le recours au crédit agricole.

- 10.10c - Répartition des ménages agricoles cultivant le maïs selon l'utilisation d'engrais.

XI - DEPENSES

A. De santé

- 11.1a. Dépenses moyennes de santé au cours du dernier mois par ménage selon les caractéristiques du CM.
- 11.2a. Dépenses moyennes de santé par personne selon les caractéristiques du CM.

B. Dépenses d'éducation

- 11.1. Dépenses moyennes annuelles scolaires par ménage et par élève selon les caractéristiques du CM.

C. Dépenses de consommation alimentaire

- 11.2. Dépenses moyennes au cours du dernier mois de consommation par ménage, per capita par consommateur selon les caractéristiques du CM.

D. Dépenses de non-alimentaire

- 11.3. Dépenses moyennes au cours du dernier mois de produits de non-consommation par ménage selon les caractéristiques du CM.

XII - REVENUS

- 12.1. Revenus moyens annuels agricoles par ménage.
- 12.2. Revenus moyens annuels par ménage tirés des entreprises non agricoles.
- 12.3. Salaires moyens annuels par ménage et par travailleur salarié.
- 12.4. Montants moyens annuels de transferts et versements au profit du ménage par ménage selon les caractéristiques du CM.
- 12.5. Revenu total moyen annuel par ménage et par personne selon les caractéristiques du CM.
- 13.1 Distribution des ménages urbains selon le quintile de revenu par ménage et la présence d'éléments de confort
- 13.2 Distribution des ménages urbains selon le quintile de revenu par ménage et par personne et la présence d'éléments de confort.